

CESA



ÉTABLISSEMENT
PUBLIC
BASSE-SEINE

Hélène BAILLEUL

Bassin du commerce

ISTOM



Evaluation

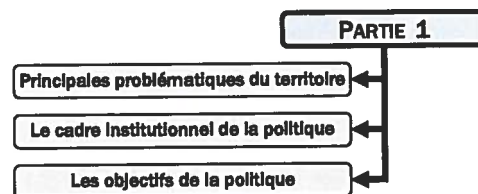


de la politique de résorption des friches

inscrite au Contrat de Plan
Etat-Région 2000 / 2006
de la Haute Normandie

Bassin Théophile Ducrocq

Août 2004



REMERCIEMENTS 5

INTRODUCTION 6

1. Présentation du territoire et de la politique de résorption des friches en Haute Normandie. 7

1.1. Les principales problématiques liées à la problématique des friches dans le territoire haut normand 7

1.1.1 Un territoire anciennement industrialisé..... 7

1.1.2 Plusieurs types d'activité en perte de vitesse : industrielles, militaires ou ferroviaires..... 8

1.1.2.1 L'industrie haut-normande..... 8

▪ *Un riche potentiel économique... .. 8*

▪ *...mais qui subit des crises..... 9*

1.1.2.2 Les activités militaires..... 9

1.1.3 Des espaces de renouvellement urbain où se concentrent de forts enjeux.10

1.1.3.1 L'agglomération de Rouen.....10

1.1.3.3 L'agglomération d'Evreux.....12

1.1.3.4 Problématiques et enjeux sur le reste du territoire régional12

1.2. Le cadre institutionnel de mise en place de la politique de résorption des friches..... 14

1.2.1 Une politique à différentes échelles institutionnelles14

1.2.1.1 La résorption des friches dans la politique régionale communautaire14

1.2.1.2 La résorption des friches dans les politiques nationales.....16

1.2.2 Le partenariat : le CPER et les conventions d'associations.....17

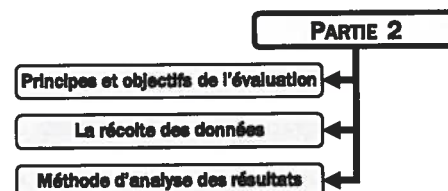
1.2.2.1 Le partenariat Etat-Région17

1.2.2.2. L'association avec l'EPBS18

1.2.3 Les modalités d'intervention de l'EPBS.....20

1.2.3.1. Le comité régional des friches : un outil pour la prise de décision20

▪ *Les modalités d'instruction des dossiers20*



1.2.3.2. Les modalités d'exécution du programme d'intervention	21
▪ La nature des opérations éligibles.....	21
▪ Les autres compétences de l'EPBS mises à contribution de la résorption des friches	22
1.3. Les objectifs de la politique de résorption des friches.....	23
<u>1.3.1. Les objectifs de moyen.....</u>	23
<u>1.3.2. Les objectifs de résultat</u>	24
<u>1.3.3. Les objectifs de qualité</u>	24
<u>2. L'évaluation à mi-parcours des résultats de la politique de résorption des friches en Haute-Normandie : points de méthode</u>	25
2.1 Evaluer la politique de résorption des friches : principes et objectifs...	25
<u>2.1.1. Principes d'une évaluation à mi parcours.....</u>	25
<u>2.1.2. Les objectifs de la commande de l'EPBS et les attentes des autres partenaires</u>	26
<u>2.1.3. Choix des questions évaluatives.....</u>	27
2.2 Récolte des informations : critères et indicateurs, entretiens et fiches opération	30
<u>2.2.1. L'échantillon à évaluer : 17 opérations réalisées depuis 2001</u>	30
<u>2.2.2. Elaboration de la méthode d'enquête et de collecte des informations : fiche opération et guide d'entretien par type d'acteurs</u>	32
<u>2.2.2.1. Les guides d'entretien par type d'acteur</u>	32
▪ Les gestionnaires de la politique	32
▪ Les acteurs de référence du territoire	32
<u>2.2.2.2. Les fiches opération.....</u>	33
2.3. Analyse des résultats de l'enquête : différents axes	39
<u>2.3.1. L'analyse des données : synthèse statistique des interventions de résorption.....</u>	39
<u>2.3.2. L'évaluation de la stratégie et de l'efficacité de la politique</u>	40
<u>2.3.3. La synthèse des impacts de la politique de résorption des friches</u>	41

3. Evaluation de la politique de résorption des friches menée en Haute Normandie dans le cadre du CPER 2000-2006 : Analyse et synthèse des résultats 42

3.1 Présentation des principaux résultats des interventions..... 42

<u>3.1.1 Caractéristiques de la demande et des besoins en terme de résorption de friches dans les communes étudiées42</u>	42
<u>3.1.1.1 Caractéristiques des sites traités42</u>	42
▪ La taille des sites traités42	42
▪ La situation des sites43	43
<u>3.1.1.2 Eléments déclencheurs de la demande46</u>	46
▪ Le type de problématique46	46
▪ Le porteur du projet47	47
<u>3.1.2 Caractéristiques de la réponse apportée par la politique de résorption des friche et les interventions de l'EPBS48</u>	48
<u>3.1.2.1 Panorama des interventions de l'EPBS depuis 2001.....48</u>	48
<u>3.1.2.2 Le « package » résorption de friche50</u>	50
▪ La maîtrise foncière50	50
▪ Les études d'aménagement et les études techniques50	50
▪ Les délais d'intervention51	51
<u>3.1.2.3 Le fonds friche52</u>	52
<u>3.1.3. Carectéristiques des résultats de la politique de résorption des friches54</u>	54
<u>3.1.3.1 La réalisation des projets sur les terrains recyclés54</u>	54
▪ L'état d'avancement54	54
▪ L'intégration du projet dans les politiques locales d'aménagement55	55
<u>3.1.3.2 Les résultats des projets d'aménagement.....55</u>	55
▪ Les objectifs recherchés par les communes55	55
▪ Les résultats des opérations d'aménagement56	56

3.2 Synthèse globale de la politique de résorption des friches (stratégie et efficacité)	58
<u>3.2.1 L'existence de la politique répond-elle à des enjeux importants et actuels justifiant une intervention des pouvoirs publics ?</u>	<u>58</u>
3.2.1.1 Les enjeux de territoire auxquels répond la politique	58
▪ La reconquête des friches.....	58
▪ Le paysage urbain	59
3.2.1.2 L'évolution de ces enjeux.....	59
▪ Le renouvellement urbain	59
▪ Le marketing urbain.....	60
▪ La gestion environnementale des villes	60
<u>3.2.2 Les différents acteurs s'entendent-ils sur les objectifs de la politique et ceux-ci sont-ils cohérents par rapport aux enjeux ?</u>	<u>61</u>
3.2.2.1 Les objectifs de la politique vus par les acteurs	61
3.2.2.2 La cohérence des objectifs au regard des enjeux du territoire.....	62
<u>3.2.3 Les modalités de suivi et de gestion de la politique sont-elles adaptées et garantes de son efficacité ?</u>	<u>62</u>
3.2.3.1 Le comité régional des friches	62
3.2.3.1 Les interventions de l'EPBS.....	63
3.3 Synthèse des impacts de la politique de résorption des friches	64
<u>3.3.1. Réalisation d'une grille d'analyse multicritère</u>	<u>64</u>
<u>3.3.2. Evaluation des résultats des actions par rapport aux critères.....</u>	<u>65</u>
<u>3.3.3 Scénarios de jugement : la pondération des critères selon les acteurs de la politique.</u>	<u>66</u>
<u>CONCLUSION</u>	<u>67</u>
<u>TABLES DES ILLUSTRATIONS</u>	<u>69</u>
Table des tableaux.....	69
Table des graphiques	69
Table des figures	69
Table des schémas	70
Table des cartes	70
<u>ANNEXES</u>	<u>71</u>

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier encore une fois l'EPBS, pour m'avoir permis de réaliser ce stage de fin d'étude au sein du service études et développement.

La réalisation d'une évaluation des interventions de l'EPBS dans le cadre de la politique de résorption des friches de Haute Normandie, a été un sujet de stage d'une très grande qualité et sa réalisation une expérience très enrichissante.

Je tiens à remercier tous les personnels de l'EPBS, qui se sont associés à la réalisation de ce rapport en apportant aide et conseils.

Mes remerciements vont tout particulièrement à M. ANQUETIL, directeur de l'EPBS et à M. BAILLY, directeur du service études et développement qui m'a suivie tout particulièrement lors de ces trois mois. Ses conseils et l'attention qu'il a portée à la réalisation de l'évaluation m'ont permis d'améliorer la qualité du rapport.

Je tiens également à remercier M. PRADE, architecte de l'EPBS ainsi que son assistante Mlle DELAVILLE qui m'ont permis de comprendre les subtilités des opérations, fournis toutes les informations nécessaires et qui m'ont orientés vers les acteurs du territoire haut normand. Merci à Mme BESNARD pour tous les aspects comptables et financiers et à M. HOUBRON pour ses informations sur les subventions FEDER. Enfin, merci à Anne Marie LECOQ qui nous a ouvert la porte de sa documentation, à M. DUROY pour la logistique et à M. MENY pour son accueil.

Je souhaite également remercier toutes les personnes rencontrées sur le terrain lors des entretiens pour leur accueil toujours chaleureux et leur disponibilité. Leur participation a été l'élément majeur de la réussite de cette démarche d'évaluation.

Enfin, je souhaite remercier M. FAUGOUIN, professeur associé au CESA pour son suivi et ses conseils.

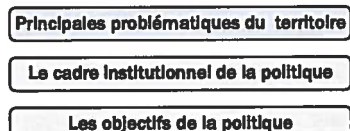
INTRODUCTION

Le secteur industriel de la Haute Normandie, anciennement implanté et fortement polarisé par la vallée de la Seine, a connu comme dans de nombreuses régions françaises, des mutations importantes qui ont laissé de profondes marques dans le paysage et l'histoire de la région. En effet, les secteurs du textile, du commerce maritime ou de la mécanique, les plus anciennement implantés dans la région ont connu une succession de crises qui ont conduit à des délocalisations et à l'abandon d'anciens sites d'exploitation devenus obsolètes. Cet abandon a marqué la majorité des territoires normands qui doivent faire face aujourd'hui à la problématique de la reconversion de ces friches.

Dans ce contexte plusieurs politiques de soutien à la reconversion des friches industrielles ont été créées par les acteurs européens, nationaux et locaux. C'est dans ce cadre que l'Etablissement Public de la Basse Seine s'est associé au Contrat de Plan Etat Région de la Haute Normandie pour participer à la politique régionale de résorption des friches. Lancée en 1989, cette politique a pour objectif d'aider les communes et leurs groupements à reconquérir les espaces abandonnés par le secteur privé et à y réaliser de nouveaux projets de développement. En tant qu'opérateur foncier des collectivités locales, l'EPBS s'est associé à cette démarche. En effet, la résorption des friches est très liée aux stratégies foncières des territoires puisqu'elle permet de recycler des espaces dans des secteurs déjà urbanisés où les enjeux de développement sont souvent forts.

Après 15 ans d'interventions sur l'ensemble du territoire normand, la politique connaît aujourd'hui un essor sans précédent. L'ampleur des interventions et de l'enveloppe financière a été nettement amplifiée et les demandes des communes ou des EPCI sont sans cesse plus nombreuses, fait significatif de son succès.

Dans ce contexte, l'EPBS a souhaité la réalisation d'une évaluation des résultats à mi-parcours des interventions réalisées dans le cadre du contrat de plan 2000-2006. Ainsi, cette évaluation devrait t'elle permettre aux partenaires d'avoir une vision large des résultats de leurs actions sur le territoire normand. Cependant, le recul nécessaire à une évaluation des impacts plus larges des interventions de l'EPBS n'étant pas acquis, ce rapport aura également pour objectif de poser les bases d'une future évaluation a posteriori de la politique, qui pourra intervenir à l'issue du contrat de plan.



1. Présentation du territoire et de la politique de résorption des friches en Haute Normandie.

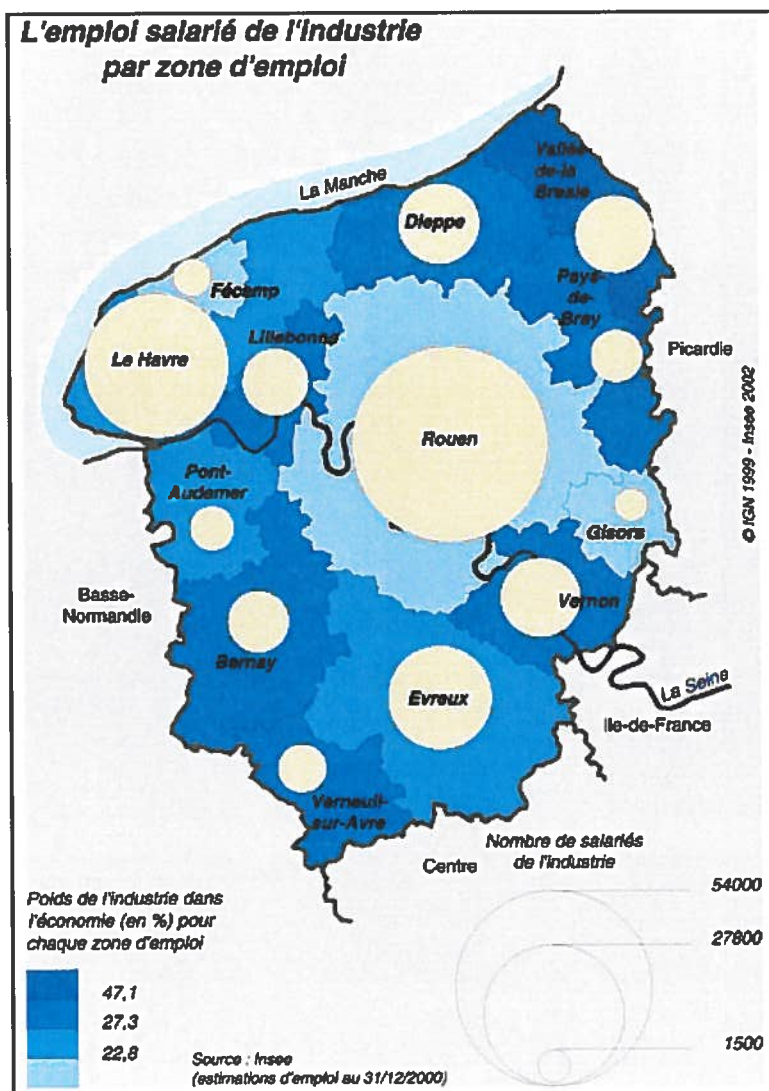
1.1. Les principales problématiques liées à la problématique des friches dans le territoire haut normand

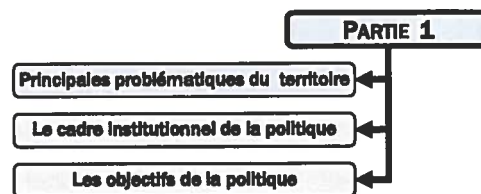
1.1.1 Un territoire anciennement industrialisé

La Haute-Normandie est depuis longtemps un territoire qui s'est développé le long de l'axe de la Seine. Elle est composée de deux départements de la Seine Maritime et de l'Eure. Le premier est un département où l'industrialisation forte a permis un peuplement très important de toute la vallée de la Seine. Avec près de 1 250 000 habitants, il est loin devant l'Eure (550 000 habitants) qui reste un département agricole ayant connu, par le passé, un fort déclin démographique.

La capitale régionale, Rouen, est la ville la plus importante de la région. Cependant, malgré la faible taille de la Région (12 300 Km²) le territoire est structuré de façon multipolaire. Rouen a une aire d'influence directe limitée et une place dans la hiérarchie urbaine nationale et européenne qui n'est pas à la hauteur de son poids démographique (470 000 habitants dans l'aire urbaine). De plus l'est de la région est fortement polarisé par la région parisienne et tourné vers elle. Les échanges Nord-sud entre les deux départements sont faibles alors que les flux de transport donnent plutôt l'impression d'une région couloir le long de la Seine. La ville du Havre est le pendant de Rouen. Avec 250 000 habitants, Le Havre est la plus importante sous-préfecture de France mais dont les activités portuaires portent l'influence bien plus loin que la région.

Carte 1 : L'emploi salarié du secteur de l'industrie par zone d'emploi en 2000





Le territoire haut normand se décompose, en périphérie de l'axe séquanien, en une succession de plateaux et vallées : au sud ouest le Lieuvin et le pays d'Ouche et au nord est, le Pays de Bray et la vallée de la Bresle. Traditionnellement les plateaux sont utilisés pour l'agriculture avec de petits centres urbains vivant des services au secteur, alors que dans les vallées se sont développées des activités industrielles à partir de l'énergie hydroélectrique. Cependant, ces territoires sont aujourd'hui en crise à cause d'une perte de vitesse des industries présentes (sauf la vallée de la Bresle qui bénéficie de la présence du 2ème leader mondial dans le domaine de la verrerie).

1.1.2 Plusieurs types d'activité en perte de vitesse : industrielles, militaires ou ferroviaires

1.1.2.1 L'industrie haut-normande

▪ Un riche potentiel économique...

A l'échelle de la France, la Haute Normandie est considérée comme l'une des cinq plus anciennes régions industrielles avec l'Alsace, le Nord, la Picardie et la Lorraine. Elle est même désormais au premier rang national pour la part du secteur secondaire dans la valeur ajoutée.

La situation géographique de la Haute-Normandie (cf. annexe 1) est un atout fondamental : entre Paris et l'une des mers les plus fréquentées au monde. Il n'est donc pas étonnant qu'elle ait été et demeure une des directions principales de l'expansion parisienne, que ce soit à l'époque des premiers chemins de fer (Paris-Rouen 1843), ou de celle, plus récente, de la décentralisation industrielle. Rouen est ainsi l'agglomération la plus importante de la couronne parisienne, avant Tours, Caen ou Orléans.

Mais cette situation est pour l'essentiel subie. Le capitalisme local, lié aux activités maritimes à l'industrie textile ou mécanique, enraciné dans le territoire a disparu. L'appareil industriel actuel est largement hérité de la période faste de la décentralisation entre 1960 et 1973. Mais celle-ci a surtout concerné des industries de main d'œuvre peu qualifiée dans l'automobile et la construction électrique et électronique. En 1975, la part des ouvriers dans la population active atteignait 45 %. Les emplois tertiaires de haut niveau sont peu représentés car ils restent pour l'essentiel polarisés par la région parisienne proche. Cette proximité a cependant permis l'implantation de grandes firmes nationales ou internationales qui emploient aujourd'hui ¼ des actifs de la région.

Cinq secteurs sont surreprésentés : l'automobile avec Renault, l'industrie électrique et électronique (Alcatel, Alsthom), la construction mécanique, la chimie de base, la fonderie et les métaux. La filière énergie est également très développée : la Haute Normandie produit 11,5 % de l'électricité nationale, les activités de raffinage du pétrole, 35,3 % du total national.

L'activité portuaire reste un élément moteur de la région, même si elle connaît et a connu des restructurations importantes. L'ensemble Le Havre-Rouen forme un binôme portuaire qui est le second en terme de tonnage après Marseille, mais le premier en valeur. Rouen, spécialisé dans l'import-export de céréales et de produits agroalimentaires, a échangé 22,8 millions de tonnes de marchandises en 2000. Le Havre est un port qui rivalise avec les grands ports européens et qui accueille donc de grands transporteurs internationaux. Les flux y sont trois fois supérieurs à Rouen (68 millions de tonnes en 2000) et les emplois créés par l'activité portuaire sont un moteur pour la région toute entière.

▪ ...mais qui subit des crises

La région a été durement touchée par les restructurations industrielles qui ont fait fondre régulièrement les effectifs sans que cela ne prenne des formes aussi spectaculaires que les grandes fermetures du Nord ou de la Lorraine. En 15 ans, la région a perdu 40 000 emplois industriels, 7 000 emplois dans le bâtiment et les travaux publics sans compter les 23 000 emplois disparus dans l'agriculture (la part du secteur primaire dans l'emploi est passé de 29% en 1946 à un peu moins de 4 % aujourd'hui).

Le déclin de l'industrie traditionnelle a été progressif et continu : textile, habillement, construction navale, etc. Certaines villes ont été véritablement sinistrées : Louviers, Elbeuf pour le textile, Grand-Quevilly, Le Trait et le Havre pour la construction navale.

Dans de nombreux secteurs, depuis 1975, croissance de la valeur ajoutée régionale et croissance des effectifs ne vont plus de pair : des emplois ont été supprimés pour le maintien de la compétitivité. L'industrie automobile, où plus de 11 000 emplois ont été supprimés, est très représentative de cette évolution : l'usine Renault de Cléon est ainsi passée de 7 900 salariés en 1975 à 5 500 en 1997.

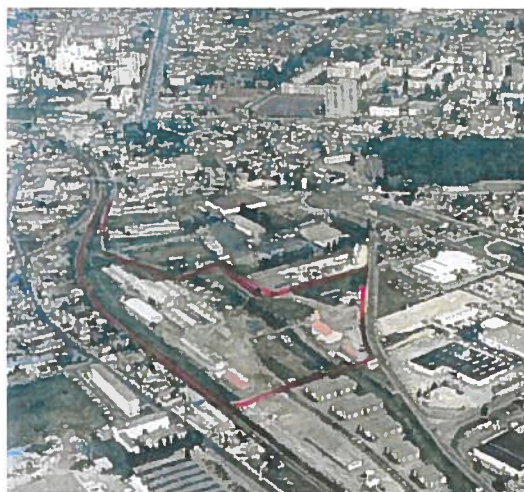
Par ailleurs, la croissance du tertiaire a toujours été en mesure de compenser les pertes dans l'industrie, le bâtiment ou l'agriculture. La population active exerçant un emploi a donc augmenté de 572 000 en 1962 à 806 000 en 1999. Le chômage a parallèlement connu une forte progression passant de 7 200 personnes en 1962 à 24 000 en 1975 pour atteindre 117 000 au recensement de 1999. L'emploi salarié a cependant fortement repris depuis 1997, contribuant à la diminution du taux de chômage (11,5 % en 2000) mais qui reste supérieur à la moyenne nationale (9,5%).

1.1.2.2 Les activités militaires

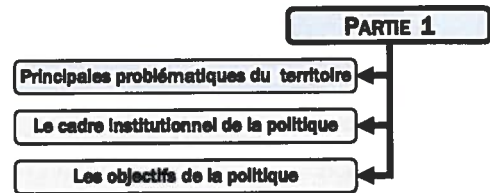
Les casernes et terrains militaires qui avaient été construits pour entraîner l'armée française dans le cas d'un conflit ont vu leur utilité remise en cause ces dernières années. La fin de la guerre froide, les innovations technologiques ont entraîné une profonde mutation des armées dans le monde et notamment en France.

La suppression du service militaire obligatoire pour faire place à une armée de métier a de larges conséquences sur le patrimoine du ministère de la Défense. En effet, de nombreuses casernes vouées à l'entraînement des troupes sont aujourd'hui désaffectées et le contingent de l'armée a été recentré dans un nombre limité de sites. En Haute-Normandie ce phénomène est, comme ailleurs, présent et le ministère de la Défense cède aujourd'hui ses terrains militaires aux communes.

Photo 1 : Exemple de l'ancienne emprise militaire des Substances Militaires à Grand Quevilly dans l'agglomération de Rouen



Ces espaces en friche sont aujourd'hui situés dans des territoires où se développent des projets. Il convient donc de replacer ces espaces abandonnés dans un contexte où les enjeux sont nombreux. En effet, ces friches pourront être dans certains territoires le point de départ de projets d'agglomération par exemple.



1.1.3 Des espaces de renouvellement urbain où se concentrent de forts enjeux.

1.1.3.1 L'agglomération de Rouen

L'agglomération de Rouen joue un rôle de premier plan dans la structuration et le développement du territoire régional. Elle se situe au cœur d'un bassin d'emploi de près de 500 000 habitants, soit 39 % de la population régionale. Elle est la seconde agglomération du grand bassin parisien. Cependant, son aire d'influence est limitée ce qui ne lui permet pas de jouer son rôle de métropole régionale. Une faible indépendance de décision (50 % des entreprises sont rattachées à des centres de décision extérieurs), l'absence de grandes fonctions tertiaires, le renforcement des migrations alternantes et une faiblesse des équipements nuisent à son attractivité.

Le bilan démographique de l'agglomération laisse peser la menace d'une population moins nombreuse en 2020 qu'en 1990. Le territoire reste trop insuffisamment attractif pour les jeunes et des cadres. L'évolution économique du territoire jouera donc un rôle primordial dans le dynamisme démographique futur. En effet, si l'agglomération s'appuie sur un secteur portuaire développé, avec une importance du secteur secondaire, elle doit aujourd'hui évoluer vers un développement du tertiaire. Celui-ci devra s'appuyer sur une synergie entre la formation, la recherche et l'emploi. Le secteur portuaire est un atout pour l'agglomération et l'enjeu sera de permettre son adaptation notamment vers des filières logistiques ou à forte valeur ajoutée.

Le développement de nouvelles infrastructures est également nécessaire sur l'agglomération en terme de transport (contournement, 6ème pont, transports collectifs). L'offre de soin reste satisfaisante au niveau local, mais des équipements d'intérêt régional contribueraient à renforcer les fonctions métropolitaines de l'agglomération.

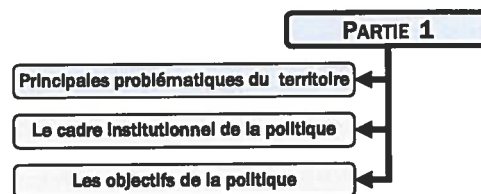
Ainsi, la communauté d'agglomération de Rouen a-t-elle développé plusieurs axes d'intervention dans le cadre du contrat d'agglomération :

- Le renforcement de l'attractivité de l'agglomération et l'affirmation de sa vocation métropolitaine ;
- L'amélioration de la cohésion sociale et la mise en place d'une agglomération solidaire ;
- La promotion d'une meilleure qualité de vie dans l'agglomération ;

La résorption des friches peut contribuer à réaliser ces objectifs en permettant de remettre sur le marché des terrains bien situés, desservis par les réseaux et permettant de mettre en œuvre la mixité sociale et fonctionnelle. La problématique foncière est envisagée de manière transversale à tous ces objectifs d'action.



Figure 1 : le contrat d'agglomération de Rouen



1.1.3.2 L'agglomération du Havre

Les potentialités de la région havraise sont importantes. Avec près de 400 000 habitants, elle représente la seconde agglomération de la région Haute-Normandie. Sa situation géographique à l'estuaire de la Seine est un atout très favorable. En effet, elle est la porte d'entrée et de sortie de l'Île de France, principal bassin économique et de consommation français. Sa situation péninsulaire, qui la désavantageait par le passé, a été largement améliorée par le pont de Normandie et la route des estuaires (A28) en cours d'achèvement. De plus, sa situation littorale lui permet de mettre aujourd'hui en valeur le cadre de vie qui est offert à ses habitants et d'améliorer l'image de l'agglomération. Le développement d'activités balnéaires, la mise en valeur du patrimoine et la création d'événements reconnus, concourent à façonner cette image positive de l'agglomération.

Le port du Havre s'inscrit dans un contexte international. 5ème port européen pour le trafic global, il est le 2ème port pétrolier français et le 1er pour le trafic de containers et pour la valeur des marchandises. Le projet "port 2000" et l'amélioration des infrastructures de communication et de télécommunication permettent de renforcer la vocation logistique de la région havraise. Les activités portuaires, industries pétrochimiques de classe mondiale, automobile et chimie en plein renouveau, sont au cœur du développement de l'agglomération.

Autre point positif de l'agglomération : la formation, qui s'est notamment développée dans des domaines concernant les activités économiques locales (logistique, affaires internationales) et qui permet de fournir un personnel qualifié aux entreprises.

Les services aux habitants ont été considérablement étoffés ces dernières années que ce soit dans le domaine de la santé, de la culture, du sport ou des commerces, ce qui permet aujourd'hui à l'agglomération havraise de voir son aire d'influence s'étendre sur les territoires alentours. La région du Havre est devenue un centre de services compétitifs au regard des autres capitales régionales environnantes.

La Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH), chargée de porter le projet de territoire a donc défini comme objectifs pour l'agglomération les points suivants :

- de s'affirmer comme une agglomération maritime internationale : Port 2000, services métropolitains comme la logistique, la recherche ou la formation supérieure ;
- de consolider la place de l'agglomération dans le réseau des grandes villes normandes, à côté de Rouen et Caen : créer des effets de synergie entre les trois villes (projet « Normandie Métropole », positionner la Normandie en Europe ;
- d'accroître la solidarité entre les différents territoires qui la compose et de renforcer la cohésion sociale ;
- de maîtriser les ressources et de promouvoir un véritable développement durable ;
- d'intensifier la politique d'amélioration de l'attractivité de l'agglomération.

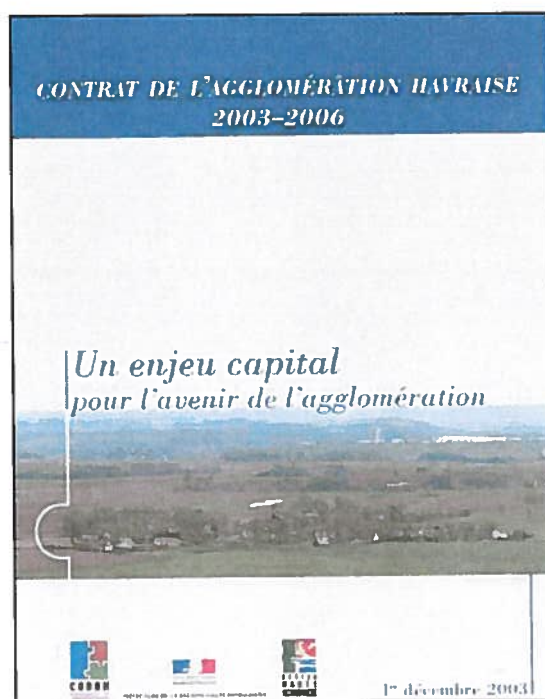
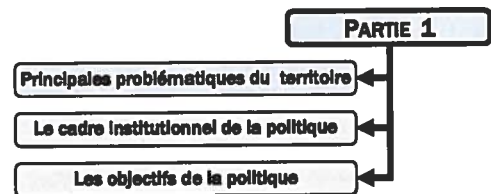


Figure 2 : le contrat de l'agglomération havraise



La résorption des friches s'inscrit pleinement dans ces enjeux territoriaux. Elle permettra de favoriser le renouvellement des quartiers anciens et l'implantation d'activités nouvelles et de services. La mixité sociale sera également un enjeu du renouvellement urbain.

1.1.3.3 L'agglomération d'Evreux

Evreux se trouve à l'écart de l'axe fondamental de la Seine et des voies de communications qui y sont liées. Cependant, l'agglomération a bénéficié de la décentralisation industrielle initiée à partir des années 50 qui a touché les villes moyennes de la couronne parisienne. Ainsi, elle a connu une rapide croissance démographique qui a fléchi avec la crise économique. Elle est passée de 40 000 habitants en 1962 à 60 000 en 1999. Plusieurs industries non polluantes sont implantées à l'est de la ville. Le secteur des services prend une part de plus en plus importante et des industries de pointe ont choisi l'agglomération : les Laboratoires Glaxo, l'entreprise Searle (pharmaceutique), Philips et Automa-Tech (électronique).

En 2003, la communauté d'agglomération d'Evreux s'est dotée d'un projet d'agglomération.

Celui-ci, après avoir déterminé trois enjeux forts du territoire a proposé des axes d'action :

- Un enjeu d'image du territoire.
- Un enjeu de développement et d'attractivité du territoire pour les populations futures ou de passage.
- Un enjeu de structuration et d'organisation du territoire pour un meilleur équilibre spatial des activités et des équipements.

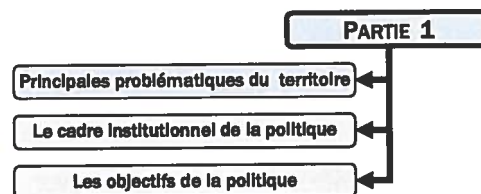
Les actions choisies s'articulent donc autour de deux axes majeurs :

- L'axe 1 : *"spécialiser, qualifier et moderniser le territoire"* afin de démontrer la valeur ajoutée de l'agglomération d'Evreux pour le département et la région. Cet axe regroupe les actions en faveur des entreprises, de la formation, du tourisme et des activités qualifiantes (haute technologie, recherche...).
- L'axe 2 : *"articuler les espaces et les dynamiques pour favoriser la cohésion territoriale"*. Cet axe vise à améliorer le cadre de vie de la population. Il regroupe les actions en faveur de l'aménagement du territoire (notamment la mobilité, les liaisons internes et le transport public) ; de l'environnement (air, forêt) ; de la politique de la ville et de la culture (animations culturelles et sportives).

1.1.3.4 Problématiques et enjeux sur le reste du territoire régional

Que ce soit dans les territoires littoraux où dans le département de l'Eure, les communautés d'agglomération ou de communes se donnent pour objectif d'augmenter l'attractivité de leur territoire, notamment par le tourisme, la mise en valeur du patrimoine et l'amélioration de l'image du territoire. Ces objectifs recherchent le développement économique mais aussi l'amélioration du cadre de vie des habitants. En effet, les territoires situés en dehors des grandes agglomérations peuvent jouer sur leurs atouts environnementaux et sur la qualité du cadre de vie pour attirer entreprises et nouveaux habitants.

Cette volonté d'améliorer l'image est due parfois à un contexte très proche de la problématique des friches, puisque c'est justement une image dévalorisée du dynamisme économique qui est souvent combattue par ces territoires. Le passé industriel de la vallée de la Seine mais aussi du littoral a souvent laissé les territoires désemparés devant l'abandon



d'activités et d'espaces économiques. En ce sens, la résorption des friches est un élément de l'amélioration de l'image de ces territoires et devrait permettre d'augmenter leur attractivité.

Les villes moyennes de Normandie sont des relais depuis les grandes villes mais n'arrivent pas à constituer de véritables pôles de développement. Leur croissance démographique reste souvent faible. Cependant, selon la DTA de la Basse Seine, Honfleur, Fécamp et Etretat sont des pôles touristiques structurants en devenir. A cela s'ajoute les grandes qualités des espaces naturels qu'il reste à valoriser.

Les objectifs retenus pour ces zones sont globalement :

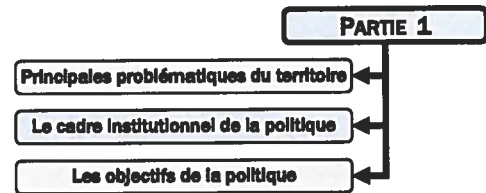
- le développement des pôles-relais : dynamisme économique et démographique, attractivité
- le développement touristique, l'amélioration de l'image des territoires et la valorisation du patrimoine bâti et naturel
- l'amélioration de la cohésion sociale : habitat diversifié, services aux habitants.

Même si la "pression foncière" n'est pas aussi importante que dans les grandes agglomérations, les territoires périurbains et ruraux cherchent également à pratiquer le renouvellement urbain pour préserver les espaces naturels mais aussi pour supprimer certaines "verrues" du paysage. La résorption des friches est donc un élément important dans ces territoires qui veulent jouer sur leur attractivité.

Ainsi, la résorption des friches ne peut-elle être dissociée du contexte des territoires. Les friches, qu'elles soient urbaines ou rurales, industrielles ou militaires, sont des espaces considérés comme des potentialités. Que ce soit pour développer le tourisme littoral, ou pour accroître l'offre logistique par rapport à une compétition mondiale, les enjeux liés aux territoires abandonnés sont importants. La problématique des friches ne se résume pas à des aspects techniques et est liée à celles du développement économique, de la cohésion sociale, ou de la qualité de l'environnement.

Point sur ...

Selon Seine Maritime Expansion et ADEAR, les agences de développement respectives du Département de Seine Maritime et de l'agglomération rouennaise, la production de friches industrielles tendrait vers une diminution. En effet, le nombre d'industries lourdes (type fonderie, manufactures de tissages) tend aujourd'hui à diminuer pour laisser place à des industries légères voire « volatiles ». Les installations de ces entreprises sont de moins en moins importantes (cf. le tertiaire lié aux NTIC) et le secteur privé assure lui-même le recyclage des locaux abandonnés en cas de faillite ou de délocalisation. Les grandes industries qui sont encore implantées dans le territoire ne devraient a priori pas faire le choix de la délocalisation car elles ont basé leur système productif sur les savoirs faire locaux et la formation spécialisée offerte sur le territoire. Les secteurs de la pétrochimie, de l'automobile et de la verrerie, qui constituent aujourd'hui les plus importantes implantations en terme de surface ne devraient pas évoluer de manière spectaculaire, laissant derrière eux des dizaines d'hectares en friche, comme cela a pu être le cas avec les anciennes industries textiles et les anciens docks. Cependant, la modernisation des appareils de production et le respect des normes (notamment pour les usines classées SEVESO) peu devenir parfois impossible et conduire certaines entreprises à déposer le bilan. A Rouen par exemple, on prévoit que l'usine Grande Paroisse, classée SEVESO, soit dans cette situation dans les années à venir.



1.2. Le cadre institutionnel de mise en place de la politique de résorption des friches

1.2.1 Une politique à différentes échelles institutionnelles

La politique de résorption des friches urbaines en général (typologie variée) est menée en Haute-Normandie par différents acteurs. De l'Europe jusqu'aux collectivités locales, chaque échelon s'investit dans cette problématique tant elle est importante dans cette région. En effet, selon la Base de Données BASIAS (Inventaire des anciens sites industriels et des activités de service), mise en place par le Ministère de l'Environnement, la France compte entre 300 000 et 400 000 sites abandonnés et potentiellement pollués. Les Départements de la Seine Maritime et de l'Eure comptent à eux seuls plus de 3 500 anciens sites industriels. La Haute Normandie est donc une région où la problématique des sites industriels abandonnés est importante et présente sur tout le territoire. Cependant, l'investissement des acteurs ne se cantonne pas au seul niveau régional.

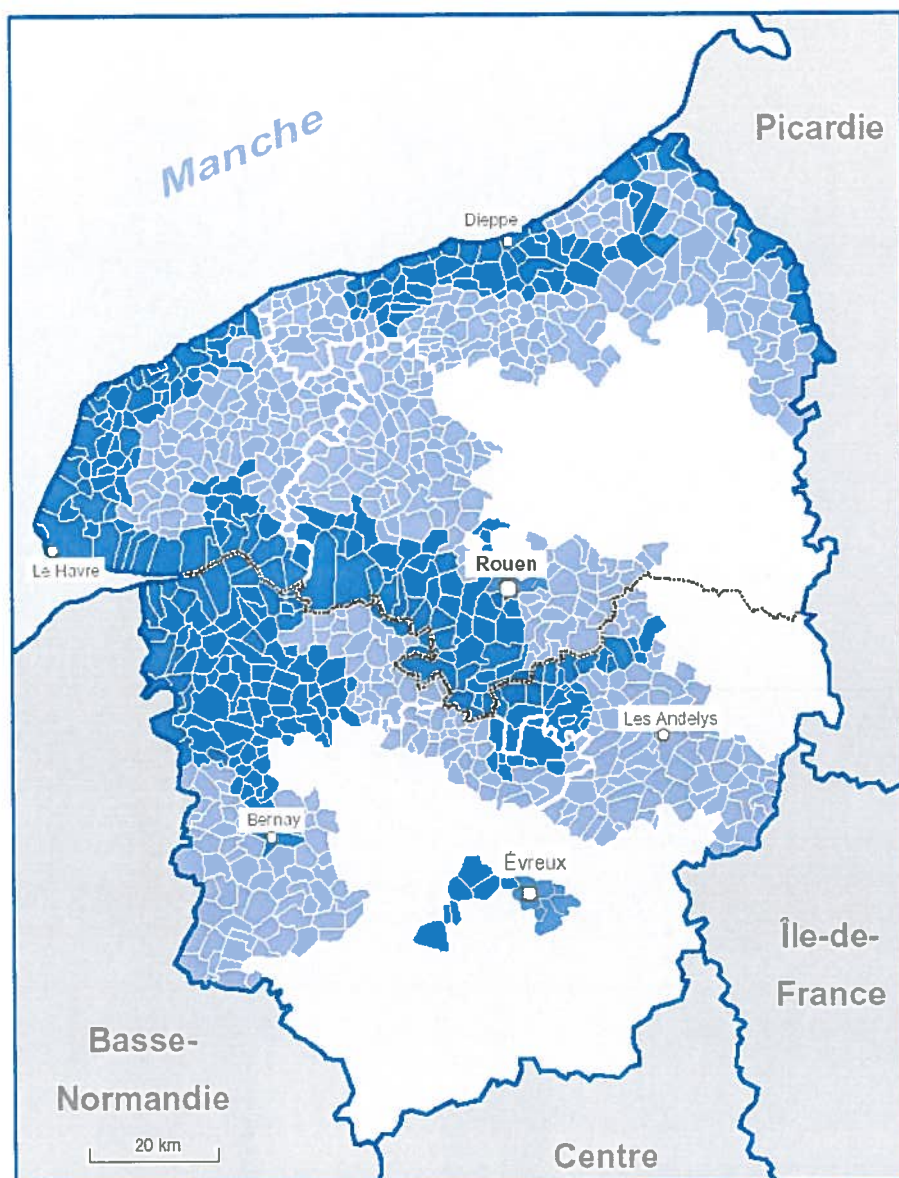
1.2.1.1 La résorption des friches dans la politique régionale communautaire

L'Europe est investie, dans le cadre de l'objectif 2, dans la résorption des friches. Cet objectif vise la restructuration des zones anciennement industrialisées qui connaissent des difficultés de reconversion. Dans la région Haute Normandie, la zone éligible aux aides de l'objectif 2 concernent 75 % de la population régionale répartie dans 929 communes (cf. carte n°2, page suivante). Ces aides cofinancent des projets permettant la réalisation de différents objectifs :

- la diversification de l'activité économique et le développement des qualifications
- le renforcement de l'économie portuaire et logistique
- la mise en œuvre du développement urbain durable
- l'amélioration et la protection de l'environnement
- le renforcement de l'activité agricole

TERRITOIRES ELIGIBLES AUX POLITIQUES RÉGIONALES COMMUNAUTAIRES

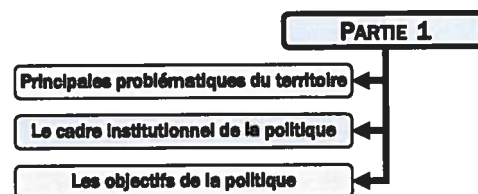
FONDS STRUCTURELS 2000-2006



LÉGENDE

- Communes entières
- Communes partielles
- Communes ex objectif 2 ou 5b
- Limite et Chef-lieu de région
- Limite et Chef-lieu de département
- Limite et chef-lieu d'arrondissement





La résorption des friches industrielles, militaires ou urbaines est un type de projet qui est soutenu par la politique régionale que mène l'Europe depuis plus de dix ans. Le DOCUP (Document Unique de Programmation), qui regroupe l'ensemble des objectifs retenus pour la période 2000-2006 en Haute Normandie, cite explicitement la reconversion des friches urbaines dans la mesure 10 de l'axe 3 (cf. annexe n°2).

Cette mesure 10 est consacrée à la promotion de la réhabilitation et du renouvellement urbain dans l'objectif d'un développement urbain durable.

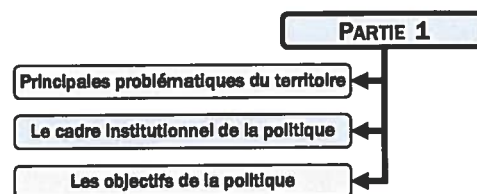
Elle est destinée à combattre deux phénomènes majeurs qui se manifestent dans les agglomérations et centres urbains : d'une part, l'exclusion urbaine liée à l'existence de quartiers dégradés souvent monofonctionnels (habitat) et ne possédant pas ou peu d'équipement public structurant ; d'autre part, le nombre important de friches et secteurs dévalorisés en conséquence des reconversions industrielles et portuaires et de la périurbanisation des activités.

Dans cette mesure les actions ayant pour objectif l'amélioration du cadre de vie, la revalorisation de l'image des villes et des agglomérations, la réintégration de ces quartiers dans une dynamique de développement, la meilleure intégration des zones portuaires et industrielles et enfin la lutte contre l'étalement urbain, sont soutenues financièrement. C'est pourquoi, les opérations de résorption de friches industrielles ou urbaines menées dans le cadre du CPER 2000-2006 par l'EPBS sont éligibles au FEDER au même titre que les actions menées dans le cadre de la politique de la ville (GPV du Havre et de Rouen). Actuellement, selon la destination de la friche (équipements structurants, activités, espaces verts) et dans la limite des zones éligibles, les opérations de résorption peuvent être financées à 45 % par le FEDER.

1.2.1.2 La résorption des friches dans les politiques nationales

La résorption des friches est abordée principalement en France du point de vue de la problématique des pollutions des sols. En effet, le ministère de l'Industrie et de la Recherche mène avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise d'Energie) une politique de dépollution des sols des anciens sites industriels orphelins. Cependant, comme dans de nombreux pays industrialisés, la majorité des actions sont réalisées au niveau local. Aux Etats-Unis par exemple, les politiques des « brownfields » (terrains contaminés) sont menées par les villes et agglomérations en partenariat avec le ministère de l'environnement américain.

La question des friches industrielles, polluées ou non, doit être reliée au thème du recyclage foncier. En effet, ces espaces abandonnés peuvent devenir des opportunités de développement pour la ville. Cette vision entraîne souvent les collectivités locales à agir sur ces terrains inutilisés. Plusieurs régions françaises ont aujourd'hui marqué leur investissement dans cette problématique en contractualisant avec l'Etat une politique régionale de résorption des friches. C'est le cas en PACA, dans le Nord Pas de Calais (cf. annexe n°3), en Lorraine, en Haute Normandie, et dans plusieurs départements.



1.2.2 Le partenariat : le CPER et les conventions d'associations

1.2.2.1 Le partenariat Etat-Région

La politique de résorption des friches en Haute-Normandie est le fruit du partenariat de l'Etat et de la Région Haute Normandie. Inscrite parmi les objectifs du contrat de Plan 2000/2006, cette politique a été lancée à partir du second contrat datant de 1989. Les friches industrielles étaient inscrites au départ dans les objectifs d'aménagement du contrat, au même titre que le développement social des quartiers ou l'appui aux zones rurales défavorisées. L'appui à la « réhabilitation des zones délaissées par les entreprises » était prévu à deux niveaux : d'une part le soutien à des études de faisabilité et d'autre part, l'aide à la réhabilitation « tendant à ramener au prix du marché le coût du terrain ou du bâtiment réhabilité » (cf. annexe n°4).

Dans le troisième contrat de plan (1994/1999), la résorption des friches industrielles était également inscrite dans l'objectif d'aménagement équilibré des territoires au titre du « développement économique et urbain exemplaire pour l'environnement ». A l'intérieur de cet objectif, les friches industrielles étaient inscrites au même titre que l'aide à la prise en compte de l'environnement par les entreprises ou la reconquête des entrées de ville. L'EPBS est cité comme opérateur foncier et participe à la résorption des friches « dans les zones jugées prioritaires pour l'environnement ou le développement » (cf. annexe n°5). Dans le contrat est stipulé pour la première fois la participation financière de l'EPBS dans l'objectif de doubler l'enveloppe allouée au départ (10 millions de francs).

Dans le quatrième contrat de plan (2000/2006), auquel nous nous intéressons plus particulièrement, la politique de résorption des friches est inscrite dans deux axes différents du volet territorial : les actions pour un développement solidaire et pour la qualité de vie (axe 2) et celles pour le développement et l'organisation du territoire (axe 3). Ces deux axes correspondent à des actions dans le domaine de l'environnement et de l'aménagement que soutiennent l'Etat et la Région (cf. annexe n°6). Ainsi, la reconduite de la politique de résorption des friches dans le dernier contrat de plan a été l'occasion d'un élargissement des objectifs à atteindre, qui se situent autant dans le domaine de l'aménagement urbain que dans celui de l'environnement. Dans la fiche n° 40 sont précisées les modalités d'interventions : l'EPBS est donc inscrit comme « instructeur des dossiers de demande » et Maître d'Ouvrage des opérations de résorption. Dans les commentaires sont précisés les participations financières s'ajoutant à celle du CPER. L'EPBS y est inscrit au milieu d'autres partenaires.

Nous allons maintenant nous intéresser plus en détail au type de partenariat qui a été mis en place entre l'Etat, la Région et l'EPBS.



1.2.2.2. L'association avec l'EPBS

L'EPBS est apparu, pour la Région et l'Etat, comme l'organisme le plus compétent pour mener à bien cette politique de résorption des friches. En effet, ses compétences en tant qu'établissement foncier, paraissaient très adaptées pour rendre efficace une politique tendant justement à recycler du foncier. En 1991, l'EPBS accepte donc la demande du Préfet de Région et du Président du Conseil Régional de Haute-Normandie. Il prend ainsi en charge la mise en œuvre de la politique et y participe, en apportant une aide financière égale à celles des autres partenaires. Depuis 1991, ces conditions de participation financière n'ont pas été modifiées en ce qui concerne la participation de l'EPBS. Il apporte toujours un tiers de l'enveloppe globale consacrée au fonds friche.

L'intervention de l'EPBS dans le cadre de cette politique est régie par une convention d'association au contrat de plan. Celle-ci est renégociée au début de chaque contrat. La signature de cette convention a été réalisée le 8 novembre 2000.

Cette convention expose le niveau de participation de chaque partenaire au fonds friche, à partir d'un programme indicatif d'intervention mais également les modalités de mise en œuvre de ce fonds. Le fonds friche pour la période 2000-2006 a été initialement voté à hauteur de 13,72 millions d'euros répartis comme suit (cf. annexe n°7):

Partenaire	Somme engagée
Etat	4,57 M€
EPBS	4,57 M€
Région	2,29 M€
Collectivités	2,29 M€
Total	13,72 M€

Tableau 1 : Répartition des participation aux fonds friche votées initialement pour 2000-2006

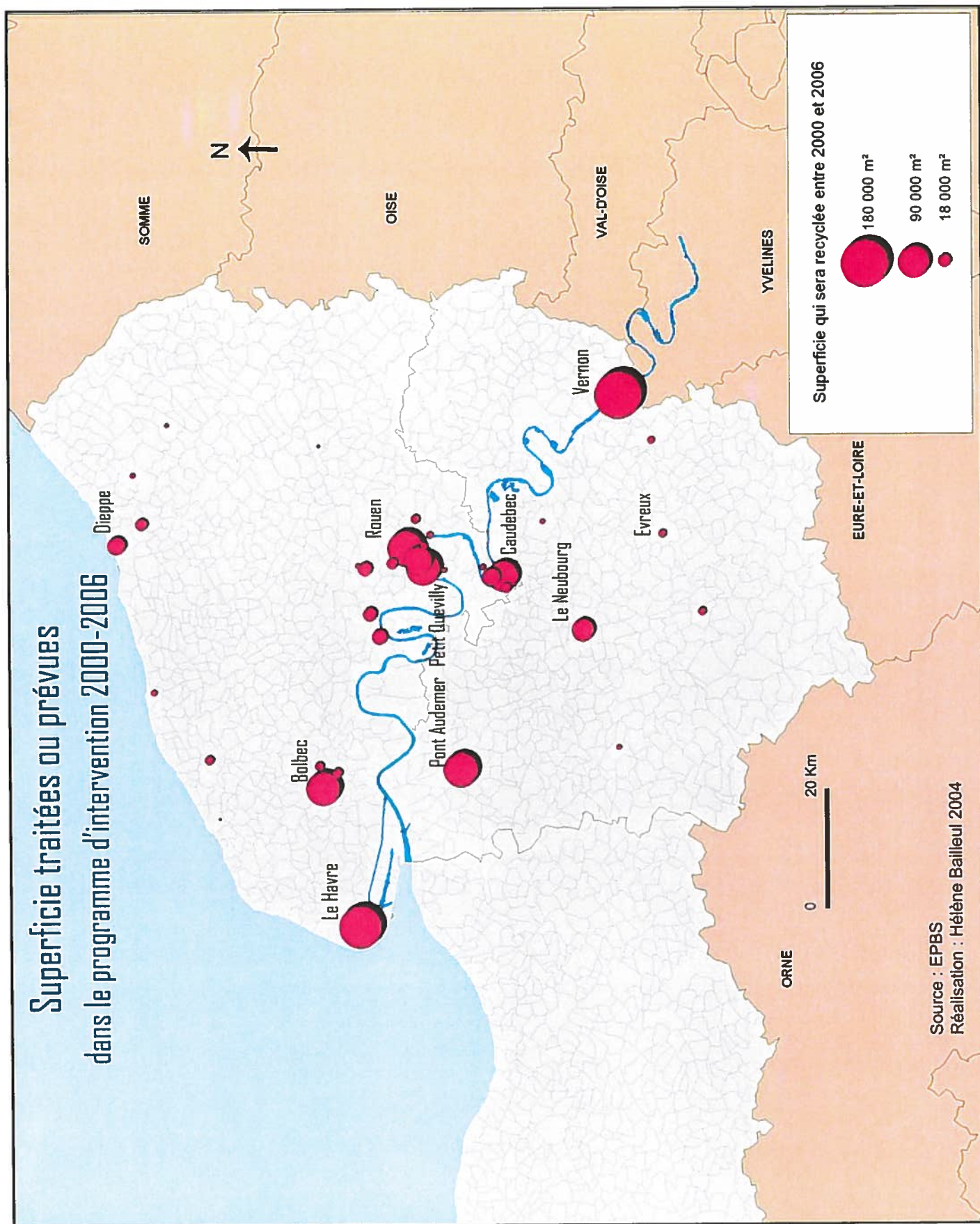
La hauteur de l'engagement financier est six fois plus importante en 2000 qu'en 1989. Le succès de la politique auprès des collectivités locales est sans cesse grandissant. En effet, de 12 opérations financées sur le CPER 89/93, on est passé à 33 opérations dans le 3^{ème} CPER et à 64 inscrites pour la période 2000-2006 (cf. annexe n°8). Celles-ci sont réparties dans 37 communes de la Région (Cf. carte n° 3, page suivante). Au regard de la localisation de ces interventions, on peut observer que les surfaces recyclées les plus importantes se trouvent dans des territoires où les enjeux sont forts : agglomérations, vallée de la Seine. Cependant, cette carte montre également que le périmètre concerné par les opérations de résorption s'est élargi aussi à l'ensemble des deux départements, zone de compétence de l'EPBS, en Haute Normandie, depuis 2000. Ainsi cet essor de la politique de résorption des friches a-t-il été réalisé au profit de tous les territoires haut normands, qu'ils soient urbains ou ruraux.

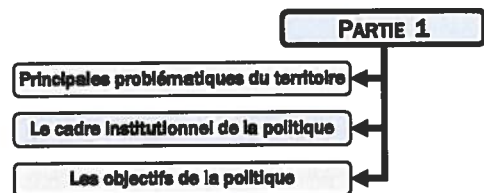
Carte 3 : Surfaces totales recyclée par commune pour la période 2000-2006

Principales problématiques du territoire

Le cadre institutionnel de la politique

Les objectifs de la politique





1.2.3 Les modalités d'intervention de l'EPBS

En plus de fixer les modalités du partenariat financier, la convention d'association explicite le rôle de l'EPBS en tant qu'organisme responsable de la mise en œuvre de la politique. Ces modalités d'interventions sont annexées à la convention (cf. Annexe n°9) et préfigurent les différentes étapes qui seront suivies lors de la mise en œuvre : d'une part, ce qui concerne l'élaboration du programme d'intervention (décision) et, d'autre part, ce qui concerne l'exécution de ce programme.

1.2.3.1. Le comité régional des friches : un outil pour la prise de décision

L'EPBS en tant que partenaire de la politique est responsable de sa mise en œuvre. Il n'a cependant pas le monopole de la décision des opérations qui seront soutenues par le fonds friche. En effet, la politique de résorption des friches reposant sur une base partenariale, il a été décidé la mise en place d'une structure, permettant de réunir l'ensemble des représentants des parties prenantes, et qui aurait en charge la décision des opérations à aider. Cette structure a donc été créée dès le second CPER. Il s'agit du « Comité Régional des Fiches ». Celui-ci décide du programme indicatif d'intervention qui sera mis en œuvre par l'EPBS. Ce programme indicatif est composé d'une liste d'interventions sur différentes friches ainsi qu'une estimation, pour chacune d'entre elles, du coût de la résorption. Ce programme est dit « indicatif » car l'engagement réel des interventions diffère dans certains cas de ce qui était prévu. Ainsi, le programme d'intervention de la politique est-il voulu comme un outil souple permettant d'avancer ou de retarder une intervention prévue, en fonction du contexte.

Le comité régional des friches se réunit une à trois fois par an pour décider des demandes des collectivités locales qui seront retenues. L'EPBS ayant en charge d'instruire les dossiers reçus, les modalités ont donc été fixées à l'avance dans la convention.

▪ Les modalités d'instruction des dossiers

Celles-ci sont exposées dans la convention d'association comme suit :

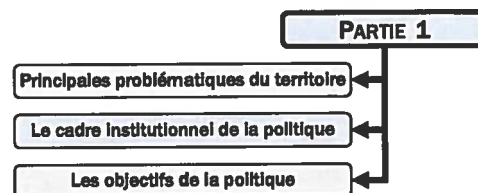
« Des demandes d'interventions globales peuvent être formulées dans le cadre des contrats d'agglomération et des contrats de pays, formant le volet territorial du contrat de plan Etat Région. Les modalités d'association des communautés d'agglomération et des Pays, à la préparation des programmes d'intervention les concernant et à leur mise en œuvre, seront définies dans les conventions particulières établies à cette occasion.

Des demandes d'intervention isolées peuvent être formulées par les communes et communautés de communes.

Les demandes globales formulées dans le cadre du volet territorial du Contrat de Plan seront prioritaires. Elles pourront concerner aussi bien d'anciens sites d'activité économique que la reconquête de quartiers urbains dévalorisés.

Un comité régional des friches, composé des représentants des services de l'Etat, de la Région et l'EPBS, étudie les demandes et prépare les programmes indicatifs d'intervention. L'EPBS assure l'instruction des dossiers et le secrétariat du comité. Il est également chargé de l'exécution des décisions prises. »

Ce chapitre de l'annexe de la convention fixe donc le rôle du comité régional des friches mais également le champ d'intervention de la politique. En effet, en définissant le type de territoire visés par la politique (en priorité les EPCI ayant réalisé un contrat



d'agglomération ou de Pays) et la nature des friches qui pourront être résorbées, la convention établit les « limites » de la politique. La délimitation de ce champ d'intervention a été élargie par rapport aux interventions du précédent contrat de plan. Ainsi, les résultats de la politique devraient-ils être amplifiés.

En complément de ces modalités d'instruction des dossiers est précisée la nature des opérations éligibles, c'est-à-dire le type d'interventions que pourra réaliser l'EPBS.

1.2.3.2. Les modalités d'exécution du programme d'intervention

Une fois le programme voté au comité régional des friches, toutes les compétences de l'EPBS vont être mises au service de l'exécution des interventions choisies. Ces interventions peuvent être de différents types.

▪ La nature des opérations éligibles

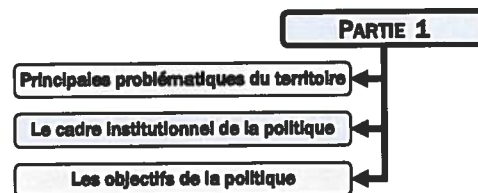
« Le dispositif d'intervention de la politique de résorption des friches portera sur :

- l'aide à la définition de l'action : des études permettant de recenser les friches existantes pourront être cofinancées et réalisées par l'EPBS pour éclairer les décisions du Comité Régional des Fiches
 - L'engagement d'études préalables : elles pourront être de deux nature
 - Une étude d'aide à la réflexion des collectivités pour la réutilisation de la friche après l'intervention de l'EPBS au titre de la politique régionale de réhabilitation. Cette étude aura pour effet de guider l'EPBS dans la nature des interventions de réhabilitation de la friche par rapport à l'usage futur qui en sera fait et la collectivité sur les projets de réutilisation qu'elle pourra ensuite mettre en œuvre.
- Cette étude sera financée à 50 % par la collectivité et à 50 % par le fonds régional des friches.
- Une étude technique et financière permettant de définir l'intervention de réhabilitation proprement dite.

Cette étude sera financée entièrement sur le fonds régional des friches

- La réalisation de travaux de démolition, de remise en état des terrains, de préverdissement ou de réhabilitation des enveloppes des bâtiments devant être préservés pour leur valeur patrimoniale. La consistance des travaux sera définie dans les études préalables. Ils seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'EPBS. »

Cette première définition des tâches qui pourront être réalisées dans le cadre du fonds régional des friches fixe les compétences de l'EPBS pour ce qui est de la maîtrise d'ouvrage des opérations de résorption. Celui-ci pourra engager différentes actions selon les enjeux du site et les objectifs du projet de réutilisation. Le financement d'études de réutilisation est une « nouveauté » du dernier contrat de plan et a incité ainsi les communes à réaliser 15 études préalables sur des sites divers. Ce dispositif de financement des études est également lié au fait que la politique de résorption s'est donnée pour objectif d'intervenir sur des sites où une réflexion d'urbanisme a préalablement été réalisée par les commune ou leurs groupements. Ainsi, quand les demandes des communes ne se basent pas sur une étude approfondie des potentialités de redéveloppement du site, il est possible de proposer le cofinancement d'une étude à la commune avant la réalisation effective de la résorption. La nature des travaux à envisager n'a pas changé en comparaison avec les contrats de plan précédents. Cependant, l'avenant au contrat de plan qui a été signé en 2004 (doublement de l'enveloppe financière allouée aux friches), comporte des modifications dans ce domaine. Le pré-aménagement,



consistant à réhabiliter la friche en incluant des travaux sommaire de voirie et la dépollution des terrains, seront désormais financés par le fonds friche à titre expérimental.

▪ **Les autres compétences de l'EPBS mises à contribution de la résorption des friches**

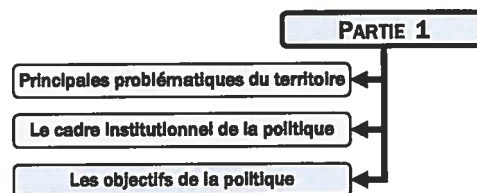
L'EPBS bénéficie d'une longue expérience dans la maîtrise foncière. Celle-ci a été identifiée comme pouvant être très utile à la politique de résorption des friches. La première raison énoncée est que la politique régionale n'a pas vocation à intervenir sur des friches privées. Elle préconise donc une maîtrise préalable du foncier par l'EPBS. Cependant, cette possibilité pour l'EPBS de relier la mise en œuvre de la politique des friches avec ses compétences traditionnelles dans le domaine des stratégies foncières est un très grand avantage pour la politique. En effet, l'EPBS étant déjà l'opérateur foncier des stratégies d'aménagement et de développement des collectivités locales, la résorption des friches a été très logiquement intégrée à ces stratégies. Les communes et EPCI ont donc réellement intégré le fait que les friches urbaines étaient des potentialités de foncier à prendre en compte dans leurs politiques d'aménagement.

Ainsi, le succès de la politique des friches est-il certainement à relier avec le développement des stratégies foncières à l'échelle de la Haute-Normandie pour lesquelles l'EPBS a mis en place des outils adaptés : les conventions d'Action Foncière et les Programmes d'Action Foncière (cf. annexe n°10). La signature de ces conventions entre les communes ou les EPCI et l'EPBS permet de mettre en œuvre les stratégies foncières, consistant, entre autres, en la réalisation d'un portefeuille foncier. Ainsi, la résorption des friches correspond-elle aussi à un objectif de maîtrise du foncier.

En respect de tous ces éléments, une séquence type des interventions sur les friches est donc établie dans la convention :

- « - Réflexion sur la réutilisation de la friche soit par la collectivité seule, soit en partenariat avec l'EPBS dans un cadre communautaire ou isolé
- Demande d'acquisition de la friche formulée par la collectivité à l'EPBS avec engagement de rachat à terme pour la réalisation du projet de réutilisation préalablement défini
- Etude technique et financière de l'intervention de l'EPBS sur le fonds friche
- Inscription par le Comité Régional des Fiches de l'opération au programme indicatif d'intervention
- Réalisation des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de l'EPBS
- Rétrocession de la friche à la commune à l'issue de la période de portage foncier. »

Les modalités de mise en œuvre de la politique des friches comprennent donc un ensemble d'actions qui assurent l'efficacité d'intervention de l'EPBS. En effet, la politique poursuit un objectif d'aide à l'investissement dans le recyclage du foncier, grâce aux modalités financières mises à disposition des communes ; mais elle cherche également à promouvoir la réalisation de projets d'aménagement sur ces sites recyclés, ce qui implique aussi des interventions rapides sur les friches. Cette réactivité nécessaire est ainsi facilitée par la prévision des acquisitions dans le cadre de PAF ou de CAF. En effet, il s'avère que les sites des friches sont souvent acquis par l'EPBS avant la demande d'inscription de la commune au programme indicatif d'intervention.



1.3. Les objectifs de la politique de résorption des friches

Nous avons vu précédemment que la politique de résorption des friches en Haute Normandie avait été instaurée il y a maintenant 15 ans à l'initiative de l'Etat et de la Région Haute-Normandie. Si ses modalités d'intervention ont beaucoup évolué depuis 1989, les objectifs qu'elle poursuit aussi. Il convient donc d'aborder maintenant les différents objectifs qui peuvent être mis en évidence aujourd'hui. Il sera nécessaire d'aller plus loin que les seules fiches 40 et 60 du contrat de plan, qui, même si elles ont le mérite d'exister, ne sont pas suffisantes pour comprendre les résultats attendus par les acteurs de la politique.

Ainsi, cette partie se base-t-elle sur la rencontre des acteurs de la politique grâce à laquelle il nous a été permis d'éclaircir cette question.

1.3.1. Les objectifs de moyen

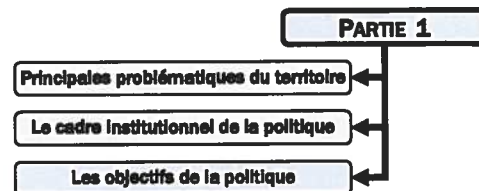
Le premier type d'objectifs est celui des objectifs de moyen. En effet, les moyens d'intervention que se donne la politique révèlent déjà des objectifs recherchés. Par exemple, derrière le cofinancement d'une étude préalable se situe l'objectif de voir se réaliser des projets d'aménagement de qualité, respectant les conditions du site, de son environnement, etc. Nous avons donc mis en évidence que les principaux moyens de mise en œuvre de la politique recoupaient des objectifs précis. C'est ce que nous avons transcrit dans le tableau suivant :

Moyen d'intervention	Objectif recherché
Démolition d'un site abandonné	-Modifier le paysage urbain, influencer l'image du quartier ou de la ville
Réhabilitation d'un bâtiment présentant des qualités architecturales	-Redonner une fonction nouvelle au site, préserver le patrimoine industriel
Conseil, Ingénierie, Cofinancement d'études	-Assurer la qualité des projets urbains réalisés sur les terrains recyclés -Permettre la réalisation d'un projet urbain au meilleur coût et à temps
Mise à disposition de foncier recyclé	- Favoriser des projets sur un foncier recyclé plutôt que sur du foncier en périphérie

Tableau 2 : Identification des objectifs que l'on peut relier aux moyens d'intervention de la politique

Les acteurs ont mis l'accent sur ces objectifs, mais d'autres pourraient être ajoutés. De plus, au vu des nouveaux moyens d'intervention expérimentés depuis l'avenant au CPER 2000-2006, il serait utile d'identifier également les objectifs supplémentaires qui peuvent en découler.

Ce type d'objectif, plus spécifique et lié aux moyens d'intervention nous intéressera par la suite, lorsqu'il s'agira de mettre en place des critères d'évaluation correspondant à ces objectifs (cf. partie 2).



1.3.2. Les objectifs de résultat

Les objectifs de résultat, eux, correspondent plutôt à ce qui est recherché au travers des aménagements qui seront réalisés par la suite. Ils sont logiquement liés aux objectifs de moyen. Ceux-ci sont apparus plus diversifiés selon les acteurs rencontrés. Nous avons donc choisi de retenir les principaux.

Objectifs de moyen	Objectifs de résultat
Modifier le paysage urbain	- Amélioration du cadre de vie
Redonner une nouvelle fonction au site et préserver le patrimoine industriel	-Favoriser des économies d'énergie -Limiter l'étalement urbain
Assurer la qualité des projets urbains réalisés sur les terrains recyclés	- Redynamiser l'économie locale - Améliorer la qualité de vie - Favoriser la mixité sociale et fonctionnelle de la ville
Favoriser des projets sur un foncier recyclé plutôt que sur du foncier en périphérie	- Limiter l'étalement urbain - Favoriser les économies d'énergie
Permettre la réalisation d'un projet urbain au meilleur coût et à temps	- Tous les objectifs

Tableau 3 : Identification des objectifs de résultat de la politique

La réalisation de ces objectifs de résultat ne dépend évidemment pas que des moyens mis en œuvre par la politique. C'est pourquoi il est difficile de délimiter s'ils sont des impacts de la politique ou s'ils sont des résultats directs. C'est pourquoi nous les dénommerons par la suite « impacts intermédiaires » (cf. arbre logique de la politique, partie 2).

1.3.3. Les objectifs de qualité

Les objectifs de qualité enfin, sont les impacts globaux auxquels la politique tente de parvenir. Ceux-ci sont donc moins nombreux et empruntés au principe du développement durable. Il s'agit donc de participer au développement social des territoires, à l'amélioration de la qualité de l'environnement et à un développement économique durable.

Ainsi la politique de résorption des friches est elle une politique à visée globale. Elle n'est pas spécifiquement destinée au développement économique ou à l'environnement. C'est pourquoi la mettre dans une « case » paraît difficile. Cependant, la réalisation des objectifs de la politique, aussi globaux qu'ils soient, doit être évaluée. En effet, le recyclage de foncier au profit de projets d'aménagement des communes ou de leurs groupement est une action qui peut permettre de réels résultats sur le territoire haut normand. Il convient donc de procéder à une évaluation pour connaître leur nature et apprécier leur qualité au vu des objectifs que se sont fixés les partenaires.

2. L'évaluation à mi-parcours des résultats de la politique de résorption des friches en Haute-Normandie : points de méthode

2.1 Evaluer la politique de résorption des friches : principes et objectifs

2.1.1. Principes d'une évaluation à mi parcours

L'évaluation des politiques publiques est aujourd'hui de plus en plus ancrée dans les démarches générales des politiques publiques. Si certaines politiques, notamment les politiques européennes, les ont systématiquement intégrées dans leur processus (cf. annexe n°11), l'évaluation des politiques régionales ou locales est moins répandue. Cependant, l'évaluation est un outil qui permet d'aller plus loin que les simples bilans financiers ou bilans d'activités. Elle consiste en une réflexion plus globale sur une politique et ses impacts. L'évaluation porte toujours sur les résultats de la politique, à la différence des bilans de gestion. Elle doit permettre de replacer une politique dans son contexte et de formuler un jugement sur différents aspects : la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'utilité (cf. schéma n°1 ci-dessous).

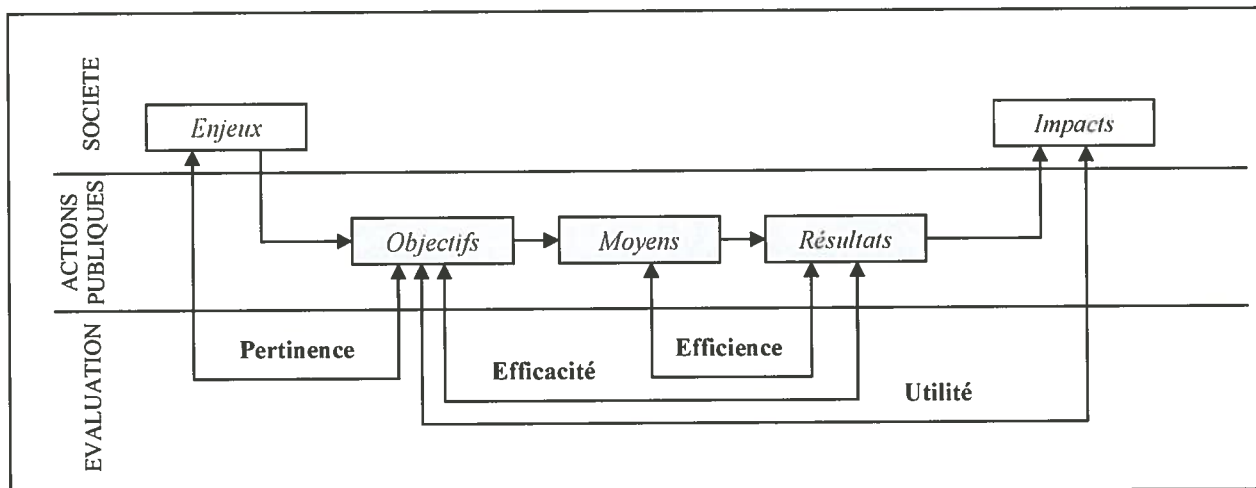
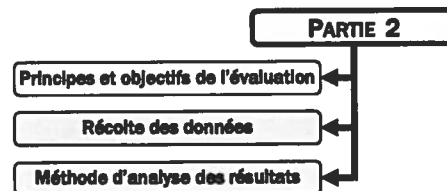


Schéma 1 : représentation des critères d'une évaluation

L'évaluation qui a été commandée par l'EPBS intervient à mi-parcours du contrat de plan Etat Région 2000-2006. Elle intervient également à un moment qui forme un tournant dans la politique : l'amplification des moyens financiers alloués ainsi que l'élargissement des champs d'intervention ont, en effet, été entérinés.

L'évaluation à mi-parcours intervient pendant la mise en œuvre de la politique. Un certain nombre d'interventions ayant déjà été réalisées, permettant d'étudier les premiers résultats de la politique. Son objectif est d'apprécier la qualité du suivi et de la mise en œuvre. Elle montre comment sont traduits les objectifs de départ et met en évidence les modifications apportées à ces objectifs. En comparaison avec la situation de départ, elle montre l'évolution du contexte économique et social général et juge si les objectifs restent pertinents. Elle examine si l'évolution des objectifs pose des problèmes de cohérence.



L'évaluation à mi-parcours s'appuie fortement sur les données issues du système de suivi et les informations sur le contexte et son évolution. Elle s'intéresse en général aux résultats du programme évalué sans chercher à faire une analyse approfondie de ses impacts.

Cependant, la politique de résorption des friches étant par nature une politique partenariale, où chaque acteur poursuit ses propres objectifs, il apparaît important de prendre en compte dès le départ ce facteur. Ainsi, l'évaluation devra-t-elle tenir compte des différentes interprétations que les acteurs peuvent faire de la politique. L'évaluation devra donc mettre en évidence les différents systèmes de référence qui appartiennent à chaque acteur. Un système d'interprétation multiple devra donc être mis en place.

2.1.2. Les objectifs de la commande de l'EPBS et les attentes des autres partenaires

Dans le cadre de son rôle de mise en œuvre de la politique de résorption des friches inscrite au contrat de plan Etat Région 2000/2006, l'EPBS a décidé de réaliser une évaluation à mi-parcours des réalisations. Ce travail d'évaluation a pour objectifs, comme nous l'avons vu ci-dessus, de mettre en évidence les premiers résultats obtenus depuis 2000 au regard des objectifs recherchés, et de se doter d'une méthode d'évaluation en continu des opérations réalisées dans le but d'optimiser l'évaluation a posteriori.

Ce travail sera donc un point de départ pour l'évaluation finale de la politique à l'issue du contrat de plan. Si l'évaluation doit mettre en place une méthode théorique d'analyse des résultats, basée sur la réalisation d'indicateurs objectifs, mesurables et quantifiables, elle doit également prendre en compte les différents systèmes de référence des acteurs. En effet, la réalisation d'une évaluation « objective » est très certainement illusoire. C'est pourquoi le lancement d'une évaluation ex-post de la politique de résorption des friches devra prendre en compte les avis des trois partenaires (Etat, Région et EPBS) quant aux attentes et aux résultats de l'évaluation. Une commission évaluative, regroupant le commanditaire et ses partenaires devra être organisée, qui arrêtera les objectifs de l'évaluation (communication de la politique auprès des bénéficiaires, amélioration des moyens d'actions, etc.), les questions auxquelles elle doit répondre, les systèmes de référence ainsi que les critères d'évaluation.

L'évaluation à mi-parcours commandée par l'EPBS devra répondre à deux niveaux de questionnement : d'une part, une appréhension directe des résultats par la réalisation d'un bilan des résultats obtenus depuis 2000, et la mise en place d'indicateurs permettant de mesurer leur efficacité au vu des objectifs de la politique ; et d'autre part une évaluation de la politique et de ses objectifs, au regard de critères de pertinence et d'efficacité. Enfin, elle devra être un outil méthodologique pour la préparation d'une évaluation finale.

Les autres partenaires de la politique ont été interrogés afin de connaître leur vision de la politique des friches et ont pu également émettre des attentes par rapport à l'évaluation. Celles-ci consistaient en majorité en une meilleure connaissance des réalisations des collectivités à l'issue de l'opération de résorption de la friche.

Nous avons donc pu réaliser le schéma suivant (cf. schéma n°2), représentant les objectifs que l'évaluation doit atteindre au vu des attentes des différents acteurs. L'évaluation doit ainsi remplir trois principaux objectifs, qui ne sont pas contradictoires, mais qui nécessitent la mise en place de différents outils.

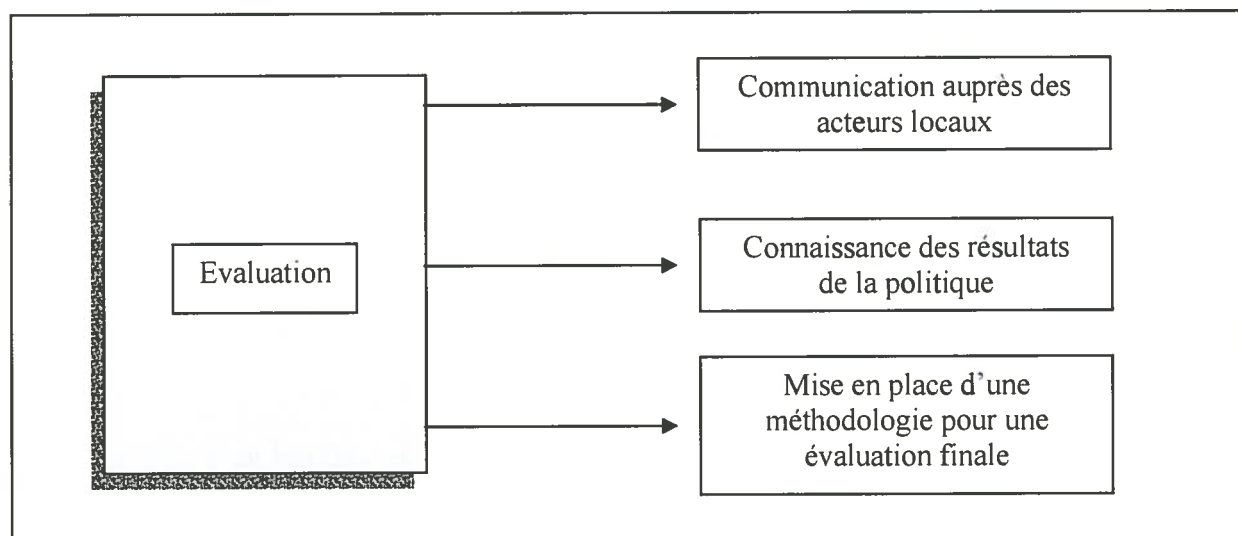


Schéma 2 : les résultats attendus de l'évaluation

2.1.3. Choix des questions évaluatives

A la suite de l'analyse de la commande de l'EPBS, et du recensement des volontés des autres partenaires par rapport aux résultats de l'évaluation, l'étape consiste à fixer plusieurs questions évaluatives auxquelles l'évaluation devra répondre. Cependant, avant de rédiger ces questions évaluatives, il convient de retracer la logique de la politique. En effet, les questions évaluatives seront basées sur les objectifs poursuivis par la politique. Ces questions porteront sur chacun des critères de l'évaluation : la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'utilité. D'une manière générale, on distingue les questions descriptives qui cherchent à observer et à mesurer les changements, les questions causales qui cherchent à comprendre et apprécier les liens de cause à effet, et enfin, les questions normatives qui appliquent des critères d'évaluation. Dans l'idéal, toute question évaluative devrait englober ces trois dimensions.

La question doit concerner un impact, un groupe d'impacts, un résultat ou un besoin, c'est-à-dire qu'elle concerne au moins en partie des éléments extérieurs au programme, à savoir ses destinataires ou son environnement économique et social.

Pour ce faire, il convient de connaître les résultats et les impacts attendus par les acteurs de la politique. Ainsi avons-nous, lors des entretiens avec les acteurs de la politique, cherché à connaître ce qu'étaient, selon eux, ces résultats et impacts. Ces entretiens ont également été l'occasion de connaître les objectifs poursuivis par chacun des partenaires et de mettre en évidence que ceux-ci étaient différents selon l'acteur rencontré.

Nous avons pu obtenir ainsi une vision globale des objectifs recherchés par tous les acteurs, qui pourrait correspondre à la stratégie de la politique. C'est ce que nous appellerons l'arbre logique de la politique et qui est représenté par le schéma suivant (cf. Schéma n°3, page suivante).

Arbre logique de la politique de résorption des friches en Haute Normandie

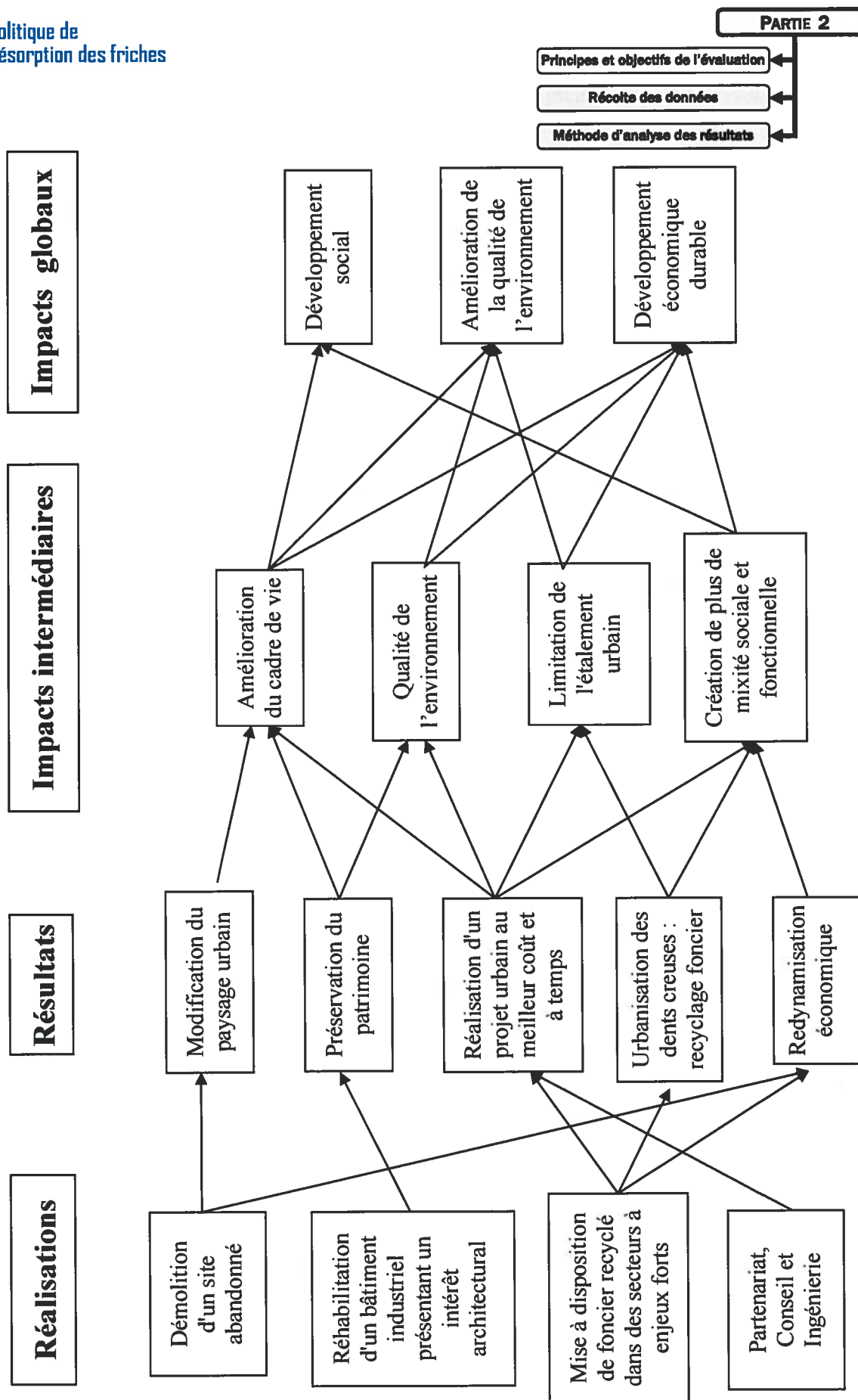
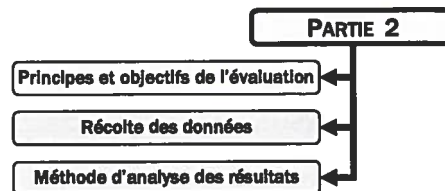


Schéma 3 : Arbre logique de la politique de résorption des friches



Les questions évaluatives se baseront donc sur ce schéma des résultats et impacts attendus. Celles-ci ont été réalisées lors d'un cycle de formation à l'évaluation organisé par l'EPBS. Les personnes présentes ont pu, d'une part, élaborer une charte de l'évaluation, contenant l'ensemble de principes retenus pour toute évaluation des actions de l'établissement (cf. annexe n°12), et d'autre part, déterminer les questions évaluatives de l'évaluation de la politique des friches. En effet, le choix des questions évaluatives revient à l'instance d'évaluation qui la commande. Elles représentent les champs que l'évaluation devra explorer, à partir desquels il sera possible de réaliser des indicateurs. Ainsi, les questions évaluatives sont-elles le canevas de l'évaluation.

Les questions évaluatives qui ont été réalisées lors de la journée de formation à l'évaluation sont les suivantes :

1) Pertinence

Pour quels territoires les objectifs de la politique des friches sont-ils bien adaptés aux enjeux en 2004 ?

2) Efficacité

Dans quelle mesure et en quoi le traitement des friches a permis de manière satisfaisante de limiter l'étalement urbain, de favoriser la mixité et d'améliorer l'environnement urbain ?

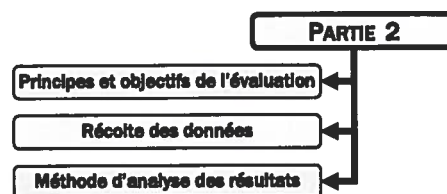
3) Efficience

Parmi les différentes modalités de partenariat, quelles sont celles qui permettent d'atteindre au mieux l'objectif d'amélioration de l'environnement urbain ?

4) Utilité

Dans quelle mesure y a-t-il eu des synergies satisfaisantes entre les objectifs de la politique des friches et ceux du renouvellement de la ville et de l'amélioration de l'environnement urbain ?

L'objectif de ce travail n'est pas de répondre à toutes ces questions évaluatives, ce qui sera l'objectif de l'évaluation finale, mais de mettre en place une méthode de collecte de données et d'analyse des résultats qui tiendra compte de ces questions évaluatives. En effet, cette évaluation à mi parcours ne permet pas d'avoir suffisamment de recul pour évaluer les impacts de la politique. Elle sera donc centrée sur l'analyse des premiers résultats et sur la mise en place d'indicateurs de suivi qui serviront, à terme, à évaluer les impacts. Il sera néanmoins possible d'analyser certaines de ces questions. Cependant, la réponse aux critères et indicateurs ne sera que partielle et méritera, dans la future évaluation d'être approfondie.



2.2 Récolte des informations : critères et indicateurs, entretiens et fiches opération

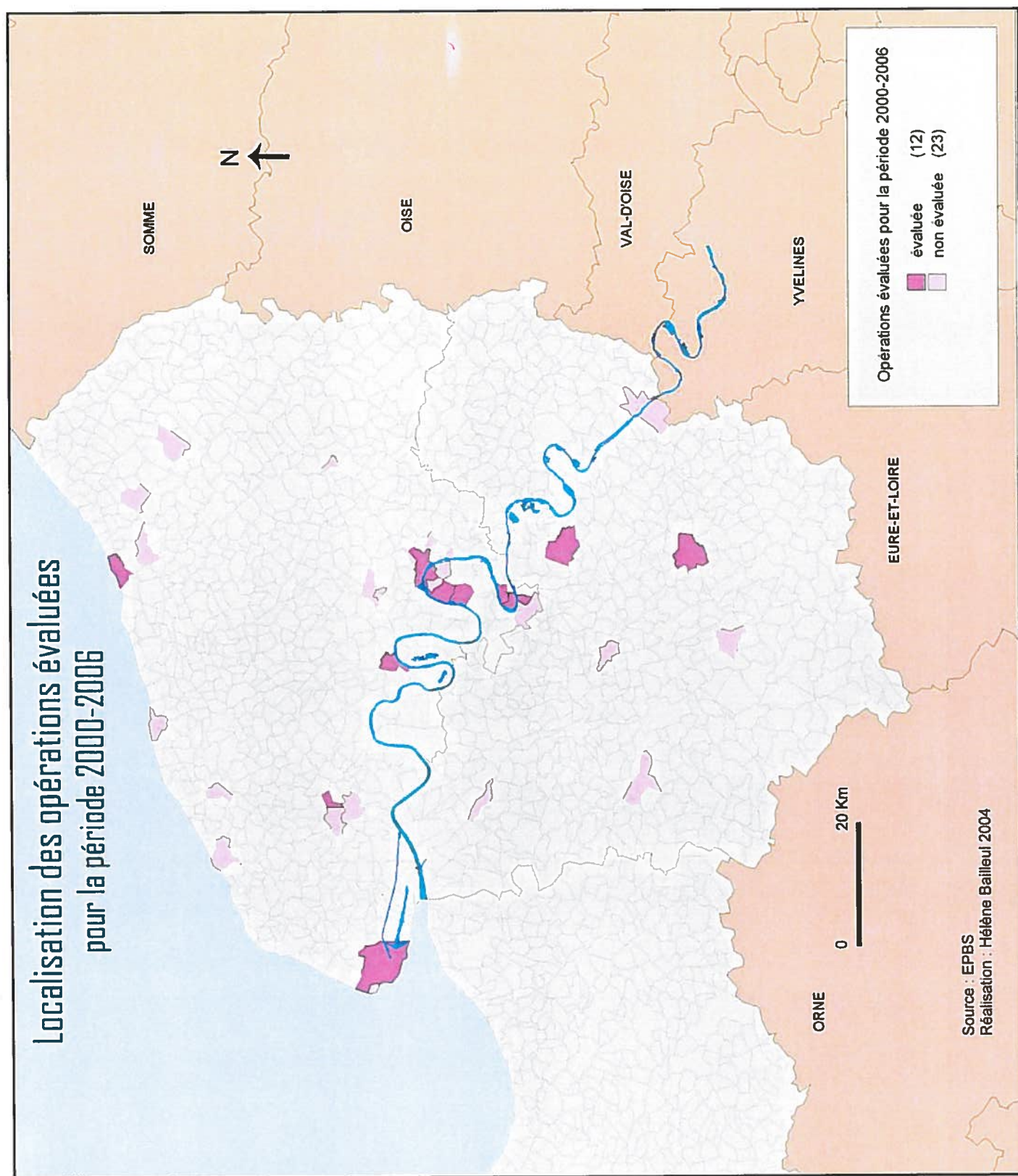
2.2.1. L'échantillon à évaluer : 17 opérations réalisées depuis 2001

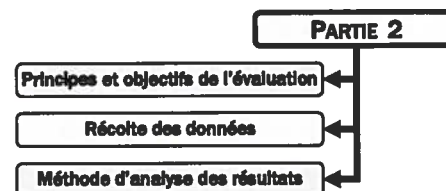
L'évaluation à mi-parcours a pour objet les réalisations qui ont eu lieu depuis la mise en place du dispositif sur la période du contrat de plan 2000/2006. Celui-ci a été rendu effectif en 2001, date à laquelle la première résorption a été effectuée par l'EPBS. Depuis 2001, dix sept opérations ont été terminées. Celles-ci sont réparties dans 12 communes de la Seine Maritime ou de l'Eure. La carte ci-dessous permet de visualiser les communes dans lesquelles se trouvent les opérations terminées (cf. carte n°4, page suivante).

Ces dix sept opérations ont été sélectionnées dans l'ordre d'avancement des dossiers menés par l'EPBS. Elles ne sont pas forcément représentatives de toutes les situations rencontrées lors des opérations de résorption des friches, mais sont diversifiées. En effet, les communes ayant bénéficié d'une opération de résorption depuis 2001, sont de nature diverses : petites communes rurales (Lanquetot, Duclair), pôles secondaires d'une agglomération (Louviers), communes périphériques des agglomérations (Petit Couronne, Caudebec les Elbeuf, Grand Quevilly) ou encore villes centres (Rouen, Le Havre, Dieppe, Evreux). La situation des friches à l'intérieur des communes est elle-même diversifiée : entrée de ville, quartier industriel ou portuaire, quartier d'habitation, centre ville.

C'est pourquoi l'échantillon paraît tout à fait pertinent pour une analyse des premiers résultats de la politique.

Carte 4 : Localisation des opérations à évaluer





2.2.2. Elaboration de la méthode d'enquête et de collecte des informations : fiche opération et guide d'entretien par type d'acteurs

L'évaluation se déroule globalement en trois périodes. La première consiste à réaliser le travail préparatoire de l'évaluation. Il s'agit de mettre en place le cadre de l'évaluation, de déterminer les questions évaluatives et la logique de la politique, comme nous venons de le voir. La seconde est vouée à la préparation et à la collecte de données. Enfin la troisième période consiste à analyser et de synthétiser les données afin de porter un jugement.

2.2.2.1. Les guides d'entretien par type d'acteur

La collecte des données se fait généralement grâce à des entretiens réalisés sur le terrain auprès des bénéficiaires ou des partenaires de la politique (cf. annexe n°13). C'est ce que nous avons réalisé en rencontrant ainsi une vingtaine d'acteurs sur une période d'environ un mois et demi. Ces acteurs étaient de différente nature et jouaient un rôle différent dans l'évaluation.

▪ Les gestionnaires de la politique

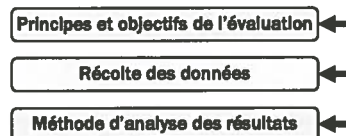
Un premier groupe d'acteurs était composé de ce que nous avons appelé les gestionnaires de la politique. Il s'agissait des représentants de l'Etat, de la Région et de l'EPBS participant au comité régional des friches et étant les partenaires financiers de la politique. Les entretiens avec ces quatre personnes (Direction Régionale de l'Équipement, Secrétariat Général à l'Action Régionale pour l'Etat, direction du développement économique pour la Région, et le Directeur de l'EPBS) avaient plusieurs finalités.

D'une part, il s'agissait de cerner leur rôle dans la politique de résorption des friches, leur appréhension des enjeux auxquels la politique répond, des objectifs qu'elle poursuit ainsi que leur vision des résultats et impacts obtenus. D'autre part, l'entretien était l'occasion de leur soumettre l'arbre logique que nous avons préparé afin que soient détaillés ensemble les objectifs, résultats et impacts attendus par chacun. Enfin, une liste de critères d'évaluation leur était suggérée et il leur était demandé de les pondérer sur une échelle de 1 à 5, permettant ainsi d'établir pour chaque acteur un système de référence propre (cf. annexe 14).

▪ Les acteurs de référence du territoire

Ce groupe d'acteurs est constitué en général de représentants des structures agissant dans le domaine économique et social ainsi que dans l'aménagement du territoire concerné par la politique. Il s'agissait ici de personnes travaillant dans des agences de développement, dans des Sociétés d'Economie Mixte ainsi que dans des Communautés d'Agglomération. Cette liste de personnes « ressources » aurait pu être élargie aux représentants de Pays ou de Parc naturel Régional. Cependant, le temps imparti ne permettait pas de rencontrer un nombre exhaustif de ce type d'acteurs. Ainsi, quatre personnes ont été rencontrées, deux connaissant bien les problématiques de l'agglomération de Rouen (ADEAR et la CAR), une personne référente pour le développement économique de la Seine Maritime (SME), et une personne connaissant les problématiques de l'aménagement sur les friches dans l'Eure (EAD). Il était prévu un entretien avec le directeur de l'agence d'urbanisme de la Région Havraise, mais celui-ci n'a pu aboutir.

Les entretiens réalisés avec ces personnes ressources avaient pour objectif général de s'informer sur les enjeux économiques et sociaux des territoires. Cependant, l'entretien était centré sur la problématique des friches, sous différents aspects. D'une part, au regard de leur



nombre et des causes de leur existence et d'autre part au regard du potentiel foncier qu'elles peuvent représenter. Était abordé également la vision qu'avaient ces acteurs de la politique de résorption des friches ainsi que le rôle qu'ils pouvaient y jouer. Enfin, les opérations auxquelles ils pouvaient avoir été associés de près ou de loin étaient abordées dans le détail afin de connaître leur position par rapport aux résultats obtenus.

L'exploitation de ces entretiens permettra par la suite d'élargir le bilan des enjeux actuels du territoire et de l'approfondir à des perspectives plus larges que celles des communes.

2.2.2.2. Les fiches opération

Les entretiens réalisés avec les représentants des communes (élus, directeurs de service, secrétaires généraux) où une ou plusieurs opérations avaient été réalisées, avaient pour objectifs de récolter des données détaillées sur l'opération et le projet de réutilisation de la friche. Une fiche de base a été réalisée préalablement afin de pouvoir récolter des informations utilisables pour l'évaluation. En effet, au vu des questions évaluatives auxquelles ce travail devait répondre, la construction de la fiche s'est basée sur des informations permettant de répondre aux indicateurs et critères d'évaluation. Cependant certains d'entre eux ne pouvaient être mesurés directement au travers des entretiens et nécessiteront une recherche ultérieure de données. Ce modèle de fiche est ainsi une méthode de collecte des données qui devra permettre lors de l'évaluation finale de mesurer les impacts et résultats de la politique selon des critères choisis.

Pour chaque question évaluative a été élaboré une liste de critères de réussite déclinés en indicateurs (cette liste est indicative) :

1) Pour quels territoires les objectifs de la politique des friches de l'EPBS sont-ils bien adaptés aux enjeux en 2004 ?

Critères	Indicateurs
La hiérarchie des objectifs de la politique correspond à celle des enjeux prioritaires	Pourcentage d'acteurs locaux considérant qu'il y a correspondance dans la hiérarchie
A chaque enjeu correspond un objectif	Pourcentage d'enjeux prioritaires non rattachés à un objectif

Tableau 4 : Critères et indicateurs correspondant à la question relative à la pertinence de la politique

2) Dans quelle mesure et en quoi le traitement des friches a permis de manière satisfaisante de limiter l'étalement urbain, de favoriser la mixité et d'améliorer l'environnement urbain ?

Critères	Indicateurs
Réduction/Arrêt de l'étalement urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution du rythme annuel de consommation des terrains agricoles - Nombre de m² de foncier urbain recyclé consommé en une année relativement à la surface produite - Pourcentage de la surface de la friche réaménagée au bout d'un an
Augmentation de la mixité urbaine	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de projets intégrant une mixité des usages - Pourcentage de projets intégrant une nouvelle fonction dans un environnement monofonctionnel
Amélioration de l'environnement urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de m² d'espaces verts réalisé dans le cadre du projet - Pourcentage de projets réutilisant des bâtiments existants en bon état général

Tableau 5 : Critères et indicateurs relatifs à la question relative à l'efficacité de la politique

3) Parmi les différentes modalités de partenariat, quelles sont celles qui permettent d'atteindre au mieux l'objectif d'amélioration de l'environnement ?

Critères	Indicateurs
Le partenariat financier permet d'améliorer la qualité environnementale de la résorption	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'opérations où des travaux de désamiantage ont été financés - Nombre de friches inscrites pour une dépollution
La maîtrise d'ouvrage de l'EPBS permet d'améliorer le traitement des pollutions	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de sites pollués ayant bénéficié d'une étude de pollution et abouti à une dépollution - Pourcentage des opérations ayant bénéficié d'une étude technique sur le nombre total d'opérations

Tableau 6 : Critères et indicateurs correspondant à la question relative à l'efficience de la politique

4) Dans quelle mesure y a-t-il eu des synergies satisfaisantes entre les objectifs de la politique des friches et ceux du renouvellement de la ville et de l'amélioration de l'environnement urbain ?

Critères	Indicateurs
Favoriser la mixité des fonctions	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de chaque fonction par rapport au périmètre réhabilité - Pourcentage de projets favorisant la mixité réalisés
Suppression effective des pollutions	<ul style="list-style-type: none"> - Comparaison du taux de métaux lourds dans le sol avant/ après - Nombre de m3 d'amiante déposés
Amélioration du paysage urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de personnes jugeant que c'est mieux d'après les photos avant/après - Nombre de projets servant de vitrine pour l'image du quartier ou de la ville

Tableau 7 : Critères et indicateurs correspondants à la question relative à l'utilité de la politique

D'après ces critères et indicateurs, nous avons construit une fiche permettant de retracer les points forts de l'opération (Caractéristiques de la friche, Déroulement de l'opération de résorption), mais aussi les principaux objectifs et résultats du projet d'aménagement. Ces deux « volets » devaient nécessairement être pris en compte pour aboutir à une évaluation globale de la politique. En effet, l'évaluation, à la différence du bilan, s'intéresse prioritairement aux résultats de la politique. Les réalisations (ici la résorption), sont intéressantes du point de vue de leur efficacité (délais, financement, conseil aux communes, etc.). Les résultats sont ainsi plus détaillés, même dans les cas où le projet n'est pas entamé. Cependant, quelques communes interrogées n'avaient pas encore établi de projet de réutilisation de la friche. Dans ce cas, la mention « pas encore défini » est inscrite à l'emplacement des résultats et des impacts.

La fiche se décompose en quatre pages abordant trois thèmes : les caractéristiques du site, l'opération de résorption, et le site après l'opération. Chaque partie est divisée en différents points permettant d'aborder dans le détail chacun des thèmes. Enfin, une synthèse générale est réalisée pour chaque opération, permettant de mettre en évidence les points importants à retenir. Un exemple de la fiche est présenté ci-dessous :

Figure 3, 4, 5 et 6 : fiche opération



Nom Commune

Nom friche

1. Caractéristiques

Situation de la friche

Informations sur le site de la friche, son rapport avec le quartier environnant et les problématiques qui y sont liées.

Adresse :

Références cadastrales :

Surface totale :

Surface bâtie :

Classement au POS :

Plan cadastral du site

Historique de la friche

Informations sur l'ancienne activité. Présentation des particularités architecturales ou paysagères. Causes et date de la cessation d'activité

Problématique

Informations sur les potentialités du site, inscription dans une démarche d'aménagement. Problématiques du site soulevées à l'origine par la commune

**Résumé de la
problématique
et des enjeux
du site**

Photo de la friche dans son environnement



**Résumé des
éléments
déclencheurs**

Commentaires
Commentaire
général sur la
chronologie de
l'intervention de
l'EPBS

2. Opération de résorption

Contexte de la demande

Objectifs de développement de la commune :

Nombre de friches traitées avec l'apport du fonds friche :

Nombre total de friches sur la commune :

Contexte de la demande :

Date de la demande :

Signature d'un PAF ou d'une CAF avec l'EPBS :

Maîtrise foncière

Propriétaire avant l'opération :

Propriétaire au début de l'opération :

Procédure d'achat :

Date/Coût :

Revente du terrain à la commune/à l'opérateur :

Date/Coût :

L'intervention sur la friche

Date de la convention d'intervention :

Contenu :

Contexte du programme d'intervention

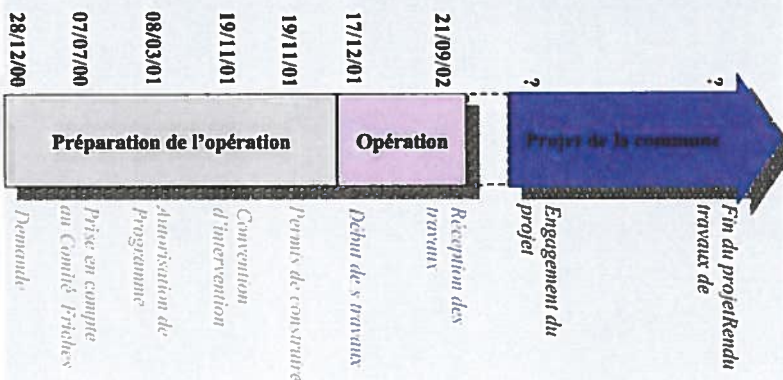
Projet initial de la commune :

Réalisation d'une étude préalable : (financée par le fonds friche)

Contexte du programme d'intervention :

Réalisation d'études techniques (amiante, sols, etc.) :

Chronologie de l'opération



2. Opération de résorption (suite)

Aspects financiers

Fonds friche 2000/2006	
FEDER	
Commune	
Coût total	

Coût du foncier :

Rôle de l'EPBS

Degré de satisfaction de la commune par rapport à l'opération

Rôle de conseil de l'EPBS :

Rôle dans la maîtrise foncière :

3. Le site après l'opération

Le projet d'aménagement

Fonctions données au terrain recyclé :

Objectifs recherchés par la commune :

Impacts sur l'attractivité et le développement :

Evolution du projet d'aménagement dans le temps :

Contexte du territoire

Le projet s'inscrit dans une réflexion à l'échelle intercommunale :

Etat d'avancement des documents d'urbanisme : PLU, PLH, PPRI, etc.

Le projet s'inscrit dans une stratégie globale d'aménagement de la commune : (requalification du centre-

**Commentaire
sur le coût de
l'opération**

Photo du contrat
d'agglomération
ou autre
document
prévisionnel

Plan masse du projet d'aménagement



3. Le site après l'opération (suite)

Etat d'avancement du projet d'aménagement

Projet terminé, en cours, en attente :

Etat actuel du terrain recyclé : réserve foncière, bâti, aménagé

Nombre de logements, bureaux, commerces créés ?

Cause de l'avancement du projet :

Estimation d'une date de lancement ?

Photo
Avant

Photo
Après

Commentaires

Commentaires sur
les résultats de la
résorption de la
friche

Résultats obtenus

Dimension(s) du projet : logement/activités/espaces verts/équipements, etc.

Consommation du terrain recyclé : 100%, 80%, etc.

Mixité fonctionnelle ou sociale :

Amélioration du cadre de vie des habitants :

Développement social (équipements, services) :

Amélioration de l'environnement :

Développement économique/création d'emploi :

Impacts du projet

Réduction de l'étalement urbain :

Intégration paysagère :

Réduction de la ségrégation sociale :

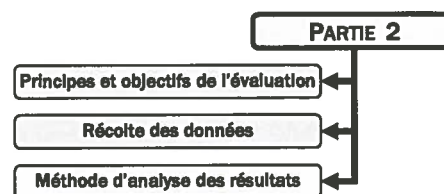
Développement d'activités pérennes :

Synthèse

Synthèse générale sur le déroulement de l'opération, les résultats obtenus et le projet d'aménagement de la commune. Aperçu des impacts de l'opération.



Evaluation de la Politique de résorption des friches / Haute-Normandie CPER 2000 / 2006



2.3. Analyse des résultats de l'enquête : différents axes

2.3.1. L'analyse des données : synthèse statistique des interventions de résorption

Une première synthèse des résultats de la politique sera réalisée dans le but de servir de bilan intermédiaire des opérations réalisées. Cette synthèse se basera sur un traitement statistique et une analyse objective des interventions et de leurs résultats. Ce bilan permettra une communication des actions de la politique aux différents acteurs du territoire, qu'ils soient bénéficiaires ou partenaires des opérations de résorption des friches.

Cette synthèse est utile pour répondre aux deux premiers objectifs de l'évaluation que sont la communication aux acteurs locaux et la meilleure connaissance des résultats, comme nous l'avons mentionné plus haut (cf. schéma n° 2, supra).

Cette synthèse s'organisera autour de trois questions principales :

1) A quels besoins / enjeux répond la politique ?

Dans cette partie seront étudiés plus spécifiquement les éléments déclencheurs de la demande des communes à l'EPBS. Une typologie des sites traités sera également réalisée. Le bilan réalisé pour la période 94/99 servira d'élément de comparaison.

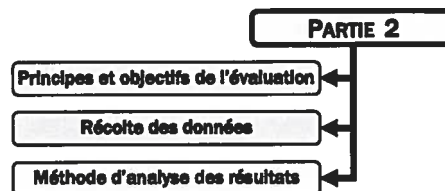
2) Quelle réponse est apportée par la politique ?

L'EPBS étant responsable de la mise en œuvre de la politique à l'échelle de la région, un panorama de ses interventions depuis 2001 permettra de mettre en évidence la nature de la réponse apportée par la politique. Le détail des interventions sera abordé afin d'exposer le fonctionnement interne des interventions. Enfin, un bilan des investissements réalisé par le fonds friche depuis 2001 sera dressé.

3) Quels résultats obtiennent les interventions sur la résorption des friches ?

Une synthèse des entretiens réalisés auprès des communes permettra de mettre en évidence le nombre de projets de réutilisation engagés, ainsi que leur intégration dans les politiques d'aménagement locales. Une analyse des objectifs des projets de réutilisation permettra de mesurer les résultats de la politique au regard de ses objectifs.

Cette synthèse se basera sur l'interprétation d'un tableau général de données qui rassemblera les principales informations recensées lors des entretiens auprès des destinataires de la politique. Ce tableau retranscrira les informations disponibles dans les fiches opération. Ainsi, la communication des résultats de la politique pourra-t-elle se baser sur ces deux éléments : la synthèse statistique de la politique ainsi que l'ensemble des fiches opération.



2.3.2. L'évaluation de la stratégie et de l'efficacité de la politique

Cette synthèse de la politique et de ses objectifs est le résultat de l'évaluation à mi-parcours. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, une évaluation à mi-parcours doit apprécier la qualité du suivi et de la mise en œuvre. Elle doit montrer comment sont traduits les objectifs de départ et mettre en évidence les modifications apportées à ces objectifs. En comparaison avec la situation de départ, elle doit exposer l'évolution du contexte économique et social général et juger si les objectifs restent pertinents. Enfin, Elle examine si l'évolution des objectifs pose des problèmes de cohérence.

C'est pour répondre à ces objectifs que la synthèse de l'efficacité et de la stratégie de la politique sera réalisée. Cette partie est destinée directement aux gestionnaires de la politique afin de faire le bilan du fonctionnement de la mise en œuvre mais aussi de la cohérence des objectifs initiaux avec les enjeux actuels du territoire.

Cette synthèse répondra à trois questions principales :

- 1) *L'existence de la politique répond-elle à des enjeux importants et actuels permettant de justifier une intervention des autorités publiques ?*

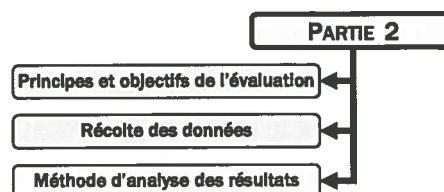
Cette partie mettra en évidence les enjeux visés par la politique des friches. Ces enjeux seront analysés au vu de l'intervention des autorités publiques. L'évolution de ces enjeux sera également étudiée en regard de celle des objectifs de la politique depuis 2000.

- 2) *Les différents acteurs s'entendent-ils sur les objectifs de la politique et ceux-ci sont-ils cohérents par rapport aux enjeux du territoire ?*

La réponse à cette question consistera à mettre en évidence l'existence de différents systèmes de référence chez les acteurs gestionnaires de la politique, mais également chez les destinataires et partenaires de la politique (communes, agences de développement). En second lieu, la cohérence des objectifs avérés de la politique sera jugée au vu des enjeux énoncés précédemment.

- 3) *Les modalités de gestion et de suivi de la politique sont-elles adaptées aux objectifs poursuivis et sont-elles garantes de son efficacité ?*

Dans cette partie, les modalités de gestion seront analysées. D'une part, les modalités de sélection des demandes au comité régional des friches seront étudiées afin d'évaluer leur efficacité. D'autre part, il sera vérifié si les interventions de l'EPBS dans la résorption des friches et dans les projets d'aménagement des communes permettent d'atteindre des résultats satisfaisants.



2.3.3. La synthèse des impacts de la politique de résorption des friches

Cette synthèse des impacts n'étant pas l'objet de cette évaluation, compte tenu du nombre peu important d'opérations terminées et d'aménagements réalisés, ainsi que du manque de recul dont nous disposons, l'objet de cette partie sera de mettre en place une méthode indicative pour une évaluation finale de la politique. En effet, l'un des objectifs de cette évaluation consistait en la réalisation d'une méthodologie pour l'évaluation finale de la politique à l'issue du contrat de plan.

Cette méthodologie d'évaluation des impacts de la politique devra s'appuyer sur les critères établis à partir des questions évaluatives qui ont été déterminées lors de la journée de formation à l'évaluation. Ces critères ainsi que les indicateurs correspondant à chacun, seront regroupés dans un tableau général. Les « réponses » à ces indicateurs, obtenues en réalisant une recherche systématique de données pourront alors être analysées. La fiche opération pourra servir de modèle pour une collecte de données permettant de répondre aux indicateurs.

Cependant, la liste d'indicateurs que nous avons créée reste indicative et pourrait être approfondie lors de la prochaine évaluation. Ainsi, les fiches opération pourraient s'avérer insuffisantes. Il faudra donc veiller à l'actualisation des outils que nous proposons dans le cadre de ce travail.

De plus, cette synthèse des impacts de la politique devra tenir compte des différents systèmes de référence des acteurs de la politique. En effet, chacun n'accorde pas la même importance à des résultats en matière d'amélioration de la qualité de l'environnement, qu'à ceux réalisés dans le domaine de la mixité des fonctions. Ainsi, les réponses aux critères devront-elles être pondérées en fonction des acteurs destinataires. Pour ce faire, une analyse multicritère pourra être mise en place.

Celle-ci consiste à demander à chaque acteur de pondérer les critères qui auront été décidés pour l'évaluation des impacts. Une fois que les impacts des actions établis en fonction des critères retenus (estimation quantitative ou description qualitative), une notation des impacts devra être réalisée. Une action aura tant d'impacts qui seront jugés en fonction des résultats des critères. C'est au moment de l'agrégation des résultats de toutes les actions que devront intervenir les pondérations. Celles-ci permettront, selon les priorités de chacun, d'avoir un jugement général des actions réalisées, qui ne sera pas le même que celui d'un autre partenaire, mais qui correspondra à son système de référence.

Un exemple de cette analyse multicritère sera donc développé afin de servir de méthode d'évaluation adaptée au contexte partenarial de la politique. Cependant, pour optimiser les résultats de l'évaluation, les différents partenaires pourront être associés dès la définition des questions évaluatives et des critères d'évaluation afin que leur intervention ne se limite pas à la pondération de critères déjà établis.

3. Evaluation de la politique de résorption des friches menée en Haute Normandie dans le cadre du CPER 2000-2006 : Analyse et synthèse des résultats

3.1 Présentation des principaux résultats des Interventions

Cette partie abordera la synthèse objective et statistique des fiches opérations que nous avons réalisées à la suite des entretiens auprès des personnes ressource de chaque commune. Ces fiches regroupent plusieurs types d'informations. D'une part des informations sur le site, ses liens avec le reste du tissu urbain, son histoire et la problématique qu'il représentait pour la commune (élément déclencheur de l'opération de résorption) ; d'autre part toutes les informations sur les opérations de résorption en elle-même (délais, financement, contexte) et enfin les projets de réutilisation engagés par les communes. Ces informations seront traitées statistiquement afin, d'aboutir à une synthèse globale des opérations réalisées depuis 2001, mais aussi de les comparer entre elles.

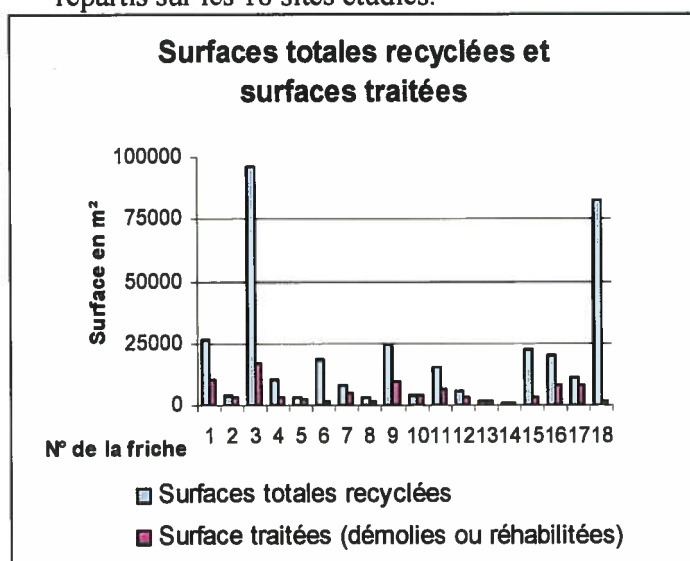
3.1.1 Caractéristiques de la demande et des besoins en terme de résorption de friches dans les communes étudiées

3.1.1.1 Caractéristiques des sites traités

Les 17 opérations et l'étude sur les Docks Dombasle (que nous intégrons à notre analyse) ont été réalisées sur des sites très différents, dans de grandes agglomérations ou de petites communes rurales. Cependant, il est possible d'établir une typologie des sites selon leur situation, leur taille, la nature de l'ancienne activité, etc.

▪ **La taille des sites traités**

Les interventions réalisées depuis 2001 ont permis de résorber 35 hectares de friches qui sont répartis sur les 18 sites étudiés.



Graphique 1 : Surfaces traitées et totales recyclées par friche

Ce graphique nous donne des informations sur différents points : d'une part, la typologie des surfaces, et, d'autre part, le rapport entre les surfaces effectivement traitées et le « potentiel foncier recyclé ». Ainsi le nombre de terrains traités mesurant moins d'un demi hectare est de six, alors que ceux compris entre 5 000 et 10 000 m² ne sont que deux. Les terrains mesurant entre un et deux hectares sont au nombre de quatre et enfin, les plus importants terrains (supérieurs à 2 hectares) sont presque les plus représentés puisqu'il y en a six.

Le graphique ci-dessus (Graphique n° 1) montre qu'il existe un seuil très important qui se situe environ à 2,5 hectares. En effet, les sites dépassant cette surface sont exceptionnels. En comparaison avec le précédent bilan (cf. Tableau n°8), on peut affirmer que la typologie des surfaces recyclées a sensiblement changé : la prédominance des petites friches en 94/99 est aujourd'hui inversée puisque 65 % des friches sont supérieures à un hectare.

Surfaces recyclées (en ha)	1994 / 1999	2001 / 2004
< 0,5	28 %	33,3 %
0,5 < x < 1	28 %	11,1 %
1 < x < 2	13 %	22,2 %
> 2	31%	33,3 %

Tableau 8 : Comparaison de la taille des friches sur la période 1994/1999 et 2000/2006

■ La situation des sites

Les sites où ont eu lieu des opérations de résorption se trouvent dans des territoires différents mais également dans des lieux différents. La carte de la superficie totale mise à la disposition des communes (Carte n°5 page suivante) nous permet d'observer que les interventions sur les friches se sont surtout déroulées dans les grandes agglomérations (6 opérations hors agglomérations sur 18).

En effet, les agglomérations ont été le principal lieu du développement industriel au XIXème siècle et concentrent aujourd'hui les friches de ces anciennes installations. De plus, les activités en Haute Normandie se concentrent très clairement dans la vallée de la Seine. La localisation plus précise des friches sur le territoire de la commune est également intéressante à analyser. Plus d'un tiers des friches étaient localisées en entrée de ville, formant des verrues qui dévalorisaient le paysage. C'était par exemple le cas de la commune de Duclair.

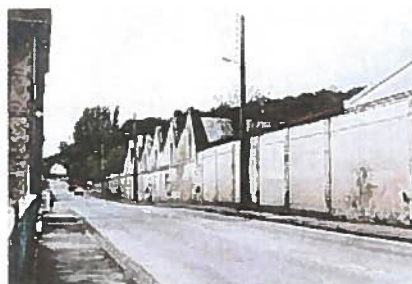


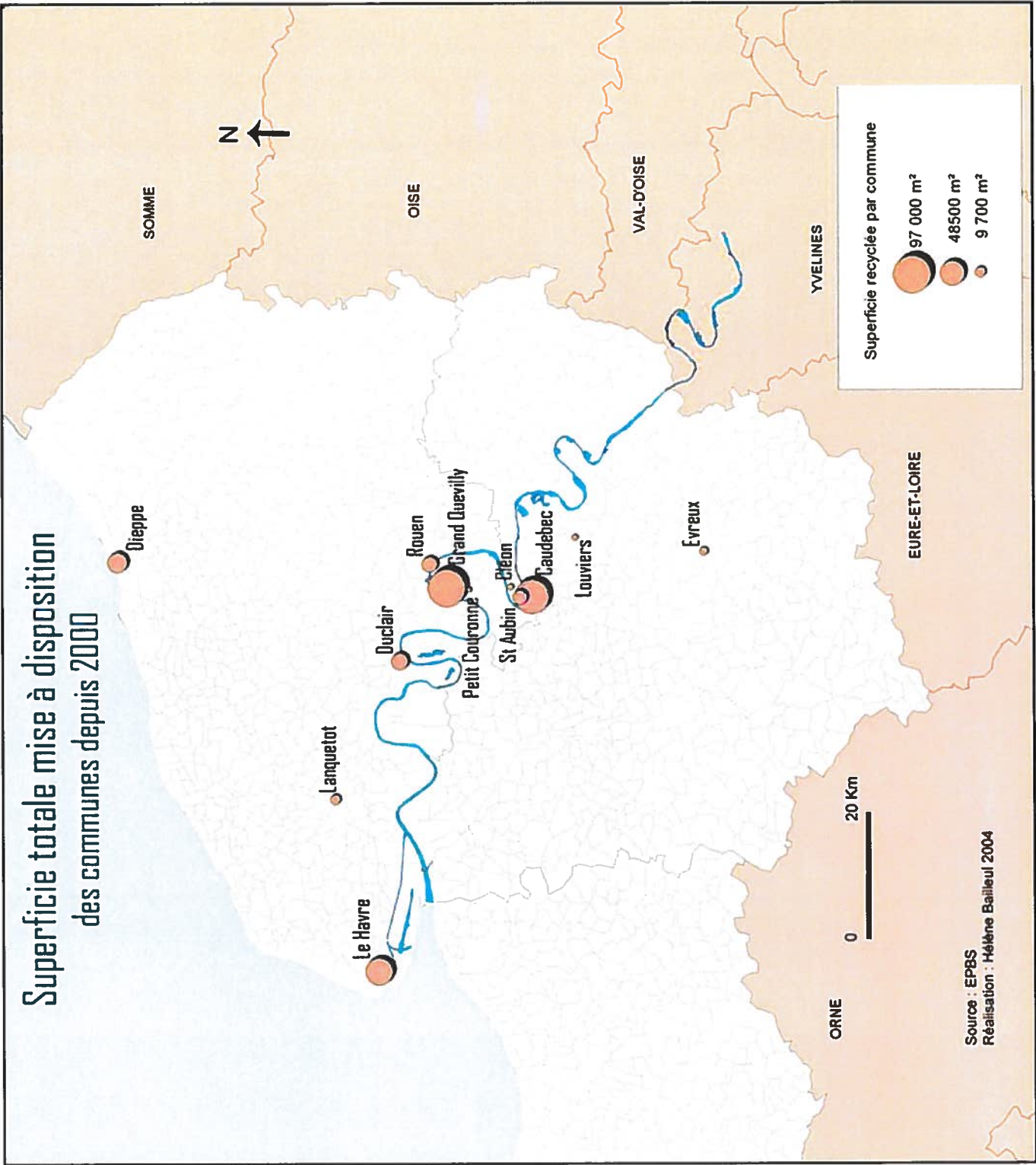
Photo 2 : l'entrée de ville de Duclair en bordure de Seine

Cependant, la situation en entrée de ville constitue dans d'autres cas un atout. La résorption des friches en entrée de ville, et notamment lorsqu'elles représentent des surfaces importantes (cf. Grand Quevilly ou Caudebec les Elbeuf), sont le point de départ de projets ambitieux de développement de la ville. De nouveaux quartiers ou encore des zones d'activités peuvent ainsi être créés. De plus, il s'agit souvent de grandes parcelles puisqu'elles sont en majorité supérieures à deux hectares. Ainsi, les friches d'entrée de ville

peuvent être caractérisées comme des opportunités foncières de développement nouveau, que ce soit dans le domaine de l'habitat ou du développement économique.



Photo 3 : A Saint Aubin des Elbeuf, la résorption de la friche en entrée de ville a donné lieu à la réalisation d'un projet mixte d'habitat, de commerces, de services et d'équipements publics sur un site de presque 2 hectares



Carte 5 : Superficie totale mise à disposition des communes depuis 2000

Les autres friches peuvent être localisées dans des quartiers industriels en reconversion que sont les zones portuaires ; dans des quartiers d'habitat situés en périphérie (quartiers d'habitat social notamment) ; ou encore en centre-ville. Elles sont représentées de manière égale dans l'échantillon que nous avons étudié (quatre friches pour chaque catégorie). Cependant, les friches inscrites dans les quartiers portuaires de Rouen, Dieppe, ou Le Havre sont dans une problématique de reconversion de quartiers entiers. Elles sont intégrées à des réflexions qui concernent des périmètres beaucoup plus larges que la simple friche et des enjeux à plus long terme. Ainsi, dans deux cas, ces terrains recyclés constituent aujourd'hui des réserves foncières, dans l'attente de l'élaboration d'un projet global.

Les friches situées dans des quartiers d'habitat en « périphérie » du centre-ville sont de taille variable (entre 0.5 hectare et plus de 2 hectares) et constituent des espaces où le redéveloppement d'activités n'est plus possible étant donné le voisinage. De ce fait, ces sites sont considérés comme des opportunités foncières pour implanter des équipements publics ou encore pour réaliser un espace public de qualité. Ces anciennes friches sont le point de départ de projets de développement social, d'amélioration du cadre de vie, de la convivialité, de l'attractivité ou de l'image du quartier. Ils sont souvent associés avec d'autres types d'aménagement tels que la réfection des espaces publics, la réalisation d'espaces verts, etc.

Enfin, les friches situées en centre-ville sont toutes de petite taille (entre 1000 et 3000 m²). Ce type d'intervention s'apparente plutôt à des opérations de curetage d'îlot comme celles réalisées dans le cadre d'opération de résorption de l'habitat insalubre. En effet, les parcelles concernées se trouvent parfois au centre d'un front bâti comme c'était le cas à Petit Couronne.

Photo 4 : La friche de Petit Couronne se trouvait en plein cœur de la commune, dans la continuité du front commercial de la rue principale. Elle a donné lieu à la réalisation d'une petite opération de logements offrant une typologie variée (collectifs et maisons de ville)



Elaboration d'une typologie des friches selon leur situation dans la ville (Tableau n° 9) :

	Type 1	Type 2	Type 3	Type 4
Situation	Entrée de ville	Quartier portuaire	Quartier d'habitat	Centre ville
Taille	grande	variable	variable	petite
Problématique	Développement économique	Reconversion d'un secteur entier	Equipements Espaces publics	Logement Equipements

Tableau 9 : Typologie des friches selon leur situation dans la ville

3.1.1.2 Eléments déclencheurs de la demande

Pour comprendre et essayer d'identifier quels sont les besoins actuels du territoire en matière de résorption de friche, nous nous sommes penchés sur les motifs que les communes avaient avant de présenter une demande à l'EPBS. Quelle était la vision qu'elles avaient de la friche avant sa résorption ? Ce que nous appelons éléments déclencheurs comprend deux éléments : d'une part la problématique que soulevait la friche par rapport à son environnement, et d'autre part le contexte dans lequel la décision du projet était prise.

■ Le type de problématique

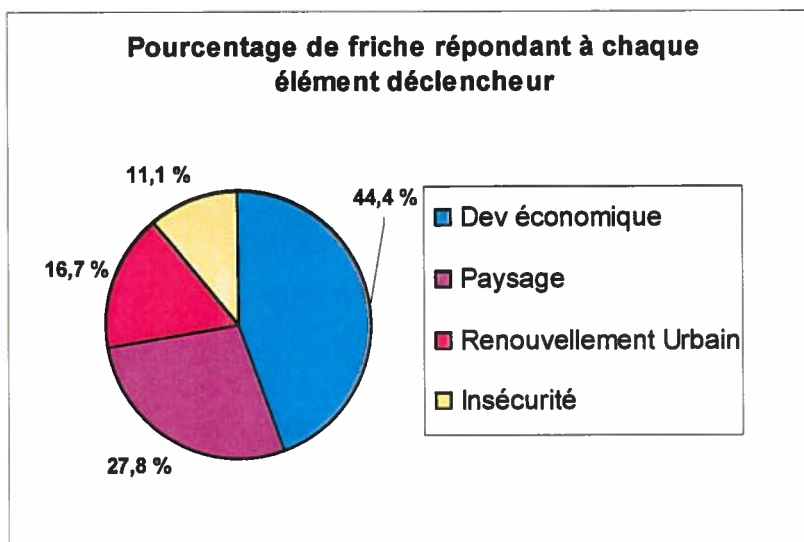
Chaque friche, selon son histoire, sa situation dans la commune et sa taille, va être le point de départ d'une réflexion d'aménagement de la commune. Dans les communes rencontrées, la problématique la plus souvent citée (45 % des réponses) est celle du développement économique. En effet, les communes se trouvent souvent confrontées à une « pénurie » de foncier sur leur territoire, alors qu'elles souhaitent accueillir de nouvelles entreprises. Les friches sont considérées dans ce cas comme des opportunités foncières pour l'installation de nouvelles activités (en passant notamment par une réhabilitation des bâtiments). Ce motif de résorption intervient encore plus souvent dans le cas des grandes friches.

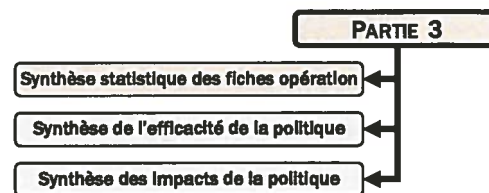
Le second motif le plus courant est celui de la nécessité d'améliorer le paysage urbain. En effet, ces friches abandonnées et dégradées sont un élément négatif pour l'image de la commune. D'autant plus quand elles se situent dans le centre-ville. Les bâtiments industriels, d'une morphologie souvent plus imposante que le bâti traditionnel du cœur des villes, situés dans des perspectives urbaines où à l'entrée des bourgs, sont donc des « verrues » dans le paysage urbain.

Les communes ont également évoqué deux autres motifs que sont le renouvellement urbain (défini comme le changement d'usage du site après sa résorption) et les problèmes d'insécurité. Le premier a été mentionné dans le cas de friches situées dans des quartiers d'habitat ou en centre-ville. Ces friches industrielles, au vu de leur environnement, ne peuvent plus être destinées à des activités, mais devront être « reconverties ». Enfin, l'insécurité due au phénomène de squat de ces bâtiments abandonnés et à la délinquance qui s'y développait a été le motif de deux communes pour la résorption.

Le graphique suivant récapitule la fréquence avec laquelle chaque élément a été cité par les communes interrogées.

Graphique 2 : Pourcentage de friches répondant à chaque élément déclencheur





▪ **Le porteur du projet**

A partir d'un motif, le porteur de projet décide d'engager une opération de résorption de la ou des friches présentes sur le territoire. Dans les demandes reçues par l'EPBS, différents types d'acteurs sont présents : des communes, des EPCI, ou bien encore des services de l'Etat. La grande majorité des demandes d'intervention de l'EPBS sont adressées par des communes (77%). Elles seront le porteur du projet de réutilisation de la friche. Dans un cas, la DDE, ayant en charge la gestion du domaine public de l'Etat à l'endroit du port de Dieppe a été l'interlocuteur de l'EPBS. Enfin, les Communautés d'agglomération ou de communes peuvent être à l'origine de la demande mais ceci reste rare.

La résorption des friches reste donc une réponse à la demande des communes. Cependant, la compétence foncière devrait, dans certaines agglomérations, être transférée aux EPCI, notamment dans le cas des projet de développement économique. Ainsi, les communautés d'agglomération pourraient être dans l'avenir des interlocuteurs privilégiés de l'EPBS. De plus, elles sont conscientes de la nécessité de coupler les réflexions sur le développement économique avec celle sur les opportunités foncières. L'agglomération de Rouen a, par exemple, inscrit dans son contrat de plan un grand nombre de friches destinées à l'accueil de nouvelles entreprises sur son territoire.

3.1.2 Caractéristiques de la réponse apportée par la politique de résorption des friche et les interventions de l'EPBS

3.1.2.1 Panorama des Interventions de l'EPBS depuis 2001

Les opérations réalisées depuis 2001 sont au nombre de 17. Ce chiffre ne représente qu'un quart des 64 opérations qui ont été décidées par le comité des friches. Cependant, un bon nombre sont engagées puisque seules 17 opérations ne sont pas encore commencées à l'heure actuelle. Sachant que les premières opérations ont été engagées en 2001 (après la signature de la convention d'association entre l'Etat, la Région et l'EPBS), on peut calculer la masse de travail réalisée jusqu'ici : en trois ans et demi, le service études et développement de l'EPBS a terminé 17 opérations (réception des travaux et paiement réalisés) et en a engagées 26 autres. Cela représente une moyenne d'un nouveau dossier chaque mois. Le nombre de demande de la part des communes ne cesse d'augmenter depuis le lancement de cette politique en 1989. Si le premier Contrat de plan (1989/1993) n'avait financé que 21 opérations, le second (1994/1999) laissait présager le succès de cette politique, puisqu'il avait dépassé la barre des 30 opérations. La carte du nombre d'interventions par commune permet de se rendre compte de la répartition de ces 111 interventions (cf. carte n° 6 page suivante). Ainsi, si les interventions du fonds friche ont été plus nombreuses dans la vallée de la Seine, elles ont cependant couvert une partie importante de la Région (y compris les zones rurales).

La politique des friches connaît donc de plus en plus de succès auprès des communes mais aussi de leurs groupements. C'est dans ce contexte qu'elle a été reconduite dans le cadre du CPER 2000/2006 et très sensiblement amplifiée. Le tableau suivant permet de comparer les surfaces recyclées sur la période de l'ancien CPER et celle estimées pour 2000/2006 ainsi que l'enveloppe financière correspondante. Entre les deux contrats, l'investissement financier a été multiplié par six et les surfaces recyclées ont doublé. Aujourd'hui la ville de Rouen et celle du Havre ont inscrit chacune plus de dix hectares de friches à renouveler au titre de la politique.

Comparaison avec l'ancien CPER :

Indicateurs	CPER 94/99	CPER 00/06
Superficie totale recyclée	70 ha	121 ha
Montant du fonds friche	22,5 MF (3,4 M€)	13,72 M€ + 12,5 M€
Montant du FEDER	9,1 MF (1,4 M€)	6,1 M€ (estimés)
Montant de la part des communes ou EPCI	1,4 MF (215 000 €)	2,4 M€

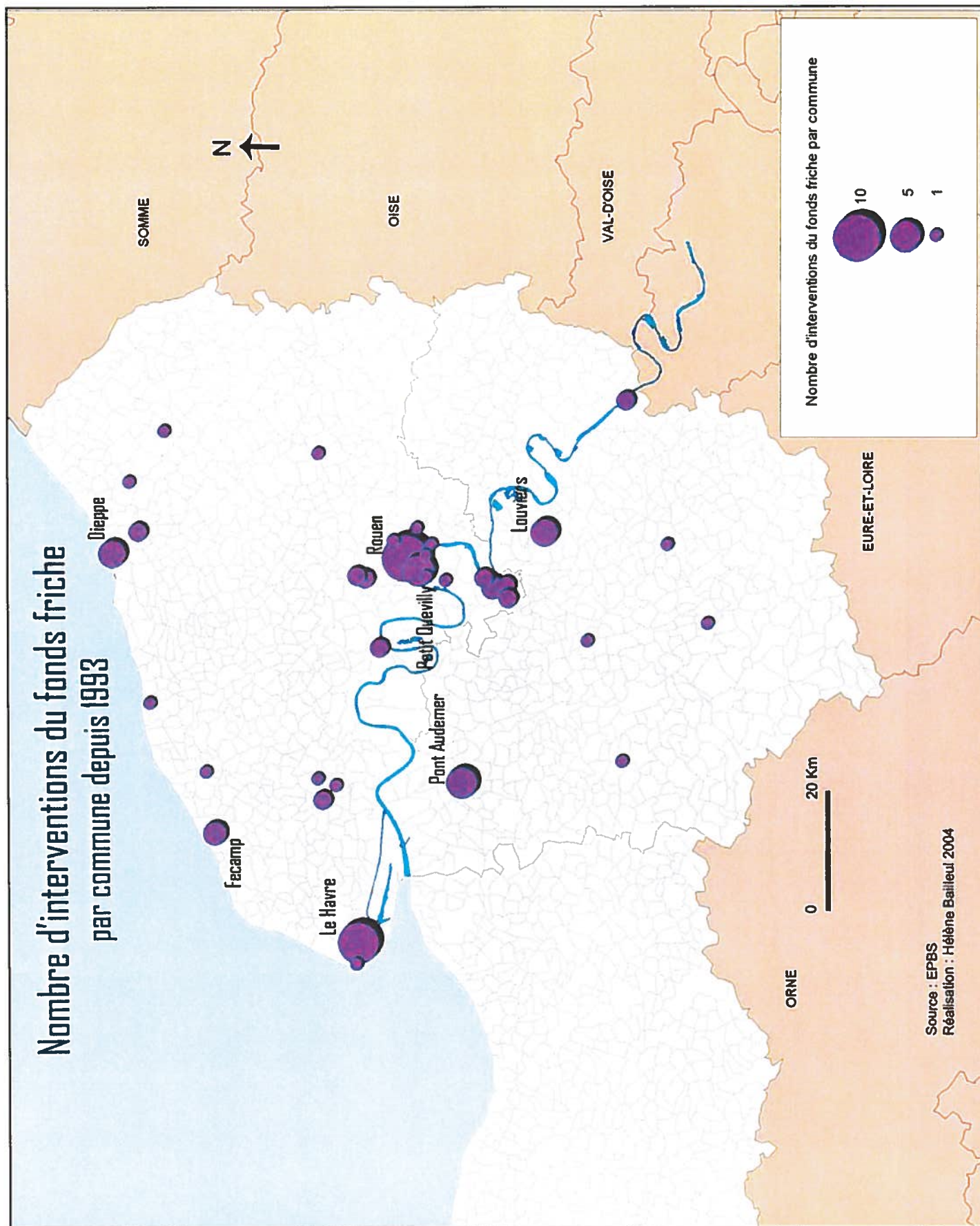
Tableau 10 : Comparaison des investissements et des surfaces retraitées sur les deux derniers CPER

Carte 6 : Nombre d'intervention du fonds friche par commune depuis 1989

Synthèse statistique des fiches opération

Synthèse de l'efficacité de la politique

Synthèse des Impacts de la politique



La qualité des interventions a également changé puisque d'une définition strictement « industrielle », les friches traitées sont aujourd'hui de nature diverses. La politique des friches prend désormais en compte les friches militaires, les friches ferroviaires mais aussi les friches urbaines en général (commerces, dépôts de bus, équipements publics).

Ce changement s'est accompagné d'un élargissement des modes opératoires. En effet, de simples démolitions, les interventions de la politique ont été élargies aux réhabilitations (clos et couvert) et aujourd'hui, le fonds friche est investi dans des opérations de dépollution et de pré-aménagement. Cet élargissement des « compétences » du fonds friche a été voulu et décidé dans un souci de toujours mieux répondre aux demandes des communes. Le pré-aménagement est un pas de plus pour essayer d'optimiser les interventions de résorption. En effet, en fonction du projet d'aménagement du site, l'intervention de résorption pourra permettre de réaliser également des travaux de VRD sommaires. Deux projets de pré-aménagement sont aujourd'hui prévus sur le CPER 2000/2006, à titre expérimental.

3.1.2.2 Le « package » résorption de friche

La politique de résorption des friches en Haute-Normandie est mise en œuvre par l'EPBS. Celui-ci a mis en place un panel d'interventions et de compétences dans l'objectif d'une réalisation optimale de ces opérations.

▪ La maîtrise foncière

L'EPBS peut, en tant qu'établissement foncier, se rendre acquéreur de la friche pour le compte d'une commune ou d'un EPCI. Cette solution est particulièrement adoptée par les communes puisque sur les 18 friches étudiées, deux tiers, soit 12 étaient portées par l'EPBS. Cette solution a été privilégiée par les communes du fait, notamment, du coût de certaines acquisitions (une, par exemple, excédait un million d'euros), mais aussi des difficultés de la procédure de négociation (préemption, expropriation).

L'EPBS, pour faciliter la gestion des terrains portés et l'anticipation des acquisitions, propose aux communes de réaliser des programmations d'acquisitions. Sur les 12 communes rencontrées, six avaient signé un Programme d'Action Foncière (PAF) avec l'EPBS, et une était en cours de négociation. Dans chaque cas, l'acquisition de la friche avait été prévue dans le PAF. Celui-ci permet également de décider d'une durée de portage (entre 5 et 15 ans). Les communes n'ayant pas souscrit à ce type de contrat, se voient proposer une convention simplifiée, par laquelle est convenu que l'EPBS portera le terrain pendant 5 ans.

Ces procédures de portage sont jugées intéressantes par les communes car elles permettent d'acquérir au bon moment la friche, même si elles ne l'avaient pas prévu dans leur budget.

▪ Les études d'aménagement et les études techniques

Les études cofinancées par le fonds friche ont été mises en place depuis 2000. Quinze études de réutilisation (y compris l'étude technique sur l'entrepôt Agrivin) ont été programmées et onze sont terminées. Parmi les sites concernés, six projets de résorption ont été inscrits pour une intervention d'ici à 2006. Cette possibilité de réaliser une étude et une intervention sur la période d'un contrat de plan est une condition pour que le co-financement des études soit attractif pour les communes. Dans le cas contraire, elles préfèrent être retenue pour une opération de résorption et réaliser l'étude par la suite. Cependant, la réalisation d'études sous la maîtrise d'ouvrage de l'EPBS a permis par exemple de lancer une intervention de pré-aménagement à Pont Audemer (les services de l'EPBS ayant suivi l'étude, ils ont pu travailler, en amont, sur la mise en place de cette « nouvelle » intervention).

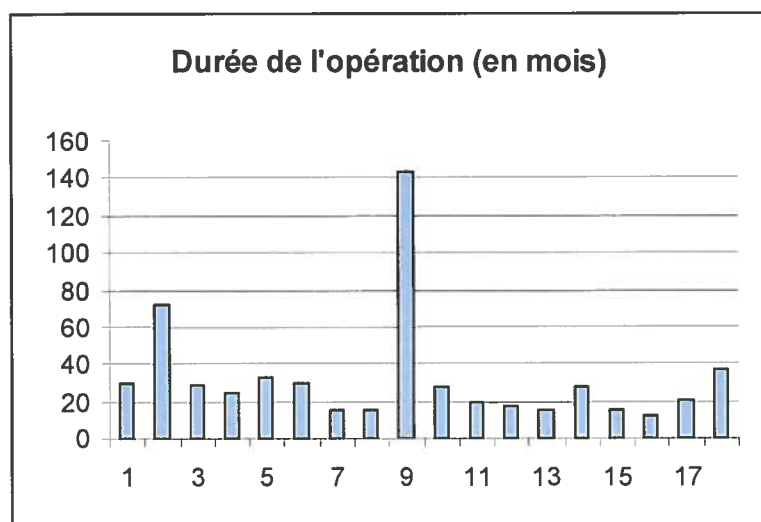
Dans les opérations que nous avons étudiées, seules deux ont fait appel au fonds friche : il s'agit de l'étude des docks Dombasle au Havre où la problématique patrimoniale était primordiale ; et celle de Mustad, à Duclair, où le terrain, inondable sur les trois quart de sa superficie, ne pouvait plus accueillir le projet initial de la commune. La réalisation de ces deux études a permis dans les deux cas de mettre en valeur les qualités architecturales des anciens bâtiments industriels et d'émettre des hypothèses quant aux possibilités de réutilisation. Les autres études cofinancées par le fonds friche vont également souvent dans le sens d'une préservation de symboles du passé (pouvant être limités à des façades ou à un bâtiment). Ces études sont l'occasion de monter un comité de pilotage avec des participants d'horizons différents (EPBS, services de l'Etat, EPCI, commune, etc.) qui permet bien souvent un enrichissement du projet initial de la commune.

Certains projets d'aménagement des anciennes friches sont le fruit d'une étude financée par la commune en propre. Ce sont donc, au total, douze friches sur dix-sept qui ont fait l'objet d'une étude préalable au projet de réutilisation. Celle-ci est souvent intervenue en amont de la demande à l'EPBS, et servait à la motiver. On remarque que les friches où un projet de réaménagement est en cours ou terminé sont celles où l'étude préalable était faite en amont. Les friches « en attente » sont celles pour lesquelles aucune étude n'a encore été lancée à cause notamment de situations de blocage.

D'autres types d'études sont menées et financées lors des interventions sur les friches : les études techniques. Il s'agit de diagnostic amiante ou d'études des sols permettant de détecter d'éventuelles pollutions liées aux anciennes activités présentes sur le site. Sur les 17 opérations, une seule n'a fait l'objet d'aucune étude. Quatorze diagnostics amiante ont été réalisés et dix étaient positifs. Les sept études des sols réalisées ont détecté la présence de polluants sur cinq sites. Ces problématiques sont désormais récurrentes sur les sites de résorption. Ainsi, ces études, qui n'étaient pas réalisées avant, deviennent systématiques. Jusqu'à présent, le fonds friche prenait en compte les surcoûts liés à la présence d'amiante (qu'il faut déposer et retraiter par l'intermédiaire d'une filière spéciale de déchets), mais ne finançait pas la dépollution. Ces problématiques étant de plus en plus fréquentes, la politique a été élargie pour prendre en compte ces frais supplémentaires.

▪ Les délais d'intervention

La durée moyenne d'intervention de l'EPBS pour la résorption d'une friche est de 27 mois (en ne comptant pas l'opération de Duclair qui a eu une durée exceptionnelle).



Cette période est à peu près la même pour tous les projets de démolition et s'accroît selon des facteurs différents : présence d'amiante, pollution des sols, type de démolition (sélective ou totale), interventions sur le domaine public nécessitant des autorisations, mais aussi le délai de prise en compte par le comité régional des friches.

Graphique 3 : Durée de chaque opération de résorption de friche

En effet, certains dossiers arrivés à la fin du contrat de plan 94/99 ont dû être retardés jusqu'au premier comité des friches du nouveau contrat de plan. Enfin, certaines demandes, préalablement rejetées, ont pu être finalement sélectionnées lors du comité suivant. Mais ces délais, même s'ils varient selon la complexité du statut de la friche, de la maîtrise foncière, et selon le type de travaux à réaliser, ont presque toujours été jugés satisfaisants par les communes ou les EPCI.

3.1.2.3 Le fonds friche

Le bilan financier apporte quelques informations supplémentaires pour cette synthèse des interventions de l'EPBS dans le cadre de la politique de résorption des friches. Le coût global des 18 opérations étudiées s'élève à 3 273 400 € (coût moyen d'une opération : 182 000 €). L'engagement du fonds friche représente un total de 2 413 400 €, alors que la part des communes s'élève à 462 600 € et la part FEDER (accordé pour seulement quatre opérations) à 397 400 €. Le coût moyen d'une opération de résorption revient pour la commune à 25 700 €. C'est un coût qui est jugé très faible et qui est très incitatif pour les communes interrogées. Elles considèrent la politique de résorption des friches comme un outil pour préparer des projets d'aménagement de grande ampleur. Le « package » résorption de friche est intéressant pour les communes puisqu'un terrain recyclé leur est livré pour un prix minime. De plus, la maîtrise foncière, par l'intermédiaire de l'EPBS, et le portage sont également des éléments incitatifs pour les communes. En effet, elles ont ainsi, cinq ans pour lancer un projet sur le terrain, qui aura été recyclé dans l'intervalle, préparer leurs demandes de subvention, lancer des études et ainsi racheter le terrain « à temps » et à un prix similaire au prix de départ.

Ainsi, les investissements du fonds friche ont permis la démolition ou la réhabilitation de plus de 90 569 m² de bâtiments. Le prix moyen pour un mètre carré démoli est de 35 €. Dans le bilan financier doit s'ajouter le prix du foncier acquis par l'EPBS pour le compte des communes. Ces acquisitions s'élèvent à 4 661 400 € pour les douze acquisitions qui ont été réalisées. Le montant par friche est très variable puisqu'il s'étend sur une échelle allant de 92 700 € à 1 115 900 €. Le prix moyen du m² est également variable : de 3 € à 73,3 €.

Ces acquisitions foncières représentent, en moyenne, plus de deux fois le coût de l'opération de résorption. Il est donc intéressant de prendre en compte que cet investissement réalisé en dehors de la politique partenariale est également un outil de la politique des friches.

Le tableau suivant (tableau n°11, page suivante) récapitule l'ensemble des données sur lesquelles cette analyse statistique s'est basée. Il constitue une synthèse des informations relevées lors des entretiens dans les communes, ou à l'EPBS et qui se trouvent détaillées dans les fiches opération.

Tableau 11 : Données générales sur les opérations évaluées

Données générales sur l'opération

	Dieppe Fruits	Grelots	Subsistances Militaires	Chedru	Parking Silo	Ilôt Marché Lecerf	Garage Morel	Self	Mustad Seprom	Décor de Théâtre	Roule de Lyons	Silo Portuaire	Hangar n°3	Saint Roch	Dépôt de bus	Docks Vauban	Docks Dombasle	Château de la Ville
Total de surface recyclée (m²)	26415	3662	96172	10300	3000	18200	7680	3294	24100	3900	15237	5300	1974	1066	22700	20300	10823	82230
Total de surface traitée	10200	3505	16415	3000	2175	1670	4820	1300	9880	3900	6440	3179	1974	1066	3545	7870	7630	2000
démolies	10200	3505	16415	3000	2175	1670	4820	1300	9815	3900	6440	3179	1974	810	3545	7870	0	2000
réhabilitées									65					250			7630	
Localisation	EV	CV	EV	EV	QH	EV	QH	CV	EV	QI	EV	QI	CV	CV	QH	QI	QI	EV
Elément déclencheur	DEVEC	RU	DEVEC	PAYS	INS	DEVEC	INS	PAYS	PAYS	RU	DEVEC	PAYS	PAYS	DEVEC	RU	DEVEC	DEVEC	DEVEC
Porteur du projet	COM	COM	COM	COM	COM	COM	CA	COM	CC	COM	COM	DDE	COM	COM	CA	COM	COM	COM
Maîtrise foncière EPBS	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	COM	OUI	OUI	OUI	COM	OUI	ETAT	COM	OUI	CA	COM	OUI	OUI
avt la demande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
après la demande																		
Signature d'un PAF	OUI	NON	NON	NON	NON	OUI	AGGLO	EN COURS	NON	OUI	OUI	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Etude d'aménagement	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI
Financée Fonds friche	AM	SO/AM	NON	SO	AM	SO/AM	AM	AM	SO/AM	AM	SO/AM	AM	AM	AM	SO/AM	SO/AM	NON	NON
Etudes techniques	POS	NEG/POS	NON	NEG	NEG	POS/NEG	NEG	POS	POS/POS	POS	POS/POS	NEG	POS	POS	POS/POS	POS/POS	NON	NON
Résultats	30	72	29	25	33	30	15	15	144	28	20	18	16	28	15	12	21	37
Durée de l'opération (en mois)																		
Temps avant prise en compte au CF	16	21	7	7	14	13	2	5	36	1	1	1	1	3	1	0	0	17
Préparation de l'opération	17	18	13	11	12	11	11	9	53+24	24	9	12	14	19	10	11	12	18
Durée des travaux/étude	5	36	9	9	9	6	3	2	4+24+13	4	10	5	1	6	4	2	9	2
Temps avant projet d'aménagement	IND	< 4	IND	IND	IND	<12	>24	11	>12	IND	>12	IND	IND	6	6	>15	>10	6
Financement total (milliers d'€)	265,7	115,2	453,8	121,4	64,3	117,6	143,3	52,5	283,7	180,6	150,9	573,4	35,4	126,1	219,8	89,1	134,2	146,4
Engagement Fonds Friche	221,4	96	378,2	101,2	53,6	98	119,3	39,3	164,2	150,5	125,8	395,5	29,5	105	129	51,1	67,1	88,7
Engagements FEDER	0	0	0	0	0	0	0	0	86,7	0	0	177,9	0	0	65	27,8	0	40
Part de la commune	44,3	19,2	75,6	20,2	10,7	19,6	24	13,2	32,8	30,1	25,1	0	5,9	21,1	25,8	10,2	67,1	17,7
Prix au m² démolition (en euros)	26	33	27	40	30	70	30	40	?	46	23	?	18	?	62	11		73
Prix du foncier (milliers d'€)	868,9	121,9	713,4	65,3	109,7	0	320,1	236,7	525,2	0	1115,9	0	0	92,7	0	0	247,7	243,9
Prix au m²	3,8	33,3	7,4	5,9	36,6	0	41,7	71,7	21,8	0	73,3	0	0	87	0	0	22,8	3
Localisation	EV	CV	EV	EV	QH	EV	QH	CV	EV	QI	EV	QI	CV	CV	QH	QI	QI	EV
Rapport foncier/opération	3,27	1,06	1,57	0,54	1,71		2,23	4,51	1,85		7,39			0,74			1,85	1,67

Abréviations :
 EV = entrée de ville DEVEC = développement économique SO = étude des sols
 CV = centre ville RU = renouvellement urbain AM = diagnostic amiante
 QI = quartier industriel PAYS = paysage POS/NEG = positif ou négatif
 QH = quartier d'habitat INS = insécurité IND = indéterminé

3.1.3 Caractéristiques des résultats de la politique de résorption des friches

3.1.3.1 La réalisation des projets sur les terrains recyclés

■ L'état d'avancement

Les 17 opérations de résorption des friches terminées ont permis aux communes de récupérer des terrains nus sur lesquels elles peuvent ensuite mettre en œuvre leurs projets d'aménagement. Cependant, l'état d'avancement de ces projets est différent d'une commune à l'autre.

Six communes n'ont pas encore lancé d'étude de réutilisation, ou viennent de le faire. Cela peut s'expliquer par divers facteurs. Les petites communes sont confrontées à des limites financières ne leur permettant pas de réaliser rapidement le projet, ou les obligeant à attendre la fin d'un projet en cours. Les communes plus importantes, qui pourraient engager un projet sont confrontées à des problèmes juridiques : à Dieppe par exemple, les documents d'urbanisme doivent être révisés avant la réalisation d'un projet sur la friche Dieppe Fruits (la moitié du site est en zone inconstructible) ; à Grand Quevilly, la zone de protection de l'installation classée de Grande Paroisse (périmètre SEVESO) a été élargie et la commune est en attente d'une décision de la Préfecture, qui pourrait limiter l'occupation de la majorité du site des Substances Militaires. A Rouen enfin, la mutation du quartier portuaire de la rive sud a été anticipée par la ville et le site des Décors de théâtre ne devrait faire l'objet d'un projet que dans plusieurs années. Ainsi, les friches sur lesquelles aucun projet n'est encore arrêté constituent aujourd'hui des réserves foncières pour les communes. Cependant pour les friches de Lanquetot et Cléon, des études ont été lancées très récemment.

Un autre tiers des terrains a déjà fait l'objet d'études de réutilisation et sont aujourd'hui en préparation. Les travaux ne sont pas encore engagés mais devraient l'être, en moyenne, d'ici à 2005. Il convient de noter que les travaux de résorption de la friche se sont terminés pour ces sites en 2003. En effet, la durée moyenne entre la livraison du terrain recyclé et l'engagement du projet est de 10 mois.

Le dernier tiers des communes a engagé les travaux et les a même terminés. Une commune a aujourd'hui terminé son projet. Il s'agit de Petit Couronne qui a récupéré un terrain recyclé début 2002.

Pour permettre de comparer avec le bilan du contrat de plan 1994/1999, nous avons réalisé le tableau suivant :

	CPER 94/99		CPER 00/06	
	Nombre de friche	Superficie	Nombre de friches	Superficie
Réserve foncière	52 %	42 %	33,3 %	40 %
En cours	21 %	9 %	61,1 %	58 %
Réalisé	27 %	49 %	5,6 %	2 %

Tableau 12 : Comparaison de l'état d'avancement des projets des communes dans les bilans des deux derniers contrats de plan

A mi parcours, on peut d'ores et déjà noter que le pourcentage de projets en cours sur les friches est supérieur à celui de la période précédente. Cependant les réserves foncières représentent toujours 40 % de la surface recyclée. Presque la moitié des résorptions sont donc réalisées par anticipation de futurs projets d'aménagement.

▪ *L'intégration du projet dans les politiques locales d'aménagement*

Les projets de réutilisation des friches engagés ou terminés font partie d'une stratégie globale d'aménagement menée par la commune ou les EPCI. Il apparaît intéressant de dénombrer les projets s'intégrant justement dans les documents de programmation des collectivités ou de leurs groupements.

Ces programmes ou stratégies d'aménagement peuvent être définis au niveau communal ou intercommunal. Nous avons donc étudié ces deux facteurs. Le résultat des enquêtes met en évidence que onze projets sur dix huit s'intègrent dans les stratégies intercommunales (plus de 60 %). Ces stratégies peuvent être les contrats d'agglomération (huit projets sont inscrits aux contrats d'agglomération de Rouen, le Havre, Evreux et Elbeuf) ou encore les Plan Locaux de l'Habitat établis sur le périmètre intercommunal d'une agglomération (Petit Couronne) ou d'une communauté de communes (Lanquetot ou Duclair).

Au niveau communal, les municipalités élaborent également des stratégies d'aménagement qui peuvent être axées sur les équipements, le paysage urbain, l'offre de logement, etc. Les projets sur les friches s'intègrent souvent à une stratégie communale (72%) et sont à relier avec un ensemble d'autres projets : requalification d'espaces publics, création d'espaces verts, construction de logements, ou d'équipements. Ces stratégies locales d'aménagement ont souvent été lancées depuis peu, à l'occasion notamment de la révision des documents d'urbanisme qui est encore en cours dans de nombreuses communes.

Ainsi, la résorption des friches participe à l'aménagement des communes, mais de manière stratégique. Les sites des friches sont souvent, de par leur taille ou leur localisation, des sites où se mêlent des enjeux communaux et des enjeux d'agglomération. L'exemple du Havre peut éclairer ce propos : les quartiers des anciens docks où se concentrent toutes les opérations de résorption de friche, sont inscrit comme secteur prioritaire au PIC URBAN de la ville du Havre (stratégie de requalification) et sont destinataires de nombreuses actions de l'agglomération havraise (notamment pour la création d'équipements emblématiques) qui sont inscrites au contrat d'agglomération. Ainsi, ces secteurs dévalorisés sont aujourd'hui considérés dans les agglomérations comme des secteurs aux potentialités très importantes. Les grands projets urbains se font sur les friches.

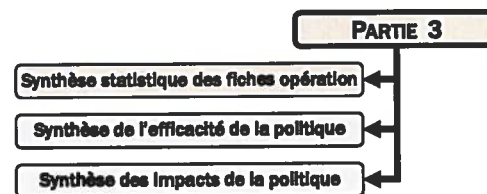
3.1.3.2 Les résultats des projets d'aménagement

▪ *Les objectifs recherchés par les communes*

Grâce à l'étude des documents concernant les projets des communes, nous avons pu établir une liste d'objectifs que celles-ci avaient pu rechercher à travers la résorption de la friche et sa réutilisation. Lors des entretiens, nous avons demandé aux élus ou techniciens de déterminer lesquels de ces objectifs étaient visés par la commune. Chaque commune pouvait choisir autant d'objectifs qu'elle le souhaitait.

Ainsi, la liste d'objectifs était la suivante : l'accueil de nouveaux habitants, le développement économique, l'amélioration de l'image du quartier, la création de nouveaux équipements, la mise en valeur du paysage ou du patrimoine et enfin, la constitution d'une réserve foncière.

Le résultat des entretiens a montré que les objectifs les plus souvent recherchés était l'amélioration de l'image du quartier (11 friches sur 18) et le développement économique (10 friches sur 18). Viennent ensuite la création de nouveaux équipements et la mise en valeur du paysage ou du patrimoine (8 friches sur 18), puis l'accueil de nouveaux habitants (6 friches) et la constitution de réserves foncières (5 friches). Plusieurs communes ont reconnu



poursuivre de nombreux objectifs en même temps : les projets de Duclair et Caudebec les Elbeuf totalisent cinq des six objectifs. On remarque d'une manière général que les projets sont plus globaux (c'est-à-dire visent différents objectifs) lorsqu'une étude a été réalisée. En effet, les communes qui déclarent ne viser qu'un objectif sont celles qui n'ont pas encore de projet précis.

▪ **Les résultats des opérations d'aménagement**

Les entretiens ont permis de définir pour un bon nombre de communes les résultats, en terme de fonction, obtenus ou attendus par rapport au projet sur les friches. Ainsi, pour quatre friches, les communes n'avaient pas suffisamment d'éléments pour déterminer les fonctions futures qui seraient données au terrain. Les autres communes ayant un projet plus ou moins engagé, ont pu nous dire quelles fonctions seraient données au terrain.

Les fonctions possibles étaient le logement, les activités, les équipements et les espaces verts. Sur quatorze friches, trois accueilleront un projet mixte comprenant ces quatre fonctions. Il s'agit de sites assez vastes (supérieures à deux hectares) où une projet ambitieux a été réalisé ou est engagé. Ces projets ont été lancés dans des communes situées en dehors des grandes agglomérations.

Six friches recevront des projets monofonctionnels de logement ou d'équipements. Il s'agit des petites friches situées dans des quartiers d'habitat. Les opérations de logements sont peu importantes (une vingtaine de logement) et favorisent la mixité sociale (logements pour personnes âgées ou à mobilité réduite). Les équipements créés sont des équipements emblématiques et servant en même temps à redonner une image positive aux quartiers dans lesquels ils s'implantent (exemple de la clinique des Ormeaux dans le quartier St Nicolas au Havre).

Les fonctions les plus souvent données aux anciennes friches sont les activités et les équipements. En effet, selon la situation des friches, il est parfois possible d'y accueillir de nouvelles entreprises. Cependant, il s'agit d'entreprises tertiaires, non nuisibles, et surtout n'ayant pas besoin d'espaces d'implantation importants. Ces activités sont souvent implantées sur une partie du terrain alors que l'autre est dédiée à d'autres fonctions (logements, équipements, espaces verts). Les communes essaient le plus souvent d'atteindre une certaine mixité des fonctions. Les équipements créés sont principalement de deux types : médico-sociaux (clinique, maison de retraite) ou de loisirs (bibliothèque, piscine, salle de sport). Les objectifs des communes sont de répondre à une demande de la population, mais aussi de recréer un lien social dans des quartiers difficiles.

Les espaces verts ou espaces publics créés sur les friches ont pour objectif d'améliorer le paysage urbain, de mettre en valeur le patrimoine (la rivière Austreberthe à Duclair) mais aussi de favoriser la convivialité.

Ainsi, les projets réalisés, ou en cours, sur les anciennes friches industrielles sont-ils très divers. L'ancienne fonction est souvent remplacée par de nouvelles. De plus, ces terrains recyclés participent à la mise en œuvre des stratégies de développement durable des territoires. Ils rendent possible le renouvellement urbain, permettent de favoriser une mixité des fonctions dans la ville et de créer des équipements répondant aux besoins de la population. Les anciennes friches, une fois résorbées, sont considérées comme des opportunités.

Tableau 13 : Données générales sur les projets d'aménagement réalisés sur les anciennes friches

Données générales sur le projet d'aménagement

	Dieppe Fruits	Grelots	Subsistances Militaires	Chedru	Parking Silo	Ilôt Maréchal Leclerc	Garage Morel	Self	Mustad Seprom	Décor de Théâtre	Route de Lyons	Silo Portuaire	Hangar n°3	Saint Roch	Dépt de bus	Docks Vauban	Docks Dombasle	Château de la Villette
Etat d'avancement	ATT OUI NON NON	PREP OUI NON NON	ATT OUI NON NON	ATT OUI NON NON	ATT OUI NON NON	ENG NON OUI OUI	PREP OUI NON NON	TERM NON OUI OUI	ENG NON NON OUI	ATT OUI NON NON	PREP OUI NON NON	ATT OUI NON NON	PREP OUI NON NON	ENG NON OUI NON	ENG NON OUI NON	PREP OUI NON NON	PREP OUI NON NON	ENG NON OUI NON
Nombre d'objectifs recherchés	2	2	1	2	1	4	2	3	5	1	4	2	2	3	2	3	3	5
accueillir de nouveaux habitants		X		X		X		X	X		X			X		X	X	X
développement économique			X			X			X				X	X		X	X	X
améliorer l'image du quartier					X	X	X	X	X		X		X	X	X			X
créer de nouveaux équipements		X		X		X	X	X	X		X		X	X				X
payage, environnement, patrimoine, constituer une réserve foncière	X		X					X	X	X	X	X						
Evolution du projet	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Intégration au projet intercom	NON	CONTR	NON	PLH	NON	CONTR	CONTR	PLH	CC	NON	CONTR	NON	CONTR	NON	CONTR	CONTR	CONTR	OUI
Inclus dans un ensemble de projets	ZAC	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Résultats obtenus/attendus	ATT	ATT	IND	ATT	IND	OBT	ATT	OBT	OBT	IND	ATT	IND	ATT	ATT	ATT	ATT	ATT	ATT
Nombre de dimensions du projet	1	2		1		4	1	1	4		3		1	2	1	2	2	4
logement		X		X		X		X	X		X			X		X	X	X
activités	X					X			X		X		X			X	X	X
espaces verts		X				X			X		X			X		X		X
équipements						X	X		X		X			X	X	X		X
Nombre de logements créés	0	22	0	9	0	30	0	19	70%	0	0	0	0	0	0	0	70	200
Nombre de commerces créés	0	0	0	0	0	5	0	0	30%	0	0	0	0	0	0	0	11 entr.	11 lots
Nombre d'équipements	0	1	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	2	1	1	1	2

Abréviations :

ATT = en attente

PREP = en préparation

ENG = travaux engagés

TERM = terminée

CONTR = contrat d'agglomération

PLH = Plan Local de l'Habitat

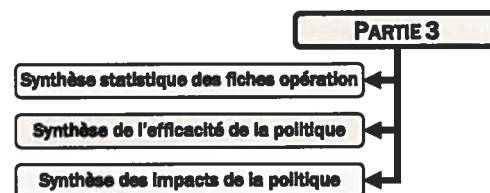
CC = Communauté de Communes

ZAC = Zone d'aménagement concerté

ATT = attendus

IND = indéterminés

OBT = obtenus



3.2 Synthèse globale de la politique de résorption des friches (stratégie et efficacité)

Cette partie va consister, d'une part, à analyser les objectifs de la politique de résorption des friches au regard des enjeux du territoire haut normand afin d'évaluer la pertinence des objectifs poursuivis. D'autre part, la clarté des objectifs de la politique ainsi que leur cohérence au regard des évolutions qu'ils ont connus depuis son lancement seront appréciées. Enfin, les modalités de gestion et de suivi de la politique seront étudiés afin d'apprécier s'ils sont garants de son efficacité. Ces trois points seront abordés à travers la réponse à trois questions correspondantes. Les entretiens réalisés auprès des acteurs locaux (élus, agence de développements, techniciens), prescripteurs de la demande, ainsi qu'auprès des responsables de la politique (Etat, Région, EPBS), serviront de base à ce chapitre.

3.2.1 L'existence de la politique répond-elle à des enjeux importants et actuels justifiant une intervention des pouvoirs publics ?

3.2.1.1 Les enjeux de territoire auxquels répond la politique

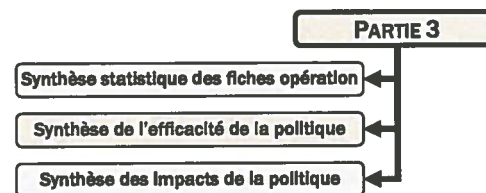
▪ **La reconquête des friches**

Le territoire haut normand est organisé autour de la Vallée de la Seine où se concentrent les activités et la population. Cette vallée, anciennement industrialisée, est très marquée par les activités portuaires. Les deux principales agglomérations sont des villes port qui ont connu de profondes mutations suivant celles du commerce mondial. Les ports ont été particulièrement touchés par un phénomène apparu dans les années 70 : le passage d'un stockage dans les hangars à celui dans des conteneurs. La physionomie des ports a dû s'adapter à cette modernisation incluant souvent un déplacement des activités de stockage et un abandon des anciens docks. Si tous les ports du monde ont connu cette modernisation, il apparaît que les ports normands et notamment celui du Havre n'ont pas pu reconvertir ces dizaines ou centaines d'entrepôts désaffectés. Les ports autonomes, gestionnaires de ces docks, y installent des entreprises commerciales, ou artisanales, mais globalement, les hangars sont sous occupés.

Parallèlement à cette crise des espaces portuaires, la Haute Normandie a été touchée, comme toutes les régions du Nord de la France, par une crise des industries textiles. Ces grands bâtiments datant du XIX^{ème} siècle sont souvent occupés par d'autres activités mais restent inadaptés. Des bâtiments neufs sont construits à l'intérieur des sites pour répondre aux besoins actuels.

Ainsi, le secteur privé permet une certaine reprise des anciens sites industriels, mais beaucoup restent inoccupés. La problématique qui touche ces bâtiments est le plus souvent un problème d'inadaptation à des activités industrielles modernes. La forme des bâtiments, leur vétusté, mais aussi leur situation dans les centres ville, toutes ces raisons conduisent les sites à ne plus trouver de repreneur.

Mais les anciennes industries ne sont pas les seuls types de friche que l'on trouve en Haute Normandie. Des bâtiments industriels des années 70-80, des centres commerciaux des années 90 peuvent être abandonnés. Les propriétaires déclarant faillite n'ont pas les moyens de remettre le site en état et laissent donc se dégrader les bâtiments qui deviennent souvent dangereux car ils sont des lieux de squat privilégiés. A ces « nouvelles friches » s'ajoutent également les friches ferroviaires, dues à l'abandon par la SNCF de nombreux sites



d'exploitation, et les friches militaires, avec la fermeture des anciennes casernes depuis la réforme de l'armée en 2000. Ces sites sont également dans une situation de sous occupation, et les autorités qui en ont la charge proposent aux communes de s'en rendre acquéreur dans l'objectif d'y réaliser de nouveaux aménagements.

L'intervention des autorités publiques devient donc nécessaire car le secteur privé n'assure pas la reprise de ces sites. Les acteurs locaux, communes ou groupements de communes sont les premiers concernés.

Cependant, la résorption des friches a un coût qui ne peut pas toujours être assumé par les communes. Le principal coût est celui de la maîtrise foncière. Ces terrains qui représentent des surfaces importantes (plusieurs hectares) mais qui sont situés dans les agglomérations, se vendent relativement cher. En second lieu, les opérations de démolition ou de réhabilitation des bâtiments sont également onéreuses et nécessitent des compétences techniques.

Les acteurs « supra locaux » que sont les Régions, l'Etat et l'Europe ont donc décidé de cofinancer ces actions des collectivités locales afin d'optimiser les impacts qu'elles pouvaient avoir sur la reconversion des territoires. Ainsi la politique de résorption des friches répond-elle à cet enjeu de remise en état des anciens terrains industriels, ferroviaires ou militaires. Elle cofinance des travaux de recyclage des terrains, permettant une réutilisation.

▪ **Le paysage urbain**

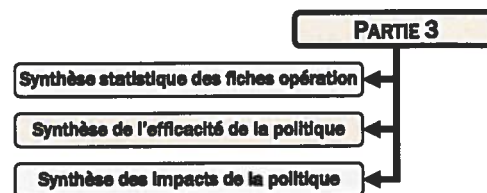
Cette problématique est également un enjeu que l'on peut relier à la résorption des friches. La présence de sites abandonnés dans une commune influence l'image que l'on peut avoir d'elle. La commune est d'autant plus poussée à agir qu'elle s'engage dans des politiques de mise en valeur du paysage, du patrimoine, de mise en tourisme ou souhaite attirer de nouvelles entreprises. En effet, les friches sont souvent considérées comme une verrue dans le paysage qui dévalorise l'image d'un quartier ou d'une commune, qui symbolise un manque de dynamisme. Les friches sont rarement considérées comme un symbole de l'histoire passée malgré la qualité de l'architecture des bâtiments. Elles symbolisent plus souvent le drame d'une faillite, des pertes d'emploi, etc. Ainsi, les pouvoirs publics sont-ils amenés à intervenir pour effacer ces « verrues », et améliorer le paysage urbain et l'image du territoire.

3.2.1.2 L'évolution de ces enjeux

▪ **Le renouvellement urbain**

Le contexte actuel étant issu d'une réflexion sur les problématiques de la ville ainsi que d'une prise de conscience accrue des problèmes environnementaux, de nombreux changements sont intervenus ces dernières années dans la manière de penser la ville et son développement. Celle-ci a évidemment un impact sur le rôle que jouent les friches dans le développement des agglomérations.

Les réflexions sur la ville ont conduit au constat de la nécessité de réorienter les politiques de développement urbain. En effet, l'extension des agglomérations qui s'est faite jusqu'à maintenant sur le principe du développement en périphérie a conduit à de fortes pressions sur le milieu naturel et les terrains agricoles. L'extension horizontale de la ville conduit à devoir toujours plus étendre les réseaux, consommer les terrains et utiliser la voiture. Des réflexions sur l'impact environnemental des villes ont conduit les autorités publiques à se doter de nouveaux principes permettant de construire une ville qui ne soit plus « extensible ». L'un des premiers est celui du renouvellement urbain. En effet, l'idée est simple : la ville peut, en



recupérant les espaces abandonnés, inutilisés, qui la composent aujourd'hui, se développer « verticalement », c'est à dire en stoppant le processus de grignotage des terrains non bâtis de la périphérie. Elle doit se renouveler sur elle-même, en arrêtant de « consommer l'espace périphérique ».

Ce principe adopté notamment à travers la loi Solidarité et Renouvellement Urbain en 2000 est aujourd'hui encre dans les politiques urbanistiques des agglomérations. Le développement doit se faire à partir de terrains recyclés, c'est-à-dire déjà inclus dans la ville, déjà urbanisés. Parmi ces terrains recyclables se situent en première ligne les friches industrielles, ferroviaires et militaires.

Ainsi, la résorption des friches est-elle aujourd'hui un outil du renouvellement urbain. Si la résorption des friches était auparavant un moyen parmi d'autres, et notamment l'extension périphérique qui était jugée plus simple, pour acquérir des espaces de développement de la ville ; elle est aujourd'hui incontournable. Ainsi la politique de résorption des friches répond-elle à des enjeux plus larges qu'avant. Les friches ne sont plus considérées comme des espaces dévalorisant mais comme des opportunités. Les communes n'hésitent plus à fonder des projets urbains d'ampleur sur ces espaces en devenir.

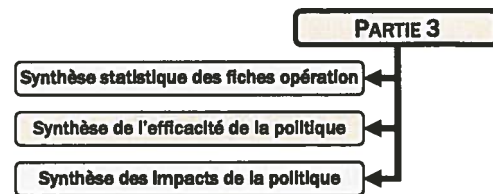
▪ **Le marketing urbain**

Si les friches constituent toujours des verrues dans le paysage urbain, et sont un point noir dans le paysage, leur suppression et, par là, l'amélioration de l'image du territoire a d'autres conséquences. En effet, d'une vision du paysage urbain comme élément du cadre de vie des habitants, celui-ci est devenu un atout pour l'image de la commune. Cette image est aujourd'hui une problématique très développée qui est au service du développement des agglomérations mais aussi des territoires ruraux.

Chaque territoire cherche aujourd'hui à améliorer son image, dans le but d'être attractif pour des habitants mais aussi pour des entreprises. La mise à disposition de foncier n'est plus suffisante pour être bien placé par rapport à la concurrence des autres territoires. Ainsi, les communes ou leurs groupements cherchent-ils à mettre en valeur leur spécificité. Ils combinent souvent des projets innovants, en créant des espaces modernes, complexes et significatifs de la volonté de regarder vers l'avenir ; avec des projets de mise en valeur de la culture locale et des symboles du passé, voulant montrer ainsi que les racines du territoire ont su être conservées. En Haute Normandie, le patrimoine industriel est justement un élément sur lequel le marketing urbain peut s'appuyer pour « vendre » les territoires. Par exemple, les anciens docks du Havre ont été réhabilités pour accueillir de nouvelles activités commerciales, dans le quartier seront implantés des logements haut standing, et des équipements d'ampleur nationale (comme le centre de la mer et du développement durable au Havre). Ce projet, qui mêle modernité et patrimoine, est un outil pour essayer de changer l'image du Havre et de rendre la ville attractive. A Duclair, la résorption de la friche permettra à la commune de devenir l'un des pôles touristiques du parc naturel régional de Brotonne.

▪ **La gestion environnementale des villes**

L'élargissement, décidé en 2000, au financement d'actions de dépollution est une évolution qui suit l'émergence du phénomène des « villes en santé », où le développement de la ville est basé sur la qualité environnementale. Ainsi, l'aide à la dépollution des sites permettra d'améliorer la qualité des sols et ainsi de participer au développement durable des agglomérations. Les préoccupations environnementales croissent et tendent aujourd'hui vers le développement d'une gestion environnementale des villes où la présence de sols contaminés sera une préoccupation majeure des autorités publiques.



La politique de résorption des friches répond donc aux enjeux du territoire haut normand. Elle a su s'adapter aux nouvelles problématiques que rencontrent les villes.

3.2.2 Les différents acteurs s'entendent-ils sur les objectifs de la politique et ceux-ci sont-ils cohérents par rapport aux enjeux ?

3.2.2.1 Les objectifs de la politique vus par les acteurs

La politique de résorption des friches en Haute Normandie est inscrite au Contrat de Plan Etat Région. Les partenaires financiers sont donc l'Etat et la Région associés à l'EPBS. Ces trois acteurs fixent le montant de l'enveloppe qui sera allouée aux opérations de résorption des friches. A la lecture du contrat de plan, on observe que la résorption des friches est citée deux fois. La première, dans le cadre de l'axe 2 du contrat de plan qui concerne le développement solidaire et la qualité de vie. L'axe est décliné en objectifs eux-mêmes déclinés en sous objectifs. La fiche n° 40 qui concerne la résorption des friches est classée dans les mesures pour la prévention des pollutions participant à la restauration de la qualité de l'environnement.

La fiche n° 60 mentionne également la résorption des friches comme une mesure de participation au renouvellement urbain s'inscrivant dans l'objectif de structuration du territoire régional développé dans l'axe 3 du contrat de plan.

Cette ambiguïté dans le contrat de plan se retrouve également dans le discours des acteurs de la politique. La résorption des friches répond à plusieurs objectifs : d'une part l'amélioration du cadre de vie (aspect environnemental) et d'autre part au renouvellement urbain (aspect développement urbain). Mais cette ambiguïté montre aussi que la résorption des friches est un outil qui n'a pas qu'un seul type de résultat.

Les acteurs locaux destinataires de cette politique ont également des objectifs propres. La rencontre des agences de développement (Seine Maritime Expansion et ADEAR) a permis de mettre en évidence que la résorption des friches pouvait faire partie d'une politique de marketing urbain et de développement économique des territoires. En supprimant des éléments « négatifs » au regard du dynamisme économique, elle favorise l'amélioration de l'image des territoires et en recyclant du foncier, elle permet l'implantation de nouvelles entreprises.

Les personnes rencontrées dans les communes et les EPCI ont mis en évidence que le motif de l'amélioration du cadre de vie et du paysage urbain était courant. Cependant, dans les grandes agglomérations, le renouvellement urbain est le premier élément déclencheur d'une résorption de friche.

Ainsi, les objectifs de la politique de résorption des friches ne peuvent-ils être que multiples. Cependant, une clarification de leur inscription au contrat de plan serait tout de même utile pour favoriser notamment une meilleure lisibilité par les destinataires de la politique. Tout comme les problématiques foncières « ordinaires », le recyclage de foncier est une problématique transversale aux objectifs de développement et d'aménagement des territoires. Ce point mériterait donc d'être mis en évidence dans le contrat de plan Etat Région, tout comme il l'est, au travers du volet foncier transversal des contrats d'agglomération.



3.2.2.2 La cohérence des objectifs au regard des enjeux du territoire

Les objectifs peuvent être multiples comme nous l'avons vu plus haut. Cependant, il faut s'interroger sur leur cohérence au regard des enjeux territoriaux. Nous avons vu précédemment que la politique répondait aux enjeux de reconquête des friches, de renouvellement urbain, de marketing urbain et même de gestion environnementale urbaine. Cependant, si la résorption des friches est un outil au service de ces enjeux, il reste qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de stratégie d'action sur ces problématiques au niveau régional.

C'est pourquoi il est difficile d'évaluer la cohérence de ces objectifs. En effet, le fait qu'ils soient multiples, qu'ils aient évolué dans le temps en rapport avec le contexte, ne signifie pas qu'ils sont incohérents. Au contraire, la multiplicité des objectifs poursuivis et leur ambiguïté peut permettre d'élargir le champ d'action de la politique et d'obtenir plus de résultats.

Tout comme les moyens d'action ont été diversifiés (réhabilitation, dépollution, pré-aménagement), le champ d'intervention de la politique l'a également été. Il conviendrait aujourd'hui de s'interroger sur les conséquences de ces modifications sur la rencontre des objectifs poursuivis.

Par exemple, la redéfinition du terme « friche » (de friche industrielle à friche urbaine en général) a clairement orienté la politique vers l'objectif de renouvellement urbain. Au contraire, la décision de financer la dépollution réaffirme l'objectif environnemental.

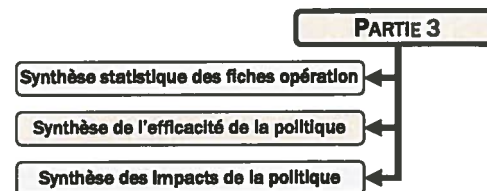
En conclusion, il n'existe pas réellement d'incohérence entre les objectifs poursuivis par la politique et les enjeux du territoire, mais il pourrait être utile de se doter d'un document stratégique global, au niveau régional, permettant d'arbitrer les décisions.

3.2.3 Les modalités de suivi et de gestion de la politique sont-elles adaptées et garantes de son efficacité ?

3.2.3.1 Le comité régional des friches

Les demandes d'intervention émanant des communes ou des EPCI sont présentées lors du comité régional des friches regroupant tous les acteurs de la politique (Etat, Région, EPBS). Ces demandes d'interventions sont ensuite examinées et sélectionnées. La décision se base sur les informations fournies par les communes (nature et situation de la friche, motif de la résorption, nature des travaux et projet de réutilisation si celui-ci est connu) ainsi qu'un estimatif du coût de l'opération réalisé par l'EPBS. Cependant, les participants au comité régional des friches ont soulevé lors des entretiens que ces informations n'étaient souvent pas suffisantes pour juger de la pertinence d'une intervention sur tel ou tel site. Selon eux, la méconnaissance du nombre de friche à l'échelle régionale ainsi que de leur situation, ne permet pas de savoir si l'action aura un impact réel. La gestion de la politique des friches à l'échelle régionale pourrait être optimisée par la réalisation préalable d'un recensement des friches et des enjeux qui y sont liés. Cette demande rejoint l'idée de se doter d'une stratégie d'intervention. En effet, s'il ne s'agit pas de « censurer » les demandes émanant de communes non recensées comme faisant partie des sites pertinents d'intervention, l'établissement d'une carte des opportunités pourrait permettre de suivre au fur et à mesure les résultats obtenus.

Les participants interrogés ont également relevé qu'un délai trop court était accordé à l'étude des dossiers alors que les services de l'Etat pourraient être en mesure d'apporter des



informations supplémentaires au dossier (notamment sur les périmètres de protections liés aux risques) qu'il serait nécessaire de connaître dès la prise de décision lors du comité régional des friches.

La sélection des dossiers se fait aujourd'hui sans critère préétabli. Cependant, il devient de plus en plus important que la commune ait un projet de réutilisation. Mais la nature du projet n'influence pas la décision. Tous les participants interrogés ont relevé l'importance de l'inscription du projet dans une stratégie d'aménagement au niveau communal ou intercommunal.

Ainsi, si aucun critère de sélection n'est clairement établi, les partenaires financiers sont d'accord sur le fait qu'une bonne connaissance des sites choisis lors du comité ainsi que l'intégration de l'opération de résorption dans une stratégie globale d'aménagement sont des facteurs de réussite de la politique.

3.2.3.1 Les interventions de l'EPBS

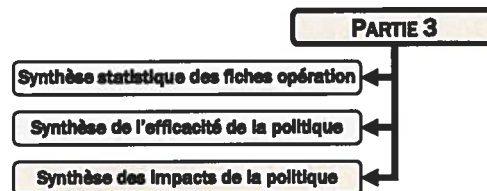
Les modalités d'intervention de l'EPBS ont obtenu des résultats très satisfaisants sur la période étudiée. Plus de 35 hectares ont ainsi été mis à disposition des communes afin qu'elles réalisent leurs projets. Le nombre de friches n'ayant pas retrouvé d'utilisation est peu important, d'autant que plus de la moitié des réserves foncières actuelles devraient être aménagées d'ici à 2006.

Les communes sont satisfaites des interventions de l'EPBS car celles-ci sont rapides (en moyenne 2 ans entre la demande et la résorption) et qu'elles sont possibles même dans de petites communes ne disposant pas de services techniques importants. En effet, l'EPBS met à disposition des projets toutes ses compétences techniques. L'ingénierie foncière est également associée afin de permettre la maîtrise foncière des friches.

De plus, certaines communes ont relevé que l'implication de l'EPBS dans les projets d'aménagement, grâce, notamment, à la participation à des comités de pilotage, permettait l'optimisation des interventions (mise en place d'une maîtrise d'œuvre commune, maîtrise foncière de terrains contigus à la friche, etc.). En effet, l'EPBS intervient souvent dans la maîtrise foncière d'autres terrains concernés par le projet de réutilisation de la friche. Par exemple, la commune de Cléon projette aujourd'hui de lancer, en complément de la construction de la bibliothèque sur le site de l'ancien centre commercial St Roch, une restructuration des cases commerciales qui l'environnent. L'EPBS assure la maîtrise foncière de ces cases, tout comme il avait acquis le local de l'ancien centre commercial démolé. La résorption des friches est ainsi complétée par d'autres interventions de l'EPBS et permet aux communes de réaliser des projets de plus grande ampleur et aboutissant à des résultats souvent meilleurs.

Les Programmes d'Action Foncière que les communes signent avec l'EPBS, leur permettent d'avoir une approche stratégique des opportunités foncières de leur territoire. Les PAF des grandes agglomérations intègrent l'acquisition des friches dans la programmation. Ils permettent à l'EPBS d'avoir une vision anticipée des friches à résorber, en rapport avec les projets de d'aménagement des communes ou des EPCI.

L'EPBS intervient donc dans la résorption des friches, en accord avec les principes de la politique partenariale avec l'Etat et la Région, mais il est également partenaire des communes dans la réalisation de leurs projets d'aménagement. C'est pourquoi on peut dire que les interventions de l'EPBS sont garantes de l'efficacité de la politique de résorption des friches en Haute Normandie.



3.3 Synthèse des impacts de la politique de résorption des friches

Ainsi qu'il a été exposé dans la partie 2, cette évaluation des impacts n'étant pas réalisable à cause du faible recul que nous possédons, cette partie va consister en l'exposition d'une méthode d'analyse des impacts. Comme nous l'avons vu plus haut, des critères ont été établis à partir de chaque question évaluative. Le travail de l'équipe d'évaluation est donc d'établir des indicateurs permettant de mesurer ces critères. Nous avons donc proposé un certain nombre d'indicateurs. Cependant ceux-ci n'ont été réalisés qu'à titre indicatif et devront certainement faire l'objet d'une nouvelle définition lors de la prochaine évaluation. L'évaluation des impacts pourra être réalisée en trois étapes : la construction d'une grille des critères, l'évaluation des résultats de chaque action et enfin la pondération des critères selon les acteurs, permettant d'élaborer différents scénarios de jugement

3.3.1. Réalisation de la grille d'analyse multicritère

Un tableau général (cf. Tableau n° 14) regroupant les critères d'évaluation ainsi que les indicateurs choisis va permettre d'élaborer un jugement des impacts de la politique de résorption des friches. Cependant, les aménagements réalisés étant très peu nombreux à l'heure actuelle, et la définition des critères n'ayant pas fait l'objet d'une discussion entre les différents partenaires, nous nous contenterons de donner une esquisse de son contenu. En face de chaque indicateur, et pour chaque opération devra être indiqué de manière quantitative ou qualitative le résultat au critère.

Critères	Indicateur	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Réduction/Arrêt de l'étalement urbain	- Evolution du rythme annuel de consommation des terrains agricoles										
	- Nombre de m ² de foncier urbain recyclé consommé en une année relativement à la surface produite										
	- Pourcentage de la surface de la friche réaménagé au bout d'un an										
Augmentation de la mixité urbaine	- Projet intégrant une mixité des usages										
	- Projet intégrant une nouvelle fonction dans un environnement monofonctionnel										
Amélioration de l'environnement urbain	- Nombre de m ² d'espaces verts réalisé dans le cadre du projet										
	- Projet réutilisant des bâtiments existants en bon état										

Tableau 14 : Tableau indicatif de synthèse des impacts des aménagements réalisés par les communes au vu des critères d'évaluation

3.3.2. Evaluation des résultats des actions par rapport aux critères

Chaque opération terminée sera donc classée en fonction des impacts qu'elle aura produits. Ces impacts seront ensuite évalués en fonction des indicateurs choisis par l'instance d'évaluation. On aboutira pour chaque opération à un tableau des impacts permettant de faire une analyse du projet.

Il n'est possible de traiter qu'un seul exemple d'opération terminée à l'heure actuelle. Il s'agit de l'opération de résorption ayant eu lieu dans la commune de Petit Couronne. Les résultats de cette opération sont traduits dans le tableau suivant :

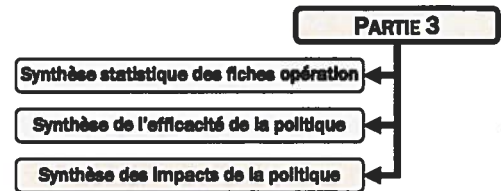
Critères	Indicateurs	Résultats
Réduction/Arrêt de l'étalement urbain	- Evolution du rythme annuel de consommation des terrains agricoles	Constat d'une baisse
	- Nombre de m ² de foncier urbain recyclé consommé en une année relativement à la surface produite	100%
	- Pourcentage de la surface de la friche réaménagé au bout d'un an	100%
Augmentation de la mixité urbaine	- Projet intégrant une mixité des usages	habitat
	- Projet intégrant une nouvelle fonction dans un environnement monofonctionnel	Non, mais environnement multifonctionnel
Amélioration de l'environnement urbain	- Nombre de m ² d'espaces verts réalisé dans le cadre du projet	10% de la surface totale
	- Projet réutilisant des bâtiments existants en bon état	Sans objet

Tableau 15 : Exemple d'évaluation des impacts pour l'opération de Petit Couronne

L'analyse des résultats de ce projet serait donc différente selon les critères. En effet, cette opération participe à la réduction de l'étalement urbain en permettant la réalisation rapide de logements en plein cœur du centre-ville.

La mixité urbaine n'est pas augmentée par cette opération, cependant, celle-ci s'inscrit dans un quartier mixte à l'origine (habitat, commerces, équipements). Du point de vue de la mixité sociale cependant, cette opération apporte un progrès : centrée vers des publics divers, les logements accueillent actuellement des familles jeunes et des personnes âgées qui cohabitent sur le site. Cette opération a permis à des personnes âgées isolées de trouver un logement adapté (maison de ville de plein pied) en plein centre-ville. Enfin, l'amélioration de l'environnement urbain est le critère pour lequel cette opération a les résultats les moins forts. Même si de petits jardinets ont été créés à l'entrée des maisons de ville, le site reste globalement très minéral, notamment aux abords de l'opération de logements collectifs où aucun espace vert n'a été ménagé.

Cette analyse des impacts de l'opération de Petit Couronne est un exemple d'évaluation au regard des critères et indicateurs retenus. A partir du jugement porté sur chaque opération, une comparaison des résultats devra être réalisée afin d'aboutir à un jugement global des impacts de la politique.



3.3.3 Scénarios de jugement : la pondération des critères selon les acteurs de la politique

C'est au moment de la réalisation du jugement final que pourra intervenir une pondération des critères selon le système de référence de chaque acteur. En effet, selon l'importance accordée à l'un ou l'autre des critères choisis, le résultat de l'évaluation des impacts de la politique sera différent. Dans le cadre de cette politique partenariale, la pondération des critères paraît être un élément intéressant, notamment s'il s'agit de reconduire ou d'amplifier le financement de cette politique dans le cadre du prochain contrat de plan.

Selon les priorités de chaque acteur, une « notation » des résultats pourra être réalisée, permettant de mettre en évidence le type d'opération qui peut être à privilégier en fonction des objectifs recherchés.

A l'heure actuelle, nous avons pu constater que les différences de pondération qui ont pu être constatées lors des entretiens, sont assez minimes. Mais il conviendrait de réitérer cette expérience afin d'affiner les résultats de l'évaluation. De plus, il sera intéressant d'évaluer les résultats des opérations « atypiques » que sont les interventions dans la dépollution et dans le pré-aménagement, pour voir quelles peuvent être les différences de résultat avec les opérations réalisées actuellement.

L'analyse multicritère est aujourd'hui un outil très employé dans le cadre de l'évaluation de politiques partenariales. Cependant, beaucoup d'autres techniques d'évaluation existent à l'heure actuelle. Cette proposition a donc été réalisée à titre indicatif et méritera d'être comparée à d'autres outils d'évaluation.

CONCLUSION

Au regard de l'ensemble de ce rapport, il apparaît important de souligner différents points.

La résorption des friches est une problématique régionale qui concerne l'ensemble des territoires ayant été touchés par les mutations industrielles des décennies précédentes. La politique menée par l'Etat, la Région et l'EPBS permet aux collectivités et à leurs groupements de mettre en œuvre leurs projets de territoire en transformant ces espaces abandonnés et véhiculant une image négative, en opportunités de développement.

Pour mener à bien les objectifs qu'ils se sont fixés, les partenaires ont su mettre en place différents moyens d'intervention incitatifs et suffisamment diversifiés pour pouvoir répondre aux demandes des destinataires. Le succès actuel de la politique, qui se manifeste par une hausse des demandes d'intervention, a été pris en compte par les partenaires qui ont aujourd'hui doublé l'enveloppe allouée. Cet engouement pour la résorption des friches est du, bien sûr, au nombre important de friches présentes sur le territoire normand, mais également à une prise de conscience progressive de la nécessité de se doter de stratégies foncières appuyées sur la reconquête des espaces délaissés.

En effet, l'évolution récente du débat sur la ville, mettant en avant la nécessité de limiter l'extension horizontale des agglomérations, ainsi que l'arrivée pour certaines communes à un stade de pénurie des sols, a positionné les réflexions foncières au premier plan des problématiques de l'aménagement des territoires. Le principe du renouvellement urbain et, plus globalement, celui de ville durable, ont pointé du doigt les opérations de recyclage du foncier comme outil d'intervention adapté à ces nouvelles problématiques. Ainsi, les anciennes friches représentent elles des opportunités importantes voire primordiales pour la réalisation des projets urbains.

Il n'est donc pas surprenant que les partenaires de la politique de résorption des friches aient renouvelé récemment leurs intentions de s'inscrire dans une politique de développement durable des territoires. Cette évaluation a permis de mettre en évidence qu'une partie de leurs objectifs étaient atteints. Cependant, il reste à évaluer les impacts des réalisations des communes, à l'issue du contrat de plan pour vérifier que les intentions des communes, de réaliser des projets favorisant la mixité sociale et fonctionnelle ou encore, la qualité de l'environnement, auront eu les impacts escomptés.

L'intervention de l'EPBS dans cette politique est un réel atout pour mener à bien des objectifs aussi ambitieux. En effet, le savoir-faire et la connaissance des problématiques foncières qu'il possède lui permet d'être un partenaire de choix pour la mise en œuvre de projets urbains de qualité. Les outils de stratégie foncière qu'il met en place avec les communes lui permettent également d'avoir une vision prospective des demandes en matière de résorption. Ses interventions apportent donc une réelle plus-value à la politique.

Cette politique régionale de résorption des friches, ambitieuse et flexible, a donc su s'adapter aux enjeux actuels du territoire normand. Elle est aujourd'hui une politique exemplaire au regard des objectifs de développement durable des territoires haut normands.

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Table des tableaux

▪ <i>Tableau 1 : Répartition des participation aux fonds friche votées initialement pour 2000-2006</i>	18
▪ <i>Tableau 2 : Identification des objectifs que l'on peut relier aux moyens d'intervention de la politique</i>	23
▪ <i>Tableau 3 : Identification des objectifs de résultat de la politique</i>	24
▪ <i>Tableau 4 : Critères et indicateurs correspondant à la question relative à la pertinence de la politique</i>	33
▪ <i>Tableau 5 : Critères et indicateurs relatifs à la question relative à l'efficacité de la politique</i>	33
▪ <i>Tableau 6 : Critères et indicateurs correspondant à la question relative à l'efficience de la politique</i>	34
▪ <i>Tableau 7 : Critères et indicateurs correspondants à la question relative à l'utilité de la politique</i>	34
▪ <i>Tableau 8 : Comparaison de la taille des friches sur la période 1994/1999 et 2000/2006</i>	43
▪ <i>Tableau 9 : Typologie des friches selon leur situation dans la ville</i>	45
▪ <i>Tableau 10 : Comparaison des investissements et des surfaces retraitées sur les deux derniers CPER</i>	48
▪ <i>Tableau 11 : Données générales sur les opérations évaluées</i>	52
▪ <i>Tableau 12 : Comparaison de l'état d'avancement des projets des communes dans les bilans des deux derniers contrats de plan</i>	54
▪ <i>Tableau 13 : Données générales sur les projets d'aménagement réalisés sur les anciennes friches</i>	56
▪ <i>Tableau 14 : Tableau indicatif de synthèse des impacts des aménagements réalisés par les communes au vu des critères d'évaluation</i>	64
▪ <i>Tableau 15 : Exemple d'évaluation des impacts pour l'opération de Petit Couronne</i>	65

Table des graphiques

▪ <i>Graphique 1 : Surfaces traitées et totales recyclées par friche</i>	42
▪ <i>Graphique 2 : Pourcentage de friches répondant à chaque élément déclencheur</i>	46
▪ <i>Graphique 3 : Durée de chaque opération de résorption de friche</i>	51

Table des figures

▪ <i>Figure 1 : le contrat d'agglomération de Rouen</i>	10
▪ <i>Figure 2 : le contrat de l'agglomération havraise</i>	11
▪ <i>Figure 3, 4, 5 et 6 : fiche opération</i>	34

Table des photos

- *Photo 1 : Exemple de l'ancienne emprise militaire des Subsistances Militaires à Grand Quevilly dans l'agglomération de Rouen*..... 9
- *Photo 2 : l'entrée de ville*..... 43
- *Photo 3 : A Saint Aubin des Elbeuf, la résorption de la friche en entrée de ville a donné lieu à la réalisation d'un projet mixte d'habitat, de commerces, de services et d'équipements publics sur un site de presque 2 hectares* 43
- *Photo 4 : La friche de Petit Couronne se trouvait en plein cœur de la commune, dans la continuité du front commercial de la rue principale*..... 45

Table des schémas

- *Schéma 1 : représentation des critères d'une évaluation* 25
- *Schéma 2 : les résultats attendus de l'évaluation*..... 27
- *Schéma 3 : Arbre logique de la politique de résorption des friches*..... 28

Table des cartes

- *Carte 1 : l'emploi salarié du secteur de l'industrie par zone d'emploi en 2000* 7
- *Carte 2 : les zones éligibles à l'objectif 2 en Haute Normandie*..... 14
- *Carte 3 : Surfaces totales recyclée par commune pour la période 2000-2006*..... 18
- *Carte 4 : Localisation des opérations à évaluer* 30
- *Carte 5 : Superficie totale mise à disposition des communes depuis 2000*..... 44
- *Carte 6 : Nombre d'intervention du fonds friche par commune depuis 1989*..... 48

ANNEXES

Liste des Annexes :

Annexe n°1 : fiche d'identité de la région Haute Normandie

Annexe n° 2 : Mesure 10 de l'axe 3 du DOCUP 2000/2006 de Haute Normandie

Annexe n°3 : Bilan de la politique de requalification des friches industrielle confiée à l'EPF du Nord Pas de Calais dans le cadre des Xème et XIème Plans (1991-1997)

Annexe n°4 : Extrait du contrat de plan 1989/1993 relatif à la résorption des friches

Annexe n°5 : Extrait du contrat de plan 1994/1999 relatif à la résorption des friches

Annexe n°6 : Mesures n° 40 et n°60 du Contrat de plan Etat Région 2000/2006

Annexe n°7 : Chronologie des conventions d'association et engagements financiers pour 2000/2006

Annexe n° 8 : Liste des opérations et études programmées sur la période 2000 / 2006 et état d'avancement.

Annexe n°9 : Convention d'association de l'EPBS au Contrat de Plan Etat Région 2000-2006

Annexe n°10 : Fiche de présentation des Programmes d'Action Foncière et de Convention d'Action Foncière

Annexe n° 11 : Méthode d'évaluation de l'acceptabilité environnementale des mesures du DOCUP 2000/2006 de Haute Normandie. Exemple de fiche pour la mesure 10

Annexe n° 12 : La charte de l'évaluation de l'EPBS

Annexe n° 13 : Liste des acteurs rencontrés dans le cadre de l'évaluation

Annexe n°14 : Aperçu des pondérations apportées par les acteurs de la politique aux critères d'évaluation proposés

Annexe 1 : Fiche d'identité de la Haute Normandie



La friche Cédéo dans le secteur Aubette Martainville à Rouen

FICHE D'IDENTITE DE LA REGION HAUTE-NORMANDIE



Performances

- 155.122 emplois industriels (sur un total de 651.980 emplois régionaux)
- 3,7 % de l'effectif industriel national
- 4,8 % de l'investissement national
- 5,8% des exportations françaises
- La création nette d'emplois dans la région n'a jamais été aussi forte en 10 ans
- 60 % des lubrifiants français
- 50 % des plastiques
- 34 % des pétroles bruts du pays raffinés dans la région
- 30 % des voitures (avec les autres sites de la vallée de la Seine)
- 20 % de la pâte à papier
- 11,5 % de la production nationale d'électricité et 13 % de l'électricité nucléaire.

Chiffres et pourcentages clés

Superficie	12.317 Km ² (2% de la France)
Densité (1999)	145 hab./Km ²
Population totale (1999)	1.780.439 millions (2,96 % de la France)
Population active (2000)	651 980 (2,46 % de la France)
Taux de chômage (septembre 2002)	9,0 %
Produit intérieur brut (2000)	40,91 Md. € (5,1 % de la France)
Exportations (2001)	18,65 Md. € (5,8 % de la France)
Importations (2001)	18,52 Md. € (5,6 % de la France)
Nombre de PME (2001)	60 470
Nombre de PME exportatrices (2001)	1 976

1. PRESENTATION GENERALE

La Haute-Normandie, surnommée la porte océane de la capitale, est considérée à juste titre comme l'annexe industrialo-portuaire de Paris. Sa position géographique, sa démographie et ses performances économiques en ont fait la 4^{ème} puissance industrielle française. Avec 3 % de la population française, elle génère 4,5 % de la valeur ajoutée industrielle et 7 % des investissements de l'industrie nationale.

Le département de la Seine-Maritime affiche le deuxième PIB de France : forte industrialisation, productions à haut rendement de la vallée de la Seine, ports très actifs et industries dérivant de leurs fonctions : le secteur Rouen-Le Havre se place en tête pour ce qui est du raffinage du pétrole et de la pétrochimie (Port-Jérôme). Les zones proches de la région parisienne ont bénéficié de la décentralisation dans les domaines de l'automobile, de l'électricité, de l'énergie nucléaire (Paluel, Penly). Le Havre est le premier port français pour les conteneurs.

L'industrie en milieu rural conserve des traces tangibles dans la vallée de la Bresle (verrerie), dans l'arrière-pays de Dieppe, en pays d'Ouche. La production de pâte à papier se maintient mais la petite industrie textile traditionnelle est en déclin.

Grâce à ses sols de grande qualité, la région, dans son ensemble, conserve l'aspect d'un grand terroir agricole et Rouen conserve son rang de premier port céréalier d'Europe.

La vocation touristique de la région s'affirme autour des villes d'art (Rouen, Fécamp, Dieppe, Evreux) et d'un riche patrimoine monumental local (route des Abbayes) ou naturel (forêt de Brotonne). Considérée comme région pilote en matière d'aménagement urbain (ville nouvelle de Val-de-Reuil), la Haute-Normandie développe ses liens avec les régions voisines grâce au Pont de Normandie (1993), au réseau autoroutier et à la ligne nouvelle du TGV.

2. LES POINTS FORTS

▪ La chimie-pétrochimie

Elle assure près de 30 % du produit régional brut et emploie 23.000 personnes, fait de la Haute-Normandie une des principales régions de raffinage et de valorisation de produits pétroliers, et **15 des 20 premiers groupes mondiaux chimiques y sont implantés.**

Les quatre raffineries existantes, Esso (à Port-Jérôme), Shell (à Petit-Couronne), Total (à Gonfreville-l'Orcher) et Mobil Oil (à Notre Dame de Gravenchon), se sont installées en basse vallée de la Seine au début des années 30 et représentent aujourd'hui **le tiers des capacités de raffinage en France**. L'existence de cet appareil industriel majeur a permis ensuite l'implantation de complexes pétrochimiques de taille internationale, avec notamment les deux vapocraqueurs d'AtoFina, à Gonfreville l'Orcher, et d'Exxon Chemical, à Notre-Dame de Gravenchon, ainsi que de nombreuses usines chimiques spécialisées (Aventis, Rhône Poulenc).

- **L'industrie automobile**

L'automobile est le 1^{er} employeur industriel régional avec 28.000 salariés répartis dans plus d'une centaine d'entreprises et possède un pôle d'innovation exceptionnel avec la Technopole du Madrillet qui dispose d'importants moyens de recherche, de simulation et de modélisation articulés autour de l'institut de mécanique de l'INSA et de l'Université.

L'automobile est le 1^{er} secteur d'investissement avec 10 milliards de francs investis en Haute-Normandie. L'automobile est devenue le secteur le plus dynamique de la région grâce aux nombreuses usines Renault (usine de Sandouville) et à la multitude d'équipementiers et de centres R & D qui se sont installés dans la région.

- **L'électricité**

Les deux centrales nucléaires (à Paluel et Penly) de Haute- Normandie et sa centrale thermique du Havre produisent 11,5 % de l'électricité française et 13,3 % de l'électricité nucléaire.

- **La Biologie-santé**

La filière biologie santé s'est construite autour d'un réseau d'industriels de dimension internationale : 5 des 10 premiers groupes internationaux y sont présents et rassemblent une gamme de compétences et d'outils exceptionnelle, notamment le campus Pharma-Parc et le parc BioSciences de Normandie.

La filière chimie fine et applications emploie près de 10.000 salariés auxquels il faut ajouter les 9.000 salariés d'un secteur emballage-beauté-santé en pleine expansion. Un réseau de grands laboratoires internationaux s'est constitué, principalement dans la vallée de la Seine et autour d'Evreux.

La Haute-Normandie est ainsi devenue la 2^{ème} région française en chimie médicinale (1.700 salariés), la 3^{ème} région pour les produits cosmétiques (3.500 salariés) et pour l'emballage beauté-santé (9.000 salariés).

Cette filière très dynamique bénéficie de toute une chaîne de compétences en R & D. Le centre européen de bioprospective (CEB) joue, lui, le rôle d'animateur de la technopole.

- **L'agro-industrie**

La tradition industrielle de la Seine-Maritime et les racines agricoles de l'Eure sont à l'origine d'un savoir-faire double : l'industrie agro-alimentaire (IAA), qui emploie 14.000 salariés dans près de 200 établissements, et « la chimie verte » qui s'est développée à partir du puissant appareil industriel de la basse vallée de la Seine (23 000 personnes), toutes deux témoignant d'un grand dynamisme tant en France qu'à l'étranger. Sur le plan agricole, la région produit la moitié du lin textile français.

▪ Les industries aéronautiques et spatiales

Avec un panel représentatif des activités du secteur, les industriels de la filière se sont fédérés autour des deux filiales haut-normandes du grand motoriste européen SNECMA : Hispano Suiza Aerostructures (à Gonfreville l'Orcher), fabricant d'inverseurs de poussées et de nacelles et SNECMA moteurs (à Vernon), motoriste d'Ariane.

Au total le noyau dur de la filière est constitué de 9 entreprises qui représentent plus de 8.000 emplois et réalisent 1,22 Md€ de chiffre d'affaires.

▪ La formation

Une puissance industrielle comme celle de la Haute-Normandie doit posséder un dispositif de formation complet et soutenir la recherche et l'innovation. A cet égard, la région est très bien pourvue. Le rapprochement entre recherche, enseignement supérieur et acteurs économiques s'effectue notamment au sein des 4 technopôles définis dans le cadre de la stratégie d'aménagement du territoire. La région propose des formations allant du CAP au post-doctorat. Elle accueille 45.000 étudiants, dont une majorité dans les trois centres universitaires de Rouen (28.000), Le Havre (7.000) et Evreux (1.000) et plusieurs milliers d'autres dans les filières de formation supérieure correspondant aux pôles d'excellence en place : 3 IUT, 5 écoles d'ingénieurs, 2 grandes écoles de commerce et de nombreux cursus de formation professionnelle continue, ainsi que 125 lycées.

3. LES EVOLUTIONS EN COURS

La région s'est fixée plusieurs objectifs de développement et en particulier le renforcement des 4 pôles de compétences de la région :

- chimie et biologie orientée santé
- énergétique et mécanique,
- sécurité et environnement,
- transport et logistique

Ce dernier thème a été retenu comme objectif régional prioritaire.

Le projet de modernisation du Port du Havre (**Port 2000**) est le principal enjeu de croissance pour la Haute-Normandie. Déjà au **5^{ème} rang des ports européens et au premier rang des ports français** (pour le trafic des conteneurs et le commerce extérieur) le port du Havre s'est fixé pour objectif le seuil des 2 millions de conteneurs.

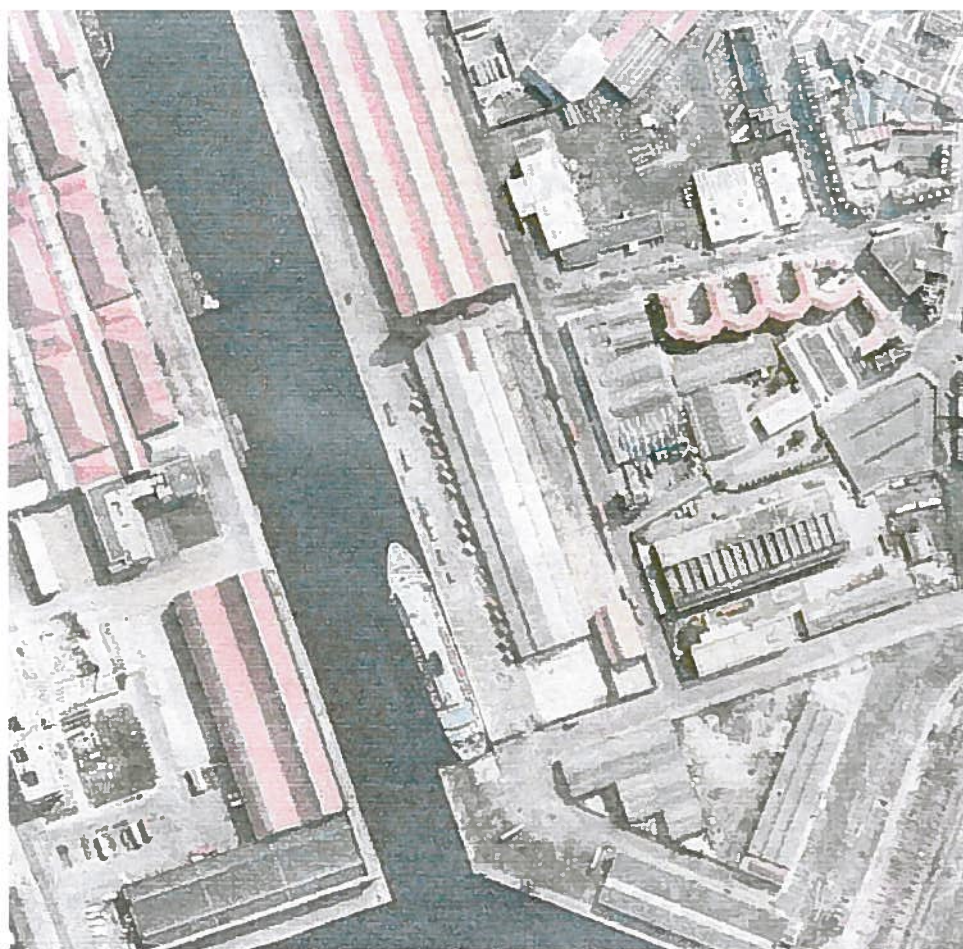
Ce développement des infrastructures portuaires doit être accompagné par une modernisation symétrique des infrastructures routières et ferroviaires : le projet de TGV Normandie-Vallée de Seine apparaît comme un futur atout de la région propice à un essor des activités de services.

La mobilisation des compétences régionales (publiques et privées) autour du CRITT logistique et la recherche de synergies entre les acteurs de la filière ont donné naissance au Centre régional d'échange de données informatiques pour le transport, le CREDIT. La région est en train d'enrichir son réseau de parcs dédiés logistique qui compte déjà quelques fleurons comme Rouen Multi-marchandises ou Rouen-Vallée de Seine.

De nouvelles zones logistiques voient le jour, notamment à Evreux et autour de l'estuaire de la Seine.

Enfin, la filière peut compter sur ses 3 plates-formes aéroportuaires (Le Havre, Rouen et même Evreux, dont la Base aérienne 105 s'ouvre ponctuellement au trafic civil) et s'appuyer sur les deux hubs aériens internationaux que sont Orly et Roissy-CDG.

Annexe 2 : Mesure 10 de l'axe 3 du DOCUP 2000-2006 de Haute Normandie



Vue aérienne des hangars 38 et 39 dans le secteur des docks Vauban au Havre

Axe 2 Renforcer l'économie portuaire et logistique

Mesure 7 : Soutenir le projet de Port rapide pour la réception des grands navires porte-conteneurs au Havre (Port 2000) : FEDER

Mesure 8 : Moderniser et valoriser l'économie portuaire : FEDER

Mesure 9 : Qualifier et accompagner l'évolution des professions : FSE

Axe 3 Mettre en œuvre un développement urbain durable

Mesure 10 : Promouvoir la réhabilitation et le renouvellement urbain : FEDER

Mesure 11 : Favoriser l'insertion économique et sociale des habitants : FEDER

Mesure 12 : Promouvoir une gestion urbaine et périurbaine innovante : FEDER

Mesure 13 : Favoriser les solidarités et développer les démarches de qualité de la vie : FSE

Mesure 14 : Favoriser la qualification des acteurs du lien social et l'insertion professionnelle des publics en difficulté : FSE

Axe 4 Favoriser l'amélioration et la protection de l'environnement

Mesure 15 : Préserver la qualité des ressources et des espaces naturels : FEDER

Mesure 16 : Maîtriser les risques et réduire les pollutions : FEDER

Certes, il existe d'autres thèmes très importants, en particulier celui de la mixité de l'habitat à l'échelle du quartier et de l'agglomération, mais ils relèvent de mécanismes financiers autres que les fonds structurels européens.

- 2) réintégrer dans le tissu urbain les espaces dégradés : selon les cas, les actions à mener peuvent aller d'une simple requalification paysagère à une recomposition urbaine totale portant à la fois sur le cadre physique et sur l'implantation de fonctions urbaines entièrement nouvelles ;
- 3) promouvoir l'innovation dans la gestion des différentes fonctions urbaines et périurbaines. La stratégie retenue consiste notamment à soutenir les actions suivantes :
 - les démarches globales de diagnostic de telle ou telle fonction urbaine et d'établissement d'une stratégie d'amélioration, les études de faisabilité et de conception générale de solutions innovantes,
 - la réalisation d'opérations innovantes, y compris les études préopérationnelles, et leur évaluation,
 - la direction de projet à mettre en place pour mener ces démarches
 - les investissements permettant d'améliorer le niveau de service ou l'insertion dans l'environnement urbain d'un équipement existant ou à réaliser : ceci peut, par exemple concerner l'insertion environnementale ou l'articulation entre des opérations ou des installations préexistantes relevant de différents maîtres d'ouvrage.

*
* *

Les mesures mises en œuvre par le DOCUP 2000-2006 seront donc les suivantes :

Mesure n° 10 : Promouvoir la réhabilitation et le renouvellement urbain (FEDER)

Cette mesure regroupe les actions à mener sur le cadre physique au titre des deux premiers objectifs du présent axe. Il s'agira de :

- restructurer et/ou désenclaver des quartiers existants
- traiter les interfaces entre les villes d'une part, les ports et le fleuve d'autre part,
- réhabiliter les friches urbaines de toutes natures,
- réaménager les entrées de ville et plus généralement les artères structurantes des agglomérations.

Mesure n° 11 : Favoriser l'insertion économique et sociale des habitants (FEDER)

Il s'agit de soutenir les initiatives prises par les collectivités publiques, les associations ou tout autre organisme agissant sur l'insertion économique et sur l'ensemble du champ de l'insertion sociale des populations défavorisées comme par exemple :

- le développement de services de proximité y compris les plates-formes de services (notamment garde d'enfants, soutien périscolaire, médiation sociale etc...)
- la création et l'animation de plates-formes d'insertion
- la mise à disposition et la maîtrise des outils de diffusion des connaissances (TIC).
- le développement de l'offre et des pratiques culturelles et artistiques.

Les crédits FEDER affectés à cette mesure aideront les dépenses d'animation, d'ingénierie, d'études, d'investissements matériels, etc..., engagées par les organismes cités ci-dessus.

L'intervention du FSE sur ce thème est prise en compte dans les mesures 13 et 14 relevant du présent axe.

Mesure n° 12 : Promouvoir une gestion urbaine et périurbaine innovante (FEDER)

Dans le respect de la stratégie exposée plus haut, cette mesure portera notamment sur les sujets suivants :

- promouvoir l'utilisation de modes de déplacements urbains et périurbains diversifiés et innovants,
- favoriser la prise en compte des enjeux environnementaux et la diffusion des pratiques de management environnemental dans la gestion urbaine à travers notamment : l'élaboration de chartes urbaines, la gestion des déchets, la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie, la lutte contre le bruit, l'accueil du public dans les milieux naturels périurbains, etc.
- aider les démarches d'élaboration de projets portant sur des territoires de diverses échelles (quartier, agglomération, pays...) en associant les habitants...

Mesure n° 13 : Favoriser les solidarités et démarches de qualité de vie

Dans ce cadre, trois actions sont prévues pour à la fois renforcer la professionnalisation des acteurs et l'accompagnement social et professionnel des plus démunis.

Mesure n° 14 : Favoriser la qualification des acteurs du lien social et l'insertion professionnelle des publics en difficulté

Cette mesure visera, à travers le FSE, à :

- renforcer et accompagner la qualification des salariés et des bénévoles chargés de renforcer le lien social,
- aider la formation des populations défavorisées inscrites dans un parcours d'insertion économique et sociale (le FSE viendra ainsi compléter les actions menées sur ce thème dans la mesure 11 du présent axe).

*
* *

Là où il existe des dynamiques territoriales, les fonds structurels viendront prioritairement en appui des contrats de pays, contrats d'agglomération, et des dispositifs contractuels relevant de la politique de la ville (principalement les contrats de ville mais aussi pour les agglomérations et les principales villes moyennes non concernées par de tels contrats, des dispositifs secondaires plus légers comme les contrats locaux de sécurité et les contrats éducatifs locaux). Dans la phase préalable à leur signature, les fonds structurels pourront financer des études (de diagnostic ou préopérationnelles) et des réalisations de projets qui viendront en préfiguration de ces contrats.

Tableau financier pour le DOCUP Objectif 2 (2000-2006) par axes et par fonds (en euros)

AXES ET FONDS	COUT TOTAL	TOTAL	TOTAL DEPENSES PUBLIQUES							PRIVE
			DEPENSES EUROPEENNES				DEPENSES PUBLIQUES NATIONALES			
			TOTAL CE	FEDER	FSE	FEOGA-G	TOTAL DPN	ETAT	AUTRES PUBLICS	
Axe I : Diversifier l'activité économique et développer les qualifications pour le futur										
FEDER	356 258 447	191 733 052	82 042 291	82 042 291	0	0	109 690 761	35 231 961	74 458 800	184 525 395
FSE	69 494 120	87 409 296	34 747 060	0	34 747 060	0	32 662 236	8 165 559	24 496 677	2 084 824
FEOGA-G	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Axe I	425 752 567	279 142 348	116 789 351	82 042 291	34 747 060	0	142 352 997	43 397 520	98 955 477	186 610 219
Axe II : Renforcer l'économie portuaise et la pêche										
FEDER	302 989 978	302 989 978	75 742 494	75 742 494	0	0	227 227 482	28 965 314	198 262 168	0
FSE	14 830 341	14 337 734	7 315 170	0	7 315 170	0	7 022 564	1 755 641	5 266 923	0
FEOGA-G	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Axe II	317 820 319	317 327 712	83 057 664	75 742 494	7 315 170	0	234 250 046	30 720 955	203 529 091	282 807
Axe III : Mettre en œuvre un développement urbain durable										
FEDER	122 139 119	121 788 498	56 715 711	56 715 711	0	0	65 072 787	14 904 359	50 168 428	350 62
FSE	15 849 535	15 532 545	7 924 768	0	7 924 768	0	7 607 777	2 765 134	4 842 643	0
FEOGA-G	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Axe III	137 988 654	137 321 043	64 640 479	56 715 711	7 924 768	0	72 680 564	17 669 493	55 011 071	350 62
Axe IV : Favoriser l'amélioration et la protection de l'environnement										
FEDER	68 172 482	59 752 760	31 417 967	31 417 967	0	0	28 334 793	8 559 463	19 775 330	22
FSE	7 619 969	7 467 570	3 809 985	0	3 809 985	0	3 657 585	1 142 995	2 514 590	0
FEOGA-G	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Axe IV	75 792 451	67 220 330	35 227 952	31 417 967	3 809 985	0	31 992 378	9 702 458	22 289 920	22
Axe V : Appuyer la mise en œuvre de programmes										
FEDER	13 668 345	13 668 345	6 934 173	6 934 173	0	0	6 934 172	2 773 669	4 160 503	0
FSE	1 371 594	1 371 594	685 797	0	685 797	0	685 797	0	685 797	0
FEOGA-G	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Axe V	15 039 939	15 039 939	7 619 970	6 934 173	685 797	0	7 619 969	2 773 669	4 846 300	0
Axe VI : Plan de développement rural										
FEDER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FEOGA-G	16 397 705	8 544 702	5 531 000	0	0	5 531 000	3 013 702	0	3 013 702	7 853 003
Total Axe VI	16 397 705	8 544 702	5 531 000	0	0	5 531 000	3 013 702	0	3 013 702	7 853 003
Total FEDER	863 408 369	690 112 631	252 852 636	252 852 636	0	0	437 259 995	90 434 766	348 825 229	173 295 736
Total FSE	108 965 559	106 118 739	54 482 780	0	54 482 780	0	51 635 959	13 829 329	37 806 630	2 846 820
Total fonds structurels	972 373 928	796 231 370	307 335 416	252 852 636	54 482 780	0	488 895 954	104 264 095	386 631 859	176 142 556
Total FEOGA-G	16 397 705	8 544 702	5 531 000	0	0	5 531 000	3 013 702	0	3 013 702	7 853 003
TOTAL GENERAL	988 771 633	804 773 072	312 865 416	252 852 636	54 482 780	5 531 000	487 909 656	104 264 095	387 645 561	183 995 561

Les montants sont exprimés en coût total

HAUTE NORMANDIE - DOCUP OBJECTIF 2 2000-2006

INDICATIFS AFFECTES AUX ZONES OBJECTIF 2 ET TRANSITOIRES

AXE 3 en Euros

	Total Dépenses Publiques	Union Européenne	Dépenses Publiques Nationales			Dépenses Privées
	Montant	Montant	Total Montant	Fut Montant	Aides Publiques Montant	Montant
35,00	19 091 084,00	8 885 023,00	10 206 081,00	2 344 433,00	7 861 628,00	53 951,00
08,00	2 279 390,00	1 162 953,00	1 116 437,00	405 782,00	710 655,00	46 518,00
43,00	21 370 474,00	10 047 876,00	11 322 498,00	2 750 215,00	8 572 283,00	100 469,00
51,00	18 856 986,00	8 777 028,00	10 079 958,00	2 314 285,00	7 765 673,00	53 465,00
90,00	2 278 392,00	1 162 445,00	1 115 947,00	405 604,00	710 343,00	46 498,00
41,00	21 135 378,00	9 939 473,00	11 195 905,00	2 719 889,00	8 476 016,00	99 963,00
98,00	18 518 047,00	8 621 705,00	9 896 342,00	2 269 110,00	7 627 232,00	52 951,00
253,00	2 306 188,00	1 178 627,00	1 129 561,00	410 552,00	719 009,00	47 065,00
251,00	20 824 235,00	9 798 332,00	11 025 903,00	2 679 682,00	8 346 241,00	100 016,00
298,00	18 212 903,00	8 481 360,00	9 731 543,00	2 229 187,00	7 502 356,00	52 395,00
164,00	2 316 881,00	1 182 082,00	1 134 799,00	412 456,00	722 343,00	47 283,00
482,00	20 529 784,00	9 663 442,00	10 866 342,00	2 641 643,00	8 224 699,00	99 678,00
945,00	16 092 542,00	7 494 541,00	8 598 001,00	1 968 800,00	6 629 201,00	46 403,00
858,00	2 063 741,00	1 052 929,00	1 010 812,00	367 391,00	643 421,00	42 117,00
803,00	18 156 283,00	8 547 470,00	9 608 813,00	2 336 191,00	7 272 622,00	88 520,00
888,00	15 693 322,00	7 310 327,00	8 382 995,00	1 917 450,00	6 465 545,00	45 566,00
815,00	2 060 759,00	1 051 408,00	1 009 351,00	366 860,00	642 491,00	42 056,00
703,00	17 754 081,00	8 361 735,00	9 392 348,00	2 284 310,00	7 108 038,00	87 622,00
3504,00	15 323 614,00	7 145 727,00	8 177 887,00	1 861 094,00	6 316 793,00	45 890,00
2 647,00	2 227 194,00	1 136 324,00	1 090 870,00	396 489,00	694 381,00	45 453,00
2 151,00	17 550 808,00	8 282 051,00	9 268 757,00	2 257 583,00	7 011 174,00	91 343,00
119,00	723 735 498,00	36 715 111,00	65 072 187,00	14 904 359,00	50 168 426,00	33 0421,00
1 538,00	15 522 545,00	7 24 000,00	7 607 777,00	2 735 114,00	4 872 663,00	316 999,00
1 854,00	131 321 043,00	64 148 429,00	74 369 564,00	17 698 483,00	56 671 081,00	667 611,00

côt total

mesure 14 soit 3,8 millions d'Euros de FSE soit 25 MF

mesure 10 : 7,62 millions d'Euros de FEDER à raison de 3.81 Meuros par site GPV (25MF par site)
 mesure 11 : 1,52 millions d'Euros de FEDER à raison de 0.76 Meuros par site GPV (5MF par site)

,28 Meuros soit 15 MF de FEDER (sous-mesure ADEME)

OBJECTIF 2 2000-2006

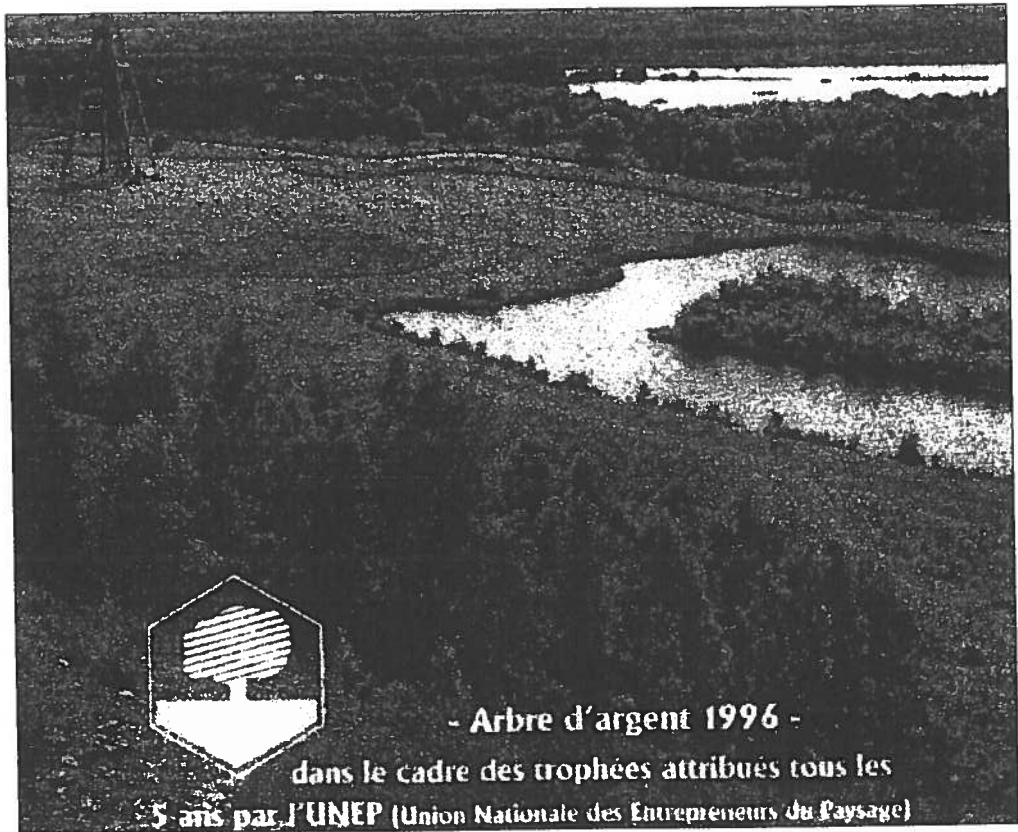
Annexe 3 : Bilan de la politique de requalification des friches industrielles confiée à l'EPF du Nord Pas de Calais



La friche Seprom à Duclair

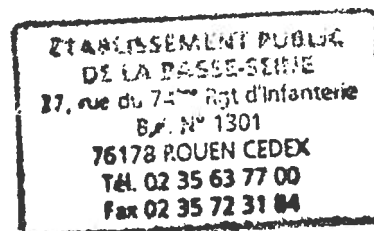


BILAN DE LA POLITIQUE DE REQUALIFICATION DES FRICHES INDUSTRIELLES CONFIEE A L'EPF DANS LE CADRE DES Xème ET XIème PLANS 1991-1997



**Document de synthèse
Conseil d'Administration de l'EPF**

Décembre 1997



SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE : BILAN FINANCIER ET TERRITORIAL DE LA POLITIQUE DE REQUALIFICATION DES FRICHES INDUSTRIELLES CONFIEE A L'EPF	7
I Bilan financier	10
I.1. Avancement global des opérations de requalification	10
I.2. Répartition des subventions	10
I.3. Répartition des marchés	11
II Bilan territorial	13
II.1. Nombre d'opérations et surfaces requalifiées	13
II.2. Origine des friches requalifiées	15
II.3. Contexte environnant des friches requalifiées	17
II.4. Nature de l'intervention de l'EPF	19
II.5. Vocation des sites	19
II.6. Sortie de gestion des friches requalifiées par l'EPF	21
DEUXIEME PARTIE : IMPACTS DE LA POLITIQUE DE REQUALIFICATION DES FRICHES INDUSTRIELLES CONFIEE A L'EPF	23
I Impact de la requalification sur la restructuration et la réorganisation des grands territoires	25
I.1. L'action menée dans le Bassin Minier	26
I.2. L'action menée dans la Sambre	27
I.3. Les actions dans les autres agglomérations ou territoires	27
II Impact de la requalification sur la recomposition des territoires bâtis	29
II.1. Restructurer les agglomérations	34
II.2. Recomposer les quartiers	34
II.3. Valoriser les entrées d'agglomérations	34
III Impact de la requalification au titre de la protection et de la mise en valeur de l'environnement	36
III.1. Les interventions linéaires : vers la création de corridors écologiques	36
III.2. La création de grands espaces boisés, nouveaux ou complémentaires à de grands espaces préservés	38
III.3. La valorisation du paysage des grandes infrastructures	38

IV Impact de la requalification au titre de la protection et de la mise en valeur du patrimoine culturel	39
V Impact de la requalification au titre du soutien aux activités et de la valorisation des milieux professionnels	41
V.1. Soutien aux activités	41
V.2. Valorisation des milieux professionnels	41
CONCLUSION : VERS DE NOUVEAUX USAGES DES SITES ET DE NOUVELLES APPROCHES AU TITRE DE LA REQUALIFICATION	43
Une évolution sensible de la commande entre 1991 et 1997	43
Vers une gestion différenciée des sites	44
Vers des démarches globales à l'échelle des agglomérations et des territoires	44
Vers les interventions coordonnées prenant en compte la dépollution des sites	44
Vers une valorisation des savoir-faire	45

Annexe 4 : Extrait du Contrat de Plan 89/93 relatif à la résorption des friches



Le château de la Villette à Caudebec les Elbeuf

HAUTE-NORMANDIE

CONTRAT DE PLAN

ETAT-REGION

1989-1993

C - PACT URBAIN :

La Haute-Normandie et plus particulièrement le département de la Seine-Maritime connaissent les conséquences difficiles de la reconversion industrielle.

Certaines agglomérations particulièrement affectées doivent faire l'objet un effort particulier.

Pour ce faire, il importe qu'au-delà des actions spécifiques qui seront engagées par ailleurs (développement social des quartiers, friches industrielles, fonds de conversion...) une réflexion soit menée sur le développement global, associant une démarche économique et une démarche portant sur le cadre de vie.

L'Etat et la Région décident de consacrer chacun 1 MF pour mener conjointement en 1989 des études sur ce thème pour les agglomérations du HAVRE et d'ELBEUF.

Un plan d'action sera ensuite défini qui pourra faire l'objet d'un avenant au présent contrat.

D - FRICHES INDUSTRIELLES :

L'Etat et la Région décident d'engager progressivement un effort de réhabilitation des zones délaissées par les entreprises.

Cette action se fera soit :

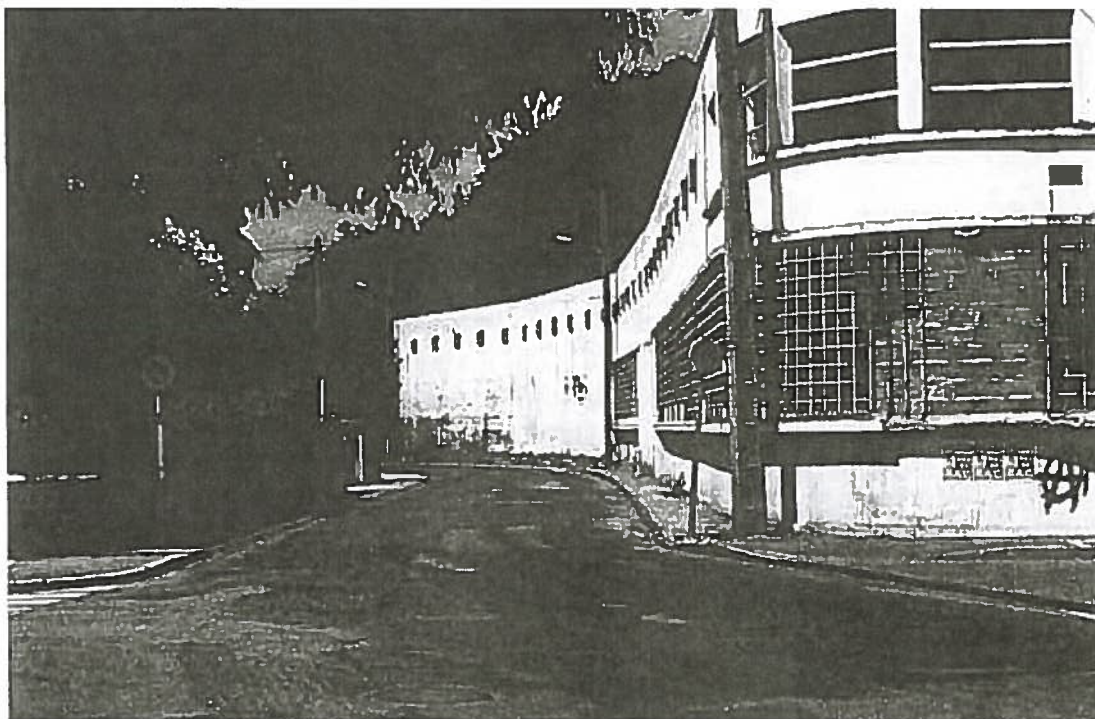
- par le soutien à des études de faisabilité
- par l'aide à la réhabilitation elle-même, tendant à ramener au prix du marché le coût du terrain ou du bâtiment réhabilité.

Ce soutien sera apporté aux seuls maîtres d'ouvrage publics (collectivités territoriales, syndicats intercommunaux, chambres consulaires, ports autonomes)

Le préfet de Région et le président du conseil régional apprécieront conjointement, au cas par cas, la recevabilité des dossiers et le montant de l'aide à accorder.

L'Etat et la Région apporteront chacun 10 MF à cette action dont 2 MF en 1989.

Annexe 5 : Extrait du Contrat de Plan 94/99 relatif à la résorption des friches



L'usine des Grelots à Louviers

PREFECTURE DE LA REGION
HAUTE-NORMANDIE



**CONTRAT DE PLAN
ETAT - REGION
1994 - 1998**

2. Un développement économique et urbain exemplaire pour l'environnement

Outre un tissu d'entreprises et de PME-PMI, développé dans les bassins d'emploi urbains mais aussi réparti sur l'ensemble de la région et dans ses zones de marges franciliennes, la Haute-Normandie bénéficie d'une implantation industrielle, importante et ancienne, largement concentrée dans la vallée de la Seine, de Vernon au Havre, le plus souvent liée au développement portuaire, étroitement imbriquée dans des zones urbaines en pleine évolution et jouxtant des espaces naturels de toute première importance.

Pour l'ensemble de ces entreprises, comme pour les différents territoires concernés, il s'agit d'intégrer les préoccupations environnementales en amont de chaque décision stratégique, qu'il s'agisse de conserver un environnement préservé et un cadre de vie attrayant ou d'affermir, par des actions exemplaires et novatrices, la conjugaison harmonieuse du développement et de la protection des milieux naturels, ainsi que la maîtrise des pollutions, nuisances et risques.

De la même façon, les villes et les agglomérations doivent, dans leurs efforts d'aménagement, introduire des réflexions prospectives et mettre en oeuvre des mesures concrètes pour conduire l'écologie urbaine et maîtriser le cadre de vie.

Le Contrat de Plan prévoit donc des actions incitatives favorisant une meilleure maîtrise de l'environnement industriel et urbain :

- en incitant les entreprises à intégrer les problématiques d'environnement dans leur stratégie de développement,
- en mettant en oeuvre un programme de reconquête des friches industrielles,
- en poursuivant les actions en faveur des économies d'énergie et du développement des énergies renouvelables.
- en engageant des opérations exemplaires de traitement urbain et de reconquête paysagère d'entrées de ville.

2.1 Prise en compte de l'environnement par les entreprises

L'Etat et la Région mettront en oeuvre des aides incitatives pour contribuer à l'intégration des problématiques environnementales dans la stratégie des entreprises :

- aides au conseil (Fonds Régional d'Aide au Conseil -FRAC-environnement),
- opérations collectives et/ou d'animation économique
- aide au développement technologique respectueux de l'environnement dans les entreprises
- aides au développement des capacités industrielles dans les domaines de la valorisation, de la régénération ou du recyclage des matières premières et des sous-produits permettant de pérenniser des filières économiques sur ces domaines.

Au niveau de l'Etat, ces thèmes seront pris en compte dans les actions prévues en faveur du soutien à l'activité économique et à l'emploi, la Région apportant 15 MF.

2.2 Reconquérir les Friches industrielles

Pour contribuer à la reconquête des friches industrielles, à leur réutilisation ou à la mise en valeur des espaces concernés, l'Etat et la Région poursuivront, dans des zones prioritaires pour l'environnement ou le développement économique, et avec le concours de l'Etablissement Public de la Basse-Seine comme opérateur foncier, la politique de réhabilitation des friches initiée au plan précédent.

Financement : - Etat (FIAT) : 5 MF
- Région : 5 MF

Des crédits européens (FEDER) seront par ailleurs sollicités sur les opérations en zone éligible.

La Région, en contrepartie d'un abondement de sa part, recherchera une participation accrue de l'EPBS en vue d'obtenir le doublement des réalisations.

2.3 Promouvoir le Fonds Régional de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

La maîtrise de l'énergie et des matières premières fait partie des problématiques à conséquences environnementales qui se posent dans tous les secteurs d'activité aux opérateurs économiques comme aux maîtres d'ouvrage publics ou privés, de l'industrie au tertiaire, en passant par l'habitat et les transports.

Le Fonds Régional de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie sera abondé, par conventions annuelles et paritairement, par l'ADEME et la Région pour inciter au conseil, à la formation, à l'information et à la mise en oeuvre d'opérations démonstratives dans tous les secteurs concernés par la maîtrise de l'énergie et des matières premières, par le développement des énergies renouvelables et tout particulièrement de la filière bois-énergie.

En ce qui concerne les opérations dont elle a la maîtrise d'ouvrage, la Région favorisera des expériences pilotes d'utilisation du bois combustible.

La Région engagera 15 MF dans ce fonds, à parité avec l'ADEME.

2.4 Reconquérir les entrées de ville

Les entrées de ville sont souvent très dégradées. Ces zones, frange entre la ville et la campagne, ont vu leur urbanisation se développer de façon anarchique alors qu'elles devraient être des espaces d'excellence. Les reconquérir implique un travail en profondeur. Il faut imaginer un véritable projet global avec l'ensemble des partenaires concernés et mettre en place des moyens pour recomposer et mettre en valeur ces entrées de ville.

Les financements iront à quelques opérations pilotes qui auront une valeur exemplaire et les projets devront concerner des collectivités regroupées dans des structures de coopération et de partenariat. Trois zones seront retenues en priorité dans le cadre du Contrat de Plan : l'agglomération de Rouen, l'agglomération du Havre et la ville de Pont Audemer (dans le cadre du PACT de l'Ouest de l'Eure).

Les études préalables seront systématiquement sous-traitées à un bureau d'études spécialisé (paysagiste) et un comité de pilotage et de suivi sera créé. Il comprendra les représentants des administrations concernées, la Région et le Département, les collectivités locales et les organismes publics (SNCF, EDF, France Télécom,...).

Pour le financement de cette opération, l'Etat et la Région interviendront chacun à hauteur de 4 MF.

L'intervention d'autres partenaires financiers sera sollicitée (collectivités locales concernées, départements, organismes publics : EDF, syndicats d'électrification, France Télécom, SNCF, ...) ainsi que celle du FEDER.

Annexe 6 : Mesures n°40 et n°60 du contrat de plan 2000-2006



Le centre commercial St Roch à Cléon

PLAN DETAILLE DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2000 – 2006

I OBJECTIFS PARTAGES PAR L'ETAT ET LA REGION POUR LE CPER
2000 – 2006 1

II LE VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN 4

III UNE DEMARCHE REGIONALE AU SERVICE DE L'EMPLOI 3 AXES
ET 12 PROGRAMMES D' ACTIONS 7

Axe 1 - Activité économique et formation : 2 atouts au service de l'emploi8

Les actions de soutien à l'industrie et au développement économique 9

- 1 Améliorer la performance des PME-PMI
- 2 Accompagner et soutenir les grands projets économiques régionaux
- 3 Favoriser le développement international des entreprises
- 4 Développer le commerce et l'artisanat
- 5 Adapter les qualifications aux besoins des salariés et des entreprises
- 6 Accompagner les évolutions en matière d'organisation du travail
- 7 Favoriser l'émergence de nouvelles formes d'emplois
- 8 Favoriser la synergie entre les entreprises
- 9 Accompagner les initiatives territoriales de développement économique

Valoriser l'agriculture, la forêt, la pêche en intégrant l'emploi et la sécurité alimentaire 23

- 10 Aide à l'installation des jeunes agriculteurs
- 11 Institut Régional de la Qualité Agro-alimentaire de Normandie
- 12 Valorisation qualitative des produits
- 13 Aide à la gestion des forêts
- 14 Mise aux normes des bâtiments d'élevage

Développer la recherche et le transfert de technologie..... 29

- 15 Le renforcement des pôles de compétences et des technopôles
- 16 Le renforcement des réseaux de recherche
- 17 La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle
- 18 L'incitation à l'innovation et au transfert de technologie

Développer l'économie touristique 36

- 19 Le soutien des pôles touristiques
- 20 La création et la diversification de produits touristiques
- 21 L'accompagnement du plan vélo-routes
- 22 La professionnalisation des acteurs du tourisme

Améliorer et valoriser l'offre de formation 43

- 23 Appui et expertise en faveur de la formation professionnelle
- 24 Investissements en faveur des organismes de formation professionnelle
- 25 Le pôle d'enseignement supérieur des agglomérations de Rouen et d'Elbeuf
- 26 Le pôle d'enseignement supérieur du Havre
- 27 L'offre de formation supérieure à Evreux
- 28 L'offre de formation supérieure à Dieppe
- 29 Améliorer l'information et l'orientation des lycéens et des étudiants
- 30 Lutter contre l'échec et accompagner vers l'emploi
- 31 Améliorer la vie quotidienne des lycéens et des étudiants
- 32 Promouvoir les technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement
- 33 Favoriser la mobilité internationale des lycéens et étudiants

34 Le centre muséographique de recherche et de sciences de l'Education

Axe 2 – Développement solidaire et qualité de la vie..... 58

Restaurer la qualité de l'environnement..... 59

- 35 La restauration de la faune et de la flore de la Seine
- 36 Les programmes Seine-Aval et MAREL
- 37 La préservation de la qualité de l'eau
- 38 Le Parc Naturel Régional de Brotonne
- 39 La gestion et l'aménagement d'espaces naturels de qualité
- 40 La prévention des pollutions
- 41 La maîtrise de l'énergie
- 42 Information et éducation à l'environnement

Maintenir la cohésion sociale 70

- 43 Prévention et lutte contre les exclusions

Améliorer la santé des haut-normands 73

- 44 Promouvoir la santé publique et l'éducation à la santé
- 45 Renforcer l'équipement des hôpitaux
- 46 Améliorer l'offre de formation paramédicale
- 47 Adapter les structures d'accueil aux besoins des personnes handicapées
- 48 Adapter les structures d'accueil des personnes âgées

Favoriser la qualité de la vie 79

- 49 Programme exceptionnel de restauration du grand patrimoine haut-normand
- 50 Rénover et moderniser les établissements muséographiques
- 51 Développer les lieux de diffusion et de pratiques artistiques
- 52 Favoriser la diffusion culturelle
- 53 Coopération avec le centre régional des lettres de Basse Normandie
- 54 Optimiser les conditions de la pratique sportive
- 55 Construction de grands équipements sportifs

L'aide au développement 87

- 56 Coopération décentralisée

Axe 3 – Développement et organisation du territoire..... 89

Structurer le territoire régional : pays et agglomérations 89

- 57 Favoriser l'émergence de projets de territoires
- 58 Soutenir la réalisation des projets de territoires
- 59 Politique de la ville
- 60 Participer au renouvellement urbain

Améliorer les transports et les communications 97

- 61 Les infrastructures routières
- 62 Les infrastructures ferroviaires
- 63 Les ports
- 64 Le fluvial
- 65 Les transports de données (SYRHANO 2)

IV METHODE DE MISE EN ŒUVRE 104

- Dispositifs et outils de mise en œuvre du Contrat de plan
- Evaluation
- Révision du Contrat de plan : 2003
- Résiliation du Contrat de plan

V TABLEAUX FINANCIERS RECAPITULATIFS ETAT – REGION 109

VI LE VOLLET INTERREGIONAL 124

LE CPER AU SERVICE DES GRANDES POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT REGIONAL 127

- Plan de gestion globale de l'estuaire de la Seine
- Accompagnement de Port 2000 (développement économique, infrastructures ...)
- Accompagnement du programme de développement industriel du Havre
- Une politique affirmée en faveur des filières régionales d'excellence industrielle
- La logistique
- Les technologies de l'information et de la communication
- La liaison ferroviaire rapide Normandie – Vallée de Seine
- Une préoccupation majeure : l'eau
- Logement et projets de territoire en milieu rural

► Objectifs ◀

- Mettre en œuvre une politique de l'habitat, de l'urbanisme et de l'implantation des services publics dans les zones où se combinent et se concentrent actuellement les difficultés urbaines, sociales et économiques. Y créer les conditions d'une plus grande diversité urbaine et sociale.

► Actions ◀

Dans le cadre de démarches globales de projet s'appuyant sur des diagnostics locaux (dimensions économiques, sociales, urbaines) et le fonctionnement du quartier concerné, en lien avec son environnement, trois types d'actions seront à développer :

- rénovation du bâti (désenclavement, résorption de l'habitat insalubre, démolition-reconstruction...) en lien avec une politique équilibrée de peuplement,
- développement de l'activité économique,
- amélioration des services publics et des équipements de quartiers.

La Région soutiendra :

- en investissement : les aménagements et la recomposition des espaces publics non bâtis, de la voirie intérieure au quartier, des cheminements piétonniers, des itinéraires vélo, des espaces de détente, de repos ou de jeux, du mobilier d'accompagnement, la construction ou la réhabilitation d'équipements sportifs, culturels ou de loisirs, la création ou l'aménagement de pôles ou maisons de services,
- en accompagnement social : la formation des personnes relais, les actions facilitant l'insertion sociale et professionnelle des habitants, le financement de la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.

► Modalités d'intervention ◀

Modalités de mise en œuvre :

- Définition d'une stratégie globale mettant en lumière les priorités des différents maîtres d'ouvrage
- Signature d'un contrat de ville
- Mise en place d'une structure de conduite de projet

Maîtres d'ouvrage potentiels :

- Investissements : villes, bailleurs de logements sociaux, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), copropriétaires
- Accompagnement social du projet : villes, organismes de formation, bailleurs de logements sociaux, associations, régies de quartier

► Financement sur 7 ans ◀

	En MF	Etat	Région
Ville		*	100,0
Logement		25,0	(29) **
Total général		25,0	100,0

► Commentaires ◀

- Des moyens complémentaires seront sollicités auprès des communes et groupements de communes, agglomérations, bailleurs sociaux, caisses d'allocations familiales.
- La participation des Départements sera sollicitée.
- Pour mémoire, la politique de renouvellement urbain comportera également un volet concernant la réhabilitation des friches urbaines qui figure dans la fiche n°40. Ce volet sera mené notamment sous la maîtrise d'ouvrage de l'EPBS (Cf. fiche n°40).
- * les crédits de l'Etat sont communs aux fiches n° 59 et 60.
- ** les crédits logement de la Région pourront aussi bien participer au renouvellement urbain qu'à l'accompagnement des projets de pays.

► Objectifs ◀

- La Haute-Normandie a l'image d'une région aux problèmes environnementaux multiples. Afin de renforcer l'attractivité du territoire, il s'agira de prévenir et de limiter les risques et les pollutions, de réduire à la source les déchets ou de prévenir les pollutions atmosphériques, tout en développant une industrie respectueuse de l'environnement.

► Actions ◀

- Participation au fonctionnement et aux études du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles, organe de concertation pour mettre en œuvre les programmes de réduction des pollutions industrielles
- Surveillance de la qualité de l'air grâce à la participation au fonctionnement et à l'équipement du réseau Air Normand, à la réalisation d'études spécifiques sur les impacts de la qualité de l'air, notamment dans les domaines de l'épidémiologie et de l'écotoxicologie, à la création d'outils de décisions pour la programmation des équipements de surveillance, ou au développement de modèles de prévision permettant de mieux informer le public...
- Limitation des émissions atmosphériques : prévention et traitement des sources fixes dans le secteur de l'industrie et des collectivités, prévention et traitement des sources mobiles (aménagement et traitement des transports)
- Aide à la mise en place de filières spécifiques de déchets (chantiers, pneus, hôpitaux, artisanat, commerces..) ou de recyclage
- Actions sur les sites et les sols pollués, notamment grâce à la mise en application des programmes d'inventaires, aux pré-diagnostic des sites prioritaires et à la réhabilitation des friches industrielles.
- Réhabilitation des friches de toute nature (industrielles, portuaires, et urbaines...)
- Développement d'une industrie respectueuse de l'environnement : les PME seront accompagnées dans des démarches de management environnemental, pourvu qu'elles aillent au-delà de la réglementation ou qu'elles anticipent de nouvelles réglementations (diagnostics environnementaux, certifications ISO 14000, recrutement de responsables environnement éventuellement en temps partagé, modernisation des équipements productifs, animation de programmes sectoriels pour réduire les émissions atmosphériques et opérations démonstratives.
- FRAC environnement, opérations collectives, actions en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

► Modalités d'intervention ◀

Modalités de mise en œuvre :

- Contrat annexe entre l'Etat, la Région et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)
- Comités régionaux friches après instruction par l'Etablissement Public de la Basse Seine (EPBS)
- Contrats d'agglomération ou de pays

Maîtres d'ouvrage potentiels :

- Région
- Etablissements publics (ADEME, EPBS, Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM)...)
 - Universités
 - Parc Naturel Régional de Brotonne
- Maîtres d'ouvrages publics (communes, groupement de communes, OPHLM...)
- Organismes de développement économique
- Associations (Air Normand...)
- Entreprises

► Financement sur 7 ans ◀

En MF	Etat	Région	ADEME
Friches et sols pollués	31,5	18	3.5
Développer une industrie respectueuse de l'environnement	10	3	2
Actions en faveur de la réduction à la source des déchets	-	13	31.5
Surveillance et amélioration de la qualité de l'air	14,5	0	34
Total	56	34	71

► **Commentaires** ◀

- Le concours des crédits européens sera sollicité, dans le respect des régimes d'aides notifiés ou en cours d'approbation par la Commission Européenne.
- La participation des Départements sera sollicitée ainsi que celle d'autres partenaires comme les communes ou leurs groupements, l'Etablissement Public de la Basse-Seine, l'Agence de l'eau Seine-Normandie...

Volet
territorial

Annexe 7 : Chronologie des conventions d'association et engagements financiers pour 2000/2006



Le garage Morel à Evreux

Résorption des friches en Haute-Normandie

Convention initiale

TOTAL	13,72 M€	}	17 M€
<i>dont - Etat</i>	<i>4,57 M€</i>		
<i>- EPBS</i>	<i>4,57 M€</i>		
<i>- Région</i>	<i>2,29 M€</i>		
<i>- <u>Collectivités ..</u></i>	<i><u>2,29 M€</u></i>		
+ FEDER	3,28 M€		

Avenant en cours de signature

TOTAL	12,50 M€	}	14 M€
<i>dont - Etat</i>	<i>3,00 M€</i>		
<i>- EPBS</i>	<i>5,00 M€</i>		
<i>- Région</i>	<i>2,00 M€</i>		
<i>- <u>Collectivités ..</u></i>	<i><u>2,50 M€</u></i>		
+ FEDER	1,50 M€		

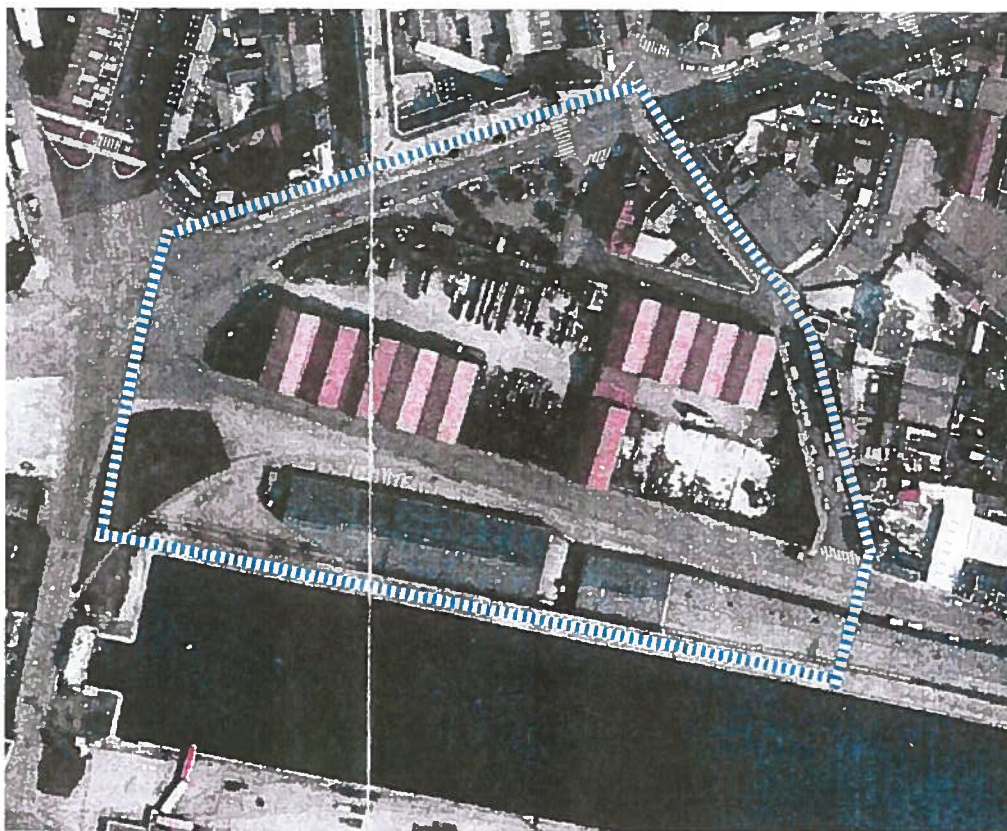
L'Avenant ajoute deux nouveaux objectifs à la Convention initiale à titre expérimental :

- ➔ le préaménagement
- ➔ la dépollution du sous-sol.

Enchaînement des conventions Etat-Région-EPBS depuis 1993

[illegible]

Annexe 8 : Liste des opérations et études programmées pour la période 2000/2006



Vue aérienne des docks Dombasle au Havre

Liste des friches programmées dans le cadre du CPER 2000-2006

N° de programme	Friche	Commune	Surface traitées		Convention signée par la collectivité	Maîtrise d'œuvre commandée	Etude ou travaux en cours	Opération ou étude non commencée	Engagements TTC en euros	Palements TTC en euros	Opération terminée
			Friches terminées	Friches en cours							
1 ^{er} programme indicatif	AgriVIn	Rouen	Etude tech.		X	X	-	-	51 125,43	51 125,43	T
	Renaux	Le Houllme	Etude		X	X	-	-	51 532,30	51 532,30	T
	Via Entrepôts (Docks Dombasle)	Le Havre	Etude		X	X	-	-	67 036,42	67 036,42	T
	Dieppe Fruits	Dieppe	26 415 m²		X	X	-	-	221 470,46	221 470,46	T
	Les Grelots (1ère tranche)	Louviers	4 000 m²		X	X	-	-	95 999,01	95 999,01	T
2 ^{ème} programme indicatif	Les Substances Militaires	Grand Quevilly	96 172 m²		X	X	-	-	378 127,93	378 127,93	T
	Gare SNCF	Elbeuf	Etude		X	X	-	-	34 677,78	34 677,78	T
	Chedru	Lanquetot	10 000 m²		X	X	-	-	101 113,00	101 113,00	T
	Parking Silo	Cléon	3 000 m²		X	X	-	-	53 617,42	53 617,42	T
	Ilôt Mal Leclerc	St Aubin Les Elbeuf	18 000 m²		X	X	-	-	97 998,94	97 998,94	T
3 ^{ème} programme indicatif	Garage Morel	Evreux	7 680 m²		X	X	-	-	119 364,38	119 364,38	T
	Seif	Petite Couronne	3 300 m²		X	X	-	-	39 405,14	39 405,14	T
	Renault	Louviers	Etude		X	X	-	-	39 336,01	39 336,01	T
	Mustad-Seprom (2ème tranche)	Duclair	24 100 m²		X	X	-	-	164 113,26	164 113,26	T
	Décors de Théâtre	Rouen	3 900 m²		X	X	-	-	150 480,41	150 480,41	T
4 ^{ème} programme indicatif	Route des Lyons	Rouen	Ténard 7 830 m² Ragel 3 335 m² Cédéo 1 213 m²		X	X	-	-	125 742,05	125 742,05	T
	Bayard	St Nicolas D'Allermonit	Etude		X	X	-	-	49 507,63	49 507,63	T
	Caserne Tallandier	Petit Quevilly	Etude		X	X	-	-	33 836,85	33 836,85	T
	Silo Portuaire	Dieppe	5 700 m² Hangar		X	X	-	-	395 426,14	395 426,14	T
	Hangar n°3	Rouen	1 974 m²		X	X	-	-	29 499,05	29 499,05	T
	Saint Roch	Cléon	1 066 m²		X	X	-	-	105 074,05	105 074,05	T
	SCI de l'Aubette (avec Route Lyons 3e progr.)	Rouen	2 859 m²		X	X	-	-	0,00	0,00	T

N° de programme	Friche	Commune	Surface traitées		Convention signée par la collectivité	Maîtrise d'œuvre commandée	Etude ou travaux en cours	Opération ou étude non commencée	Engagements TTC en euros	Paiements TTC en euros	Opération terminée
			Friches terminées	Friches en cours							
Sème programme indicatif	Fonderie des Ardennes	Pont Audemer	Etude		X	X	-	-	54 603,28	54 603,28	T
	Hébert-Leclerc	Déville les Rouen	Etude		X	X	-	-	37 596,50	37 596,50	T
	Boussac	Bolbec	Etude		X	X	-	-	32 029,21	23 469,11	
	Pranlinter	Fécamp	Etude		X	X	-	-	45 617,09	45 617,09	T
	Grand qual	Fécamp	Etude		X	X	-	-	40 478,90	40 478,90	T
	Friche Centre Bourg	Bernay		3 160 m²	X	X	X	-	247 345,40	223 615,75	
	Normandie Entrepôts	Le Havre		49 000 m²	X	X	X	-	388 030,85	374 351,23	
	Dépôt de bus	Le Havre	22 700 m²		X	X	-	-	129 027,92	129 027,93	T
	Vauban	Le Havre	7 870 m²		X	X	-	-	51 058,54	51 058,54	T
	Mustad-Seprom	Ducclair		13 234 m²	X	X	X	-	493 573,83	417 592,90	
	Cts Paulin	Conches		6 986 m²	X	X	X	-	362 768,14	279 615,74	
	Docks Dombasle	Le Havre		10 823 m²	X	-	-	X	0,00	0,00	
	Décors de Théâtre	Rouen	Env. Compl.		X	X	-	-	0,00	0,00	T
	Linerie	Theuville aux Maillots		9 300 m²	X	X	X	-	318 111,63	55 653,22	
	Clinique St Côme	Caudebec les Elbeuf	82 900 m²		X	X	-	-	88 652,23	85 083,07	T
	Renaux	Le Houllme		20 000 m²	X	X	X	-	136 838,58	127 607,80	
	Tannerle Dekeyzère	Pont Audemer		12 500 m²	X	X	X	-	22 984,61	8 808,11	
	Atelier du Bec	Envermeu		3 500 m²	X	X	X	-	231 990,43	25 949,35	
	Rue de la République	St Aubin les Elbeuf		1 945 m²	X	X	X	-	64 573,53	47 193,41	
	Entrepôts	Londinières		2 716 m²	X	X	X	-	91 922,43	9 302,68	
	Meïman	Caudebec les Elbeuf		1 590 m²	X	X	X	-	108 092,37	6 934,92	
	Lampes SIALE	Petit Quevilly		3 237 m²	-	X	-	X	7 031,80	1 238,18	
	Manopa	St Aubin les Elbeuf		9 425 m²	-	-	-	X	0,00	0,00	
	Masurel	St Léger du Bourg Denis		9 400 m²	X	X	X	-	16 166,49	0,00	
	De Lescure	Amfreville la Mivoie		6 303 m²	X	X	X	-	264 874,51	18 304,14	
Gème programme indicatif	Frasaco	Elbeuf		11 396 m²	X	X	X	-	18 640,19	7 937,72	
	Garage de la plage	Dieppe		1 500 m²	X	X	-	-	9 807,93	438,63	
	Pican	Buchy		1 693 m²	X	X	X	-	69 564,62	3 790,80	
	Place Bigot	Fécamp		264 m²	X	X	X	-	9 892,89	5 077,40	
	Foyer St Joseph	Sotteville les Rouen		5 635 m²	X	X	X	-	93 728,99	9 648,00	
	Caserne Tallandier (2)	Petit Quevilly		34 232 m²	X	X	-	-	21 845,24	540,56	
	Caserne Fleschi	Vernon		145 709 m²	X	X	-	-	63 655,39	493,27	

N° de programme	Friche	Commune	Surface traitées		Convention signée par la collectivité	Maîtrise d'œuvre commandée	Etude ou travaux en cours	Opération ou étude non commencée	Engagements TTC en euros	Palements TTC en euros	Opération terminée
			Friches terminées	Friches en cours							
7ème programme indicatif	Queval	Bihorel		Etude	X	En cours	-	X	0,00	0,00	
	Ets Lepicard	Rouen		2 526 m²	X	X	-	-	6 115,70	0,00	
	Caserne Pellissier	Rouen		70 000 m²	X	En cours	-	X	0,00	0,00	
	Agrivin (2)	Rouen		10 645 m²	X	En cours	-	X	0,00	0,00	
	Anciens Ateliers Municipaux	Malaunay		3 000 m²	X	X	-	-	233,4	0,00	
	Cofrafer	Petit Quevilly		33 089 m²	X	X	-	-	18 401,75	233,4	
	Entrepôts Colboc	Sainte Adresse		747 m²	X	X	-	-	4 863,74	0,00	
	Quartier de la Gare	Le Neubourg		44 322 m²	X	-	-	X	0,00	0,00	
	S.L.I.C. Gruchet	Gruchet la Valasse		11 744 m²	X	X	-	-	335,86	0,00	
	Fonderie des Ardennes	Pont Audemer		27 500 m²	-	-	-	X	0,00	335,86	
	Cooperative agricole	St Valery en Caux		4 622 m²	X	X	-	-	9 201,11	0,00	
	Caserne Tallandier (dée compl.)	Petit Quevilly		-	En cours	X	-	-	0,00	0,00	
	Les Grelots (2ème tranche)	Louviers		-	X	X	X	-	85 927,05	29 771,42	
	Audresset	Louviers		Etude					0,00	0,00	
	Vinco	Dieppe		Etude					0,00	0,00	
	Le vieux Moulin	Malaunay		80 m²					0,00	0,00	
8ème programme indicatif	Fonderie Ardennes (env.compl.)	Pont Audemer		27 500 m² 5 400 m² 11 561 m² 15					0,00	0,00	
				069 m²							
	Fonderie Vernon	Vernon		31 550 m²					0,00	0,00	
	SMEN	St Pierre de Varengueville		22 000 m²					0,00	0,00	
	Caillard SNR	Le Havre		13 972 m²					0,00	0,00	
	Caillard	Le Havre		30 211 m²					0,00	0,00	
	Teinturerie Auvray	Rouen		3 160 m²					0,00	0,00	
	Desgenétais	Bolbec		98 346 m²					0,00	0,00	
	Hangars 29,31 et 32	Le Havre		2 900 m² 5 200 m² 7 300 m²					0,00	0,00	
	Hébert Leclerc	Déville les Rouen		13 233 m²					0,00	0,00	
9ème Programme indicatif	Friche fonderie	Ménilles		6 508 m²					0,00	0,00	
	Ilôt Cousin Jaurès	Pont Audemer		1 300 m²					0,00	0,00	
	Ilôt Douit-Vitran	Pont Audemer		3 086 m²					0,00	0,00	
	Abraham	Arques la Bataille		4 603 m²					0,00	0,00	
	Regma	Arques la Bataille		10 684 m²					0,00	0,00	
									0,00	0,00	

Annexe 9 : Convention d'association de l'EPBS au contrat de plan Etat Région



Le dépôt de bus du quartier St Nicolas au Havre

Préfecture de Région de Haute-Normandie

Conseil Régional de Haute-Normandie

Etablissement Public de la Basse-Seine

CONVENTION D'ASSOCIATION DE

L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE LA BASSE-SEINE

AU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION

DE HAUTE-NORMANDIE 2000-2006

ENTRE :

- L'Etat, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Haute Normandie, d'une part,
- Le Conseil Régional de Haute Normandie, représenté par son Président,

ET :

- L'Etablissement Public de la Basse Seine, désigné ci-après par les initiales E.P.B.S., représenté par son Directeur, d'autre part,

VU :

- Le Code Général des collectivités territoriales,
- Le Contrat de Plan signé entre l'Etat et la Région de Haute-Normandie pour la période 2000-2006,
- Le règlement d'application des comités chargés du pilotage, de la mise en œuvre et de l'évaluation du Contrat de Plan Etat-Région, signé le 04 août 2000,
- Le programme pluriannuel d'interventions 1997-2001 de l'E.P.B.S.,
- Les délibérations du Conseil d'Administration de l'E.P.B.S. en date des 23 mars et 21 septembre 2000.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1

L'E.P.B.S. est associé au Contrat de Plan signé entre l'Etat et la Région de Haute-Normandie pour la période 2000-2006.

ARTICLE 2

L'E.P.B.S. partage l'analyse de la situation de la Haute-Normandie ainsi que l'énoncé des objectifs stratégiques présentés dans l'introduction du Contrat de Plan pour ce qui concerne les missions dont il a la charge.

ARTICLE 3

L'E.P.B.S. participe au Comité de Suivi élargi du Contrat de Plan et il est associé, en fonction de l'ordre du jour, aux comités de pilotage sectoriels du Contrat de Plan. L'E.P.B.S. participe au dispositif régional de suivi et d'évaluation prévu par le Contrat de Plan et défini par le règlement d'application ad hoc.

ARTICLE 4

La participation de l'E.P.B.S. au financement et à la mise en œuvre des actions du Contrat de plan s'exerce dans le cadre de règlements d'application ou s'il y a lieu de conventions spécifiques signées par le Préfet de la Région Haute Normandie, le Président du Conseil Régional ainsi que par les conseils généraux et les organismes publics associés lorsqu'ils participent au financement.

Ces documents déterminent, notamment, les objectifs de l'action, son calendrier, les modalités de sa mise en œuvre et de son évaluation et l'organisation de la maîtrise d'ouvrage. Les tranches annuelles de crédits nécessaires de l'Etat, du Conseil Régional de Haute-Normandie et des Conseils Généraux y seront également définies.

ARTICLE 5

L'engagement de l'E.P.B.S aux côtés de l'Etat et de la Région de Haute-Normandie et des Départements porte sur les domaines suivants :

Action	Intitulé	Participations (en MF)		
		Région	Etat	EPBS
n° 37	Préservation de la qualité de l'eau - lutte contre l'érosion hydrique	8.00	14.00	} 25.00
n° 39	Gestion et aménagement d'espaces naturels de qualité - gestion des milieux naturels et expérimentations	10.00	31.50	
n° 40	Prévention des pollutions - friches et sols pollués	18.00	31.50	30.00
n° 57	Favoriser l'émergence de projets de territoire - Etudes et observatoires - Action foncière	(*)	4.00	0.70
		(*)	8.00	8.00
n° 58	Soutenir la réalisation des projets de territoires	121.49	185.00	7.00

(*) : La Région interviendra au cas par cas en tant que de besoin.

ARTICLE 6

L'association de l'E.P.B.S. au Contrat de Plan est assortie des conditions particulières suivantes :

h3 v3
f

**Fiches n°37 et 39 : «Préservation de la qualité de l'eau» et
«Gestion et aménagement d'espaces naturels de qualité»**

L'E.P.B.S. interviendra par la maîtrise foncière totale ou partielle, soit d'espaces naturels identifiés comme de grande qualité à l'échelle d'un territoire, soit de secteurs devant faire l'objet de travaux de prévention de l'érosion hydrique, et des inondations.

Les modalités de choix des espaces concernés seront définies dans les règlements d'application des fiches n° 37 et 39 du Contrat de Plan. Les modalités d'intervention de l'E.P.B.S. sur ces espaces sont les suivantes :

- Lutte contre l'érosion hydrique et les inondations :
 - les terrains acquis par l'E.P.B.S. seront mis à la disposition des collectivités territoriales maîtres d'ouvrage des travaux à réaliser, soit dans le cadre de conventions de portage à 10 ans comportant la possibilité de réaliser les travaux avant rachat du foncier, soit pour les plus importants dans le cadre de baux emphytéotiques de longue durée, moyennant une redevance annuelle réduite, sans engagement de rachat.
- Espaces naturels de qualité :
 - les espaces concernés seront choisis parmi ceux définis par le volet territorial du Contrat de Plan (contrats de pays et contrats d'agglomérations) et par les politiques départementales des espaces sensibles. Ils intégreront si besoin les espaces naturels majeurs qui pourront être définis dans le cadre de la Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine en cours d'élaboration.
 - les terrains acquis par l'E.P.B.S. feront l'objet de baux emphytéotiques de longue durée et de conventions de gestion avec des organismes ayant une compétence environnementale reconnue, notamment le Conservatoire du Littoral, le conservatoire régional des sites, le parc naturel régional de Brotonne, moyennant une redevance annuelle réduite.

L'E.P.B.S. consacrera sur ses fonds propres, sur la période 2000-2006, 25 MF à cette politique lui permettant d'acquérir environ 1 000 hectares.

**Fiches n°40 et 60 : «Prévention des pollutions» et
«Participer au renouvellement urbain».**

L'E.P.B.S. interviendra pour résorber les friches de toute nature, prioritairement en milieu urbain, sur d'anciens sites d'activités n'ayant pas trouvé de repreneur, soit pour en restaurer l'aspect naturel, soit pour les traiter dans le cadre d'une démarche de requalification urbaine.

Le pilotage de cette politique sera assuré par le Comité Régional des Friches après instruction des projets par l'E.P.B.S. qui en assurera la maîtrise d'ouvrage.

Le règlement d'application de la Fiche n°40 du Contrat de Plan relatif au fonds régional des friches en précisera les modalités de mise en œuvre.

La politique de renouvellement urbain (**Fiche n°60**) comportera également un volet concernant la réhabilitation des friches urbaines. Les financements mobilisés seront ceux de la Fiche n°40, sous la maîtrise d'ouvrage de l'E.P.B.S.

L'E.P.B.S. cofinancera le fonds régional des friches sur ses fonds propres, à hauteur de 30 MF sur la période 2000-2006 dans la limite d'1/3 des dépenses totales engagées par l'Etat, les collectivités locales et l'E.P.B.S.

**Fiches n°57 et 58 : «Favoriser l'émergence de projets de territoires»
«Soutenir la réalisation de projets de territoires».**

- Là où une action de requalification urbaine est indispensable pour des objectifs prioritaires définis contractuellement, l'E.P.B.S. pourra abaisser le prix de revente du foncier en vue de permettre l'implantation ou le renouvellement d'opérations d'habitat. Cette action pourra exceptionnellement concerner l'emprise foncière des équipements publics lorsqu'ils sont étroitement imbriqués dans ces opérations.

Un fonds d'intervention financé par l'Etat, les collectivités locales et l'E.P.B.S. sera mis en place permettant de minorer le prix de revente du foncier acquis par l'E.P.B.S.. L'E.P.B.S. consacrera 8 MF à ce fonds sur la période 2000-2006.

- Par ailleurs, l'Etat et la Région ont prévu de financer des études et observatoires. Dans ce cadre, l'E.P.B.S. participera :

- pour développer un observatoire foncier à l'échelle de l'ensemble de la région sur la base de l'expérimentation menée en 1998 et 1999 sur l'estuaire de la Seine et l'agglomération rouennaise. La mise en place d'un observatoire régional permanent nécessiterait un financement annuel de l'ordre de 300 000 F.

L'E.P.B.S. cofinancera cette action à hauteur de 100 000 F par an, représentant 1/3 des dépenses totales de l'Etat, des collectivités locales et de l'E.P.B.S..

- pour participer à des études soit à l'échelle régionale, soit en partenariat avec des collectivités locales permettant d'identifier la consistance de l'intervention foncière nécessaire au développement d'un projet d'ensemble de reconquête urbaine. L'établissement apportera dans ce cadre son cofinancement, sur les opérations retenues comme prioritaires dans les contrats d'agglomération ou de pays, dans la limite d'1 000 000 F par an.

Les modalités de mise en œuvre seront précisées dans le règlement d'application de la Fiche n°57 du Contrat de Plan.

Concernant les actions prévues dans le cadre de la Fiche n°58 du Contrat de Plan, l'E.P.B.S. apportera un cofinancement à la définition de schémas d'aménagement sur des espaces retenus comme prioritaires (notamment espaces à requalifier) dans les contrats d'agglomération ou de pays conclus ou en préfiguration.

Fiche n°9 : «Accompagner les initiatives territoriales de développement économique» :
Politique régionale d'aide aux parcs d'activités

L'E.P.B.S. ne cofinance pas cette action pour laquelle il intervient en amont par la maîtrise foncière. Les orientations prises par l'Etat, la Région et les Départements sur cet axe guideront l'E.P.B.S. dans la mobilisation des financements de droit commun que celui-ci sera amené à programmer dans son programme pluriannuel d'intervention 2002-2007.

Fiche n°61 : «Les infrastructures routières»

L'E.P.B.S. participera à cette action sous la forme de préfinancements éventuels de la maîtrise foncière pour le compte des collectivités locales appelées à cofinancer les projets retenus, lorsque les emprises auront pu être déterminées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7

La présente convention comportera une évaluation intermédiaire courant 2003, afin de permettre d'éventuels réajustements des politiques engagées. A cette occasion, l'ensemble des actions sera réexaminé et certaines politiques pourront, le cas échéant, être réorientées.

Fait à Rouen, le **08 NOV. 2000**

en trois exemplaires

Le Préfet
de la Région
Haute-Normandie,


Bruno BONTENAIST

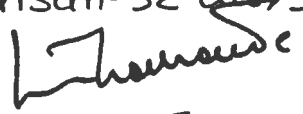
Le Président
du Conseil Régional
de Haute-Normandie,


Alain LE VERN

Le Directeur
de l'Etablissement Public
de la Basse-Seine,


Philippe ANQUETIL

Le Contrôleur Financier,

Le Contrôleur d'Etat,
Visa n°32 du 9.10.2000




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**ÉTABLISSEMENT
PUBLIC
BASSE-SEINE**

PROJET

FB/FBD - 11/07/00

**Contrat de Plan Etat-Région 2000/2006
En Haute-Normandie**

La politique régionale de résorption des friches

Modalités de mise en œuvre du fonds régional des friches

Objectifs poursuivis

Une politique régionale de résorption et de réhabilitation des friches industrielles a été mise en place par l'Etat, la Région et l'E.P.B.S. à la fin du Contrat de Plan Etat-Région 1988-1993 et reconduite par le Contrat de Plan 1994-1999.

Les trois partenaires ont décidé de poursuivre et d'amplifier cette politique sur le présent Contrat de Plan en l'élargissant à l'ensemble des friches de toutes natures prioritairement situées en milieu urbain.

L'objectif est de réhabiliter d'anciens sites d'activités qui n'ont trouvé aucun repreneur et dont la conservation dans le temps dessert l'image de la Haute-Normandie, nuit à la qualité de l'environnement et/ou pénalise son développement économique et urbain. Il s'agit soit d'en restaurer l'aspect naturel, soit de les traiter dans le cadre d'une démarche de requalification urbaine.

L'action dans ce domaine nécessite qu'au préalable une réflexion d'urbanisme ait été engagée permettant de tracer les grandes lignes de l'opération envisagée et que le devenir des terrains (et éventuellement de tout ou partie des bâtiments) ait été défini au moins à titre provisoire sans qu'il y ait d'exclusive sur la nouvelle utilisation : espaces naturels, simple mise en sécurité du site (avec ou sans ouverture au public dans ces deux premiers cas), mise en valeur architecturale d'ensembles de valeur, construction de logements, équipements publics, commerces, locaux artisanaux et industriels...

Lorsque l'opération s'intègre dans une démarche d'ensemble de reconquête d'un quartier urbain dévalorisé, l'intervention sur les friches devra être resituée dans cette perspective.

Modalités d'instruction des dossiers

Des demandes d'intervention globales peuvent être formulées dans le cadre des contrats d'agglomération et des contrats de pays formant le volet territorial du Contrat de Plan Etat-Région. Les modalités d'association des communautés d'agglomération et de pays, à la préparation des programmes d'intervention les concernant et à leur mise en œuvre, seront définies dans les conventions particulières établies à cette occasion.

Des demandes d'intervention isolées peuvent être formulées par des communes ou des communautés de communes.

Les demandes globales formulées dans le cadre du volet territorial du Contrat de Plan seront prioritaires. Elles pourront concerner aussi bien d'anciens sites d'activité économique que la reconquête de quartiers urbains dévalorisés.

Les demandes d'intervention isolées ne concerneront que d'anciens sites d'activité économique.

Un Comité Régional des Friches, composé des représentants des services de l'Etat, de la Région et de l'E.P.B.S., étudie les demandes et prépare les programmes indicatifs d'intervention. L'E.P.B.S. assure l'instruction des dossiers et le secrétariat du Comité. A ce titre, il reçoit les demandes, les étudie et les présente au Comité. Il est également chargé de l'exécution des décisions prises par le comité.

Nature des opérations éligibles

- Le dispositif d'intervention au titre de la politique de résorption des friches portera sur :
- l'aide à la définition de l'action : des études permettant de recenser les friches existantes pourront être cofinancées et réalisées par l'E.P.B.S. pour éclairer les décisions du Comité Régional des Friches.

- l'engagement des études préalables : elles pourront être de deux natures :
 - une étude d'aide à la réflexion de la collectivité pour la réutilisation de la friche après l'intervention de l'E.P.B.S. au titre de la politique régionale de réhabilitation. Cette étude aura pour effet de guider l'E.P.B.S. dans la nature des interventions de réhabilitation de la friche par rapport à l'usage futur qui en sera fait et la collectivité sur les projets de réutilisation qu'elle pourra ensuite mettre en œuvre.

Cette étude sera financée à 50 % par la collectivité et 50 % par le fonds régional des friches.

- une étude technique et financière permettant de définir l'intervention de réhabilitation proprement dite.

Cette étude sera financée entièrement sur le fonds régional des friches.

- la réalisation de travaux de démolition, remise en état des terrains, préverdissement, réhabilitation des enveloppes des bâtiments devant être préservés pour leur valeur patrimoniale. La consistance des travaux sera définie dans les études préalables. Ils seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'E.P.B.S.

- L'acquisition, la gestion et la cession des terrains ne relèvent pas des financements du présent fonds régional des friches. Les travaux ne pourront toutefois pas être entrepris avant que l'E.P.B.S. ait fait l'acquisition de la friche au titre de la constitution de réserves foncières pour le compte de la commune ou d'un groupement de communes. Cette politique n'a en effet pas vocation à intervenir pour des entreprises privées pour lesquelles d'autres dispositifs d'aide peuvent être actionnés.

La séquence type des interventions sur une friche est donc la suivante :

- réflexion sur la réutilisation de la friche soit par la collectivité seule, soit en partenariat avec l'E.P.B.S. dans un cadre communautaire global ou dans un cadre isolé
- demande d'acquisition de la friche formulée par la collectivité à l'E.P.B.S. avec engagement de rachat à terme pour la réalisation du projet de réutilisation préalablement défini
- étude technique et financière de l'intervention de l'E.P.B.S. sur le fonds friche
- inscription par le Comité des Friches de l'opération au programme indicatif d'intervention
- réalisation des travaux sous maîtrise d'ouvrage E.P.B.S.
- rétrocession de la friche à la commune à l'issue de la période de portage foncier

Montage financier

Le montant total des financements affectés à cette politique au titre du Contrat de Plan s'élève à 90 MF financé pour :

- un tiers par l'Etat, soit 30 MF
- un tiers par les collectivités locales, soit 15 MF par la Région et 15 MF par d'autres collectivités
- un tiers par l'E.P.B.S., soit 30 MF.

Les participations des communes ou de leurs regroupements seront mises en œuvre par conventions particulières qui en préciseront les modalités.

Les financements du FEDER pourront venir abonder ce budget.

Les dépenses d'acquisition des friches ne sont pas comprises dans cette enveloppe. Elles relèvent de financements assurés par l'E.P.B.S. au titre de sa politique foncière.

Ce cadre général se traduit de la façon suivante pour une opération donnée :

- l'E.P.B.S. finance en tant que maître d'ouvrage les cinq sixièmes de l'opération auxquels s'ajoutent éventuellement les crédits FEDER.
- la collectivité qui effectue la demande d'intervention apporte un sixième de la part nationale et passe à ce titre une convention avec l'E.P.B.S.. Ce financement complémentaire peut être mis en place soit par la commune s'il s'agit d'une demande isolée, soit par un groupement de communes dans le cadre d'une démarche d'agglomération ou de pays.



Annexe 10 : Fiche de présentation des PAF et des CAF



L'entrepôt des décors du théâtre des arts de Rouen



LE PROGRAMME D'ACTION FONCIERE (PAF)

1/ OBJECTIFS

Le programme d'action foncière est une convention pluriannuelle entre une collectivité et l'EPBS, regroupant l'ensemble des acquisitions sollicitées par la collectivité, sur la base des priorités de développement de celle-ci, et dans le cadre d'un plafond financier fixé contractuellement. Le PAF permet des portages fonciers à court, moyen et long terme – jusqu'à 15 ans – en fonction de l'échéance des opérations d'aménagement ou de renouvellement urbain à mener, ainsi que du temps de mutation des terrains. Le PAF facilite les démarches prospectives et globales sur un territoire et permet la réalisation d'opérations urbaines longues et complexes avec un coût foncier supportable pour la collectivité.

2/ DISPOSITIF

Mis en place lors du programme pluriannuel d'intervention 1997-2001 à destination des agglomérations structurantes, et reconduit pour la période 2002-2006, le PAF permet, lors de la revente à la collectivité, d'appliquer des taux d'actualisation annuelle différenciés en fonction des durées de portage, soit :

- 2% pour les réserves foncières pré-opérationnelles, avec un portage de 3 à 5 ans,
- 1,5% pour les réserves foncières destinées à des projets à moyen terme, avec un portage de 5 à 10 ans,
- 1% pour les réserves foncières liées à des mesures de protection (emplacements réservés, ZAD) ou bien à un développement à long terme, avec un portage de 10 à 15 ans.

Les interventions foncières programmées dans le PAF s'inscrivent dans la limite d'un plafond financier d'intervention de l'EPBS, défini en commun avec la collectivité. L'obligation annuelle de rachat de la collectivité comporte deux conditions cumulatives :

- le rachat des biens dont le portage arrive à échéance,
- un minimum de rachat correspondant à 10% du montant du plafond, les excédents se reportant sur les exercices suivants.

Le plafond peut être revu et modifié par avenant, à l'issue de mises à jour annuelles avec la collectivité, qui permettent également de faire le point, le cas échéant, sur les nouvelles acquisitions et sur les modifications d'échéancier de rachat.

3/ CONDITIONS ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Les programmes d'action foncière sont destinés aux agglomérations structurantes du territoire de plein exercice de l'EPBS. Il s'agit des trois agglomérations métropolitaines de Caen, Rouen et Le Havre, des agglomérations d'Evreux, de Dieppe et d'Elbeuf, ainsi que de pôles urbains en développement tels que l'agglomération Seine Eure (secteur de Louviers-Val de Reuil) et l'agglomération des Portes de l'Eure (secteur de Vernon).

Le PAF s'appuie sur la stratégie d'aménagement et de développement de la collectivité qui peut s'exprimer, notamment, dans le schéma de cohérence territoriale ou dans le Plan Local d'Urbanisme, dont il devient alors l'outil foncier. A partir des opérations d'aménagement urbain prévues par la collectivité, il identifie les actions de maîtrise foncière à mener, leur échéancier et leur coût prévisionnel.

Le document est élaboré conjointement par les services de la collectivité concernée et de l'EPBS. Le projet doit être approuvé par le conseil de la communauté ou de la commune partenaire. Il est ensuite soumis à l'approbation du conseil d'administration de l'EPBS, après avoir été examiné par les commissions foncière et financière, sur la base du caractère structurant des projets, de leur impact et des capacités financières de la collectivité candidate.

Acquisition, gestion des biens pendant la durée de portage et cession sont réalisées dans les conditions décrites dans la fiche "la convention de réserve foncière".

4/ REALISATIONS ET PERSPECTIVES

A ce jour, 18 communes et 2 communautés d'agglomération ont signé un PAF. L'élaboration d'un volet foncier pour chaque contrat d'agglomération - rendue obligatoire par la Loi d'Orientation pour l'aménagement et le développement durable du 25 juin 1999 - devrait donner lieu au déploiement des PAF intercommunaux, au service des besoins de développement des agglomérations. En complémentarité, le PAF communal, sera l'outil foncier du Plan Local d'Urbanisme.

5/ CONTACTS

EPBS, Direction de l'Aménagement et du Développement

F. BAILLY

☎ 02 35 63 77 04

✉ f.bailly@epbs.fr

A. BACHELEY

☎ 02 35 63 77 93

✉ a.bacheley@epbs.fr



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ETABLISSEMENT
PUBLIC
BASSE-SEINE



LA CONVENTION D'ACTION FONCIERE (CAF)

1/ OBJECTIFS

La convention d'action foncière est une convention globale pluriannuelle avec une ville ou une communauté de communes, incluant l'ensemble des opérations de réserve foncière menées avec l'EPBS à court et moyen terme.

La convention d'action foncière établit un lien entre action foncière et stratégie d'aménagement et de développement de la collectivité.

Le caractère global de la convention, permet de rendre plus lisibles la stratégie et les engagements financiers de la commune.

2/ DISPOSITIF

Un plafond général d'engagements est établi en fonction des besoins d'acquisition de la collectivité, définis par sa stratégie de développement et ses capacités financières. Le montant brut de l'ensemble des réserves foncières détenues par l'EPBS, à un moment donné, ne peut dépasser ce plafond.

La C.A.F. fixe, pour chaque parcelle, une durée prévisionnelle de portage, qui peut atteindre un maximum de 10 ans.

Le montant des réserves foncières dont la durée de portage est supérieure à 5 ans, ne doit pas dépasser 50% du plafond.

Le taux annuel d'actualisation varie en fonction de la durée du portage. Il est fixé comme suit :

- 2% pour les réserves foncières d'une durée inférieure à 5 ans,
- 1,5% pour les réserves foncières d'une durée comprise entre 5 et 10 ans.

3/ CONDITIONS ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

La convention d'action foncière est destinée aux collectivités ayant un besoin d'acquisitions foncières ou immobilières assez soutenu et diversifié :

- villes moyennes (communes d'au moins 5000 habitants, sauf exception),
- territoires ruraux organisés en intercommunalité (communautés de communes regroupant une population équivalente).

La convention d'action foncière est un document prospectif, élaboré grâce à un travail commun des services de la collectivité et de l'EPBS. Il présente les différentes opérations prises en charge par l'EPBS, en les replaçant dans la stratégie de développement de la collectivité.

Pour chaque opération figurent les éléments suivants : objectifs d'aménagement, coût et échéances prévisionnelles d'acquisition et de cession.

La convention d'action foncière devient effective après approbation par le conseil municipal de la collectivité concernée (ou le conseil communautaire) et par le conseil d'administration de l'EPBS.

Le caractère prospectif du document implique des mises à jours périodiques, sous forme d'avenants, pour tenir compte de l'évolution des projets de la collectivité : révision du plafond, prise en charge de nouvelles opérations, modification de durées de portage, voire abandon d'opérations.

Acquisition, gestion des biens pendant la durée de portage et cession sont réalisées dans les conditions décrites dans la fiche "la convention de réserve foncière".

4/ REALISATIONS ET PERSPECTIVES

Depuis 1997, 10 C.A.F. ont été signées, dont une avec une structure intercommunale.

Les perspectives de développement des C.A.F. communales sont liées à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme. En effet, à cette occasion les communes mettent en place une stratégie foncière leur permettant de réaliser leurs projets de développement.

En ce qui concerne les C.A.F. intercommunales, leur développement pourra être lié à l'élaboration des projets de territoire dans le cadre des contrats de Pays.

5/ CONTACT

EPBS, Direction de l'Aménagement et du Développement

F. BAILLY

☎ 02 35 63 77 04

✉ f.bailly@epbs.fr

Annexe 11 : Méthode d'évaluation de l'acceptabilité environnementale des mesures du DOCUP Exemple de la mesure 10



L'îlot Maréchal Leclerc à Saint Aubin les Elbeuf

EVALUER L'ACCEPTABILITE ENVIRONNEMENTALE DES MESURES DU DOCUP OBJECTIF 2

Le futur programme de reconversion économique et sociale de Haute-Normandie, pour la période 2000-2006, constitue une démarche qui concourt à la mise en œuvre des politiques publiques d'aménagement du territoire, de développement local et régional, d'environnement ou sociales.

L'évaluation préalable (ou ex ante) du document unique de programmation (DOCUP) est une aide à la décision. Cette évaluation a en effet un triple objectif :

- expliciter les enjeux et les objectifs poursuivis,
- apprécier et juger de la cohérence des programmes adoptés par rapport à leurs objectifs et aux moyens afin de les adapter si nécessaire,
- préparer l'évaluation ultérieure des programmes (organisation du suivi et de l'évaluation ex post).

L'évaluation ex ante forme donc la base d'un processus plus global qui va de la conception du programme jusqu'à son évaluation a posteriori (ex post).

L'évaluation préalable suppose que la contribution de chacun des programmes aux trois domaines du développement durable (économie, social et environnement) soit analysée.

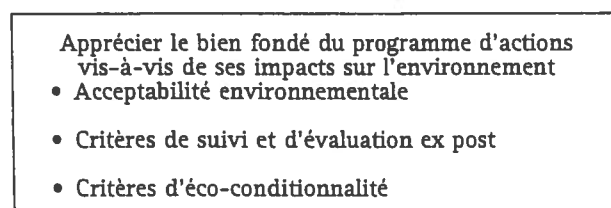
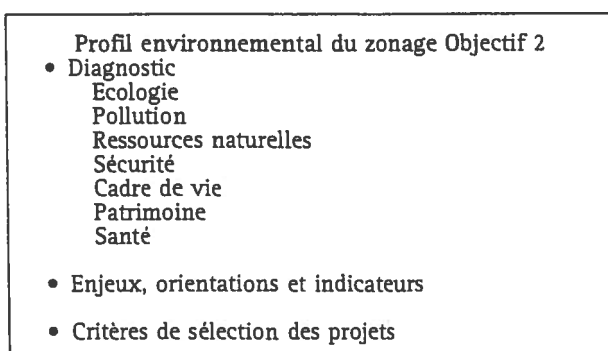
Nous n'envisageons ici que la seule dimension environnementale qui doit conduire à :

- expliciter les enjeux environnementaux et définir les orientations stratégiques en matière d'environnement, ce qui est l'aboutissement de l'élaboration du profil environnemental,
- apprécier la cohérence des programmes d'actions au regard de l'environnement de façon à les adapter si nécessaire, en favorisant les décisions qui lui sont le moins dommageables (c'est le travail commencé par le Comité de pilotage et poursuivi ici),
- fixer les modalités nécessaires aux évaluations environnementales ultérieures.

La notion d'environnement à prendre en compte ici est large. A des fins analytiques, on distingue sept dimensions de l'environnement sur lesquelles s'est appuyé le profil environnemental du territoire concerné.

Concrètement, il s'agit donc, à partir de l'identification des objectifs du programme d'action et de la description des mesures envisagées (projet de DOCUP) :

- d'apprécier l'acceptabilité environnementale de ce programme,
- de déterminer les critères de suivi et d'évaluation ex post
- de préciser les critères d'éco-conditionnalité des projets.



1 Acceptabilité environnementale

L'acceptabilité environnementale du programme consiste à apprécier l'impact particulier de chaque mesure par rapport aux enjeux définis dans le profil environnemental du zonage d'éligibilité. Chaque mesure doit faire l'objet d'une fiche de présentation standard, dans le cadre du complément de programmation :

<p style="text-align: center;">FICHE MESURE TYPE (complément de programmation)</p> <p>AXE N° :</p> <p>Intitulé de la mesure :</p> <p><u>FONDS CONCERNE</u></p> <p><u>DESCRIPTION DE LA MESURE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Types d'actions envisagées <p><u>MOTIVATION DE LA MESURE</u></p> <p><u>OBJECTIFS DE LA MESURE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Lien avec l'objectif global (référence au diagnostic) <p><u>CRITERES DE SELECTION DES PROJETS</u></p> <p><u>BENEFICIAIRES</u></p> <p><u>TAUX D'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE ET PUBLIC</u></p> <p><u>INDICATEURS DE SUTVI</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Indicateurs physiques de réalisation • Indicateurs de résultat <p><u>PLAN DE FINANCEMENT</u></p> <p><u>REFERENCE(S) AU(X) REGIME(S) D'AIDE NOTIFIE(S)</u></p> <p><u>IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT</u></p> <p><u>PRISE EN COMPTE DE L'EGALITE DES CHANCES HOMMES FEMMES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Impact direct • Impact indirect

Acceptabilité environnementale de chaque mesure du DOCUP

Chaque mesure est ainsi analysée afin d'en évaluer, ici, l'acceptabilité du seul point de vue environnemental. Elle est présentée selon une fiche comportant l'appréciation des impacts par comparaison avec les enjeux du profil, un commentaire sur le niveau d'acceptabilité (pertinence, efficacité) et des propositions pour faire évoluer la définition des actions envisagées.

L'appréciation de l'acceptabilité environnementale consiste donc à décoder l'impact de chaque mesure vis-à-vis des enjeux définis dans le profil environnemental du zonage. Elle est renseignée par le recours à une grille d'appréciation, dans laquelle il s'agit de répondre aux questions relatives à chaque enjeu :

Ecologie :

- Biodiversité des milieux naturels :

Quel est l'impact de la mesure sur le maintien de la fonctionnalité des habitats et de la diversité biologique ?

- *Qualité du milieu rural en tant que milieu naturel :*

La mesure permet-elle de préserver la nature ordinaire et les paysages naturels, en maintenant l'accessibilité ?

Pollution :

- *Qualité de l'air :*

La mesure contribue-t-elle à l'accroissement ou à la réduction des émissions polluantes ou des mauvaises odeurs ?

- *Qualité de l'eau :*

La mesure peut-elle aboutir à des projets susceptibles d'entraîner des déversements de polluants dans les eaux des rivières et les eaux souterraines, intentionnellement ou à la suite de rejets accidentels ?

- *Maîtrise des pollutions des sols :*

La mesure permet-elle de lutter contre la pollution et l'acidification des sols (secteurs industriel, agricole ou sylvicole) ?

- *Maîtrise des déchets :*

La mesure permet-elle de gérer et valoriser les déchets ménagers ou industriels ?

Ressources naturelles :

- *Préservation de la ressource en eau dans son ensemble :*

Quel est l'impact de la mesure sur la préservation des aquifères et des captages, la réduction du gachis d'eau (agricole, urbain ou industriel), la gestion des eaux pluviales ?

- *Préservation des sols :*

La mesure permet-elle de garantir la conservation de la qualité agronomique des sols, de prévenir l'érosion ou d'économiser les matériaux alluvionnaires ?

- *Préservation des ressources énergie et matières premières et valorisation énergétique :*

La mesure permet-elle le recyclage de matériaux, l'utilisation de matériaux de substitution ou la valorisation des énergies alternatives ?

Sécurité :

- *Communication du risque :*

La mesure permet-elle de sensibiliser le public au risque, d'intégrer le coût du risque dans l'aménagement ou de sécuriser les espaces publics urbains ?

- *Maîtrise des risques naturels :*

Quel est l'impact de la mesure sur les eaux de ruissellement et le risque d'inondation ?

- *Maîtrise des risques industriels :*

La mesure va-t-elle augmenter ou réduire la vulnérabilité aux risques industriels et la circulation de matières dangereuses ?

Cadre de vie :*- Maîtrise du bruit en tant que nuisance majeure :*

La mesure peut-elle aboutir à des projets susceptibles de provoquer un surcroît de bruit ou de vibrations, en particulier provenant du trafic routier ?

- Préservation des aménités :

La mesure contribue-t-elle à l'amélioration ou la dégradation du cadre de vie des habitants ?

Patrimoine :*- Image du patrimoine régional :*

La mesure crée-t-elle des atteintes irréversibles au patrimoine, ou permet-elle de le mettre en valeur ?

Santé :*- Connaissance des impacts de l'environnement sur la santé :*

La mesure peut-elle engendrer des conditions nuisibles à la santé, en particulier en relation avec la qualité de l'eau et de l'air ?

Enjeux transversaux :*- Sensibilisation, information et formation :*

La mesure permet-elle d'assurer plus de transparence dans l'information et de la rendre plus accessible par le plus grand nombre ?

- Recherche, ingénierie et évaluation :

La mesure est-elle à même de favoriser le développement de l'expertise, l'ingénierie et l'évaluation dans les divers domaines de l'environnement ?

Enjeux liés à des territoires particuliers :*- Transfert vers d'autres territoires :*

La mesure conduit-elle à déplacer, voire accroître, les problèmes environnementaux vers d'autres territoires ou vers les générations futures ou induit-elle de nouveaux problèmes ?

Enfin, pour chaque mesure sont proposés des critères de sélection vis-à-vis des enjeux environnementaux.

• **Organisation de l'évaluation**

L'évaluation est une obligation réglementaire réaffirmée par le règlement général des fonds structurels (articles 40 à 43). Outil d'aide à la décision, elle permet à différents stades de préparer, d'apprécier l'efficacité et l'efficience de l'intervention structurelle, et d'ajuster si nécessaire.

Depuis près de 10 ans, la Haute-Normandie a mené un nombre important de travaux d'évaluation concernant les programmes Objectif 2, y compris l'évaluation du plan de communication 98/99, dont l'ensemble des résultats a été présenté en comité de suivi. Le bilan de toutes les évaluations menées figure dans le projet de DOCUP.

L'intérêt et la plus value de l'exercice d'évaluation dans la définition, la mise en œuvre des politiques publiques ne sont plus à démontrer. L'évaluation fait partie intégrante de la vie de toute politique publique. Pour atteindre cet objectif, un important travail de sensibilisation est à effectuer pour favoriser son appropriation politique par les institutions.

A des fins de fonctionnement opérationnel et d'articulation avec le dispositif d'évaluation du CPER, le dispositif d'évaluation du DOCUP s'organise autour de 3 composantes :

- Le Comité de suivi du DOCUP : instance décisionnelle en matière d'appréciation périodique des progrès réalisés.
- Le Comité régional d'évaluation (commun au DOCUP et CPER) copiloté par le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional : chargé de faire des propositions au comité de suivi, d'examiner et de conduire les travaux demandés. Il pourra se faire assister d'un groupe technique de spécialistes de l'évaluation et / ou du domaine évalué.
- Enfin, l'équipe de chargés d'évaluation du SGAR et du Conseil Régional : chargés de préparer les éléments techniques nécessaires à la définition, à la mise en œuvre, au suivi des travaux d'évaluation, avec le concours de consultants externes.

La conduite des évaluations ex ante et à mi-parcours est effectuée sous la responsabilité de l'autorité de gestion.

Le processus de l'évaluation ex ante est itératif puisque son objet est précisément de réintégrer dans la rédaction du DOCUP les observations faites quant aux impacts sur l'environnement des mesures envisagées. La rédaction/évaluation consiste donc en un certain nombre d'aller et retour entre les rédacteurs et les évaluateurs.

Les observations, émises dans la suite de ce rapport, le sont par des experts indépendants au moment où la rédaction atteint un consensus qui doit être validé par les instances supérieures.

Cette étape est atteinte après :

- une réunion de travail du Comité de Pilotage de l'évaluation (28 février 2000) qui a permis d'évaluer les impacts des mesures sur la base de la première rédaction du DOCUP du 26 février ;
- puis les rédacteurs ont amendé leur texte en prenant en compte ces observations (rédaction du 3 mars) ;
- les évaluateurs ont à nouveau examiné la rédaction le 9 mars et ont échangé leurs points de vue avec les rédacteurs ;
- la rédaction du DOCUP, amendée le 15 mars, a fait l'objet d'un nouvel examen daté du 27 mars. C'est ce document qui a été présenté à la DATAR le 28 mars.
- enfin, quelques retouches sont à apporter, elles font l'objet du présent rapport.

• Rappel de l'architecture du DOCUP

La version présentée ici est celle qui a été adressée à la DATAR le 15 mars 2000, après que sa rédaction par les services du SGAR ait pu intégrer les observations rappelées ci-dessus :

Axe 1 : Diversifier l'activité économique et développer les qualifications pour la croissance de l'emploi

MESURE 1 : Améliorer la compétitivité des entreprises et soutenir la création d'entreprises et de services

- Sous-mesure 1.1 : aider les investissements des entreprises y compris les démarches de management environnemental
- Sous-mesure 1.2 : soutenir la création et le développement des entreprises
- Sous-Mesure 1.3 : Soutenir le développement des entreprises commerciales, artisanales et de services
- Sous-Mesure 1.4 : encourager les actions collectives et innovantes en faveur du tissu économique et social et de la promotion du principe d'égalité des chances.
- Sous-mesure 1.5 : développer l'innovation et la diffusion des technologies au sein des entreprises



MESURE 2 : Développer les grands sites d'accueil en lien avec les filières d'excellence régionales

MESURE 3 : Développer l'activité touristique et culturelle

MESURE 4 : Valoriser le potentiel de recherche et d'innovation technologique et sociale

MESURE 5 : Améliorer l'offre de formation

MESURE 6 : Améliorer la compétitivité des entreprises en favorisant l'adaptation des compétences et l'insertion professionnelle

Axe 2 : Renforcer l'économie portuaire et logistique

MESURE 7 : Soutenir le projet de Port rapide pour la réception des grands navires porte-conteneurs au Havre (Port 2000)

MESURE 8 : Moderniser et valoriser l'économie portuaire

MESURE 9 : Qualifier et accompagner l'évolution des professions

Axe 3 : Mettre en œuvre un développement urbain durable

MESURE 10 : Promouvoir la réhabilitation et le renouvellement urbain

MESURE 11 : Favoriser l'insertion économique et sociale des habitants

MESURE 12 : Promouvoir une gestion urbaine et périurbaine innovante

MESURE 13 : Favoriser les solidarités et développer les démarches de qualité de la vie

MESURE 14 : Favoriser la qualification des acteurs du lien social et l'insertion professionnelle des publics en difficulté

Axe 4 : Favoriser l'amélioration et la protection de l'environnement

MESURE 15 : Préserver la qualité des ressources et des espaces naturels

MESURE 16 : Maîtriser les risques et réduire les pollutions

MESURE 17 : Observer, informer et éduquer à l'environnement, développer la concertation pour la définition des aménagements

MESURE 18 : Former et qualifier à des pratiques respectueuses de l'environnement

MESURE 19 : Assistance technique et actions innovatrices du programme

Mesure transversale à tout le DOCUP

Axe 5 : Conforter l'activité agricole

MESURE 20 : Développer la valeur ajoutée et la qualité des produits agricoles

- Sous-mesure 20.1 : Aide à l'investissement matériel des entreprises agro-industrielles
- Sous-mesure 20.2 : Développer les actions collectives pour le développement des produits agricoles sous signes officiels de qualité
- Sous-mesure 20.3 : Inciter les actions collectives à la diversification des productions agricoles

MESURE 21 : Protéger les sols et améliorer la gestion des ressources en eau

- Sous-mesure 21.1 : Protéger les sols
- Sous-mesure 21.2 : Mettre aux normes environnementales les bâtiments d'élevage dans le cadre d'opérations coordonnées

• Fiches d'analyse

Lors des différentes étapes itératives de rédaction/évaluation, les impacts environnementaux estimés ont été exprimés en : négatifs importants - -, négatifs modérés -, neutres 0, positifs + ou très positifs ++. Cette information a été consignée sur des fiches d'impacts utilisées par le Comité de Pilotage de l'évaluation.

C'est sur la base de cette information que l'acceptabilité environnementale a fait l'objet d'un commentaire assorti de propositions. Ces fiches sont maintenant obsolètes, compte-tenu du fait que la quasi totalité des observations ont été suivies de modifications. Les fiches d'impacts ne présentent donc plus d'intérêt à ce stade. A titre d'exemple une fiche

ration par la formation professionnelle des demandeurs d'emplois et des jeunes pour permettre leur recrutement.

Fiche mesure 9

Qualifier et accompagner l'évolution des professions

• Commentaires sur la mesure 9

Cette mesure peut avoir des conséquences positives indirectes sur l'environnement comme son détail le laisse d'ailleurs penser.

Il faudra veiller, comme il a été souligné pour la mesure 5 de l'axe 1, à préciser les domaines de formation qui pourraient bénéficier d'une attention plus environnementale.

En particulier on pourrait inciter à la mise en place de modules spécifiques de formation en environnement, comportant la sensibilité des milieux naturels, comme l'on déjà fait il y a quelques années le Port du Havre ou Lubrizol.

Une telle ouverture de la qualification professionnelle, dans un esprit de volontariat, peut fortement contribuer, là encore, à développer la culture environnementale.

Proposition de critères environnementaux de sélection des projets :

- Favoriser les formations comportant un volet environnemental.

• Commentaires sur l'ensemble de l'axe 2

Lors de sa réunion du 28 février 2000, le Comité de Pilotage avait fait remarquer que : « cet axe comportait en fait beaucoup de projets routiers et ne mettait pas suffisamment en avant le fer et la voie d'eau ». Les auteurs du DOCUP ont tenu le plus grand compte de ces remarques et modifié leur projet en conséquence.

Ainsi le chapeau de présentation de l'axe 2 insiste sur la concomitance de l'aménagement portuaire et des préoccupations environnementales, dans le cadre d'un plan de gestion globale de l'estuaire.

Le chapeau introductif insiste aussi sur le souhait d'une meilleure répartition modale, ce qui va pleinement dans le sens souhaité par le Comité de Pilotage. Les observations relatives à la mesure 8 s'appliquent particulièrement ici.

Par ailleurs, il est souligné le soutien nécessaire au secteur de la pêche, ce qui ne saurait aller sans une bonne qualité du milieu marin ou côtier, ce qui abonde encore le souci d'une prise en compte lourde de l'environnement dans l'aménagement de l'estuaire.

Le projet Port 2000 peut bénéficier d'une bonne crédibilité sur le plan environnemental si, effectivement se met en place le plan de gestion globale de l'estuaire, cette crédibilité ne pourra être que renforcée si les projets d'accompagnement bénéficient de la même attention.

Axe 3

Mettre en œuvre un développement urbain durable

Fiche mesure 10

Promouvoir la réhabilitation et le renouvellement urbain

Fonds concerné : FEDER

Description de la mesure

- Action 1 : restructurer les quartiers.
- Action 2 : traiter les interfaces entre les villes, les ports et le fleuve
- Action 3 : réhabiliter les friches urbaines (industrielles, militaires, portuaires,...).
- Action 4 : réhabiliter l'environnement des principales entrées de ville et d'agglomération

Motivation de la mesure

La requalification urbaine et environnementale des villes et agglomérations constitue un enjeu majeur dans une région dont les grands centres urbains sont marqués par :

- Un phénomène d'exclusion urbaine lié à l'existence de quartiers dégradés conjuguant de fortes densités de populations fragilisées et une faible présence d'activités économiques. Le diagnostic territorial a en effet mis en évidence les tensions en milieu urbain résultant de l'existence de quartiers concentrant les difficultés socio-économiques dans les agglomérations de Haute-Normandie. Ces difficultés sont souvent renforcées par l'enclavement de ces quartiers, leur forme urbaine monolithique, leur monofonctionnalité habitat, et l'absence d'équipements publics structurants.
- Un nombre important de friches et secteurs dévalorisés, conséquence de reconversions industrielles et portuaires et du développement de la périurbanisation des activités.

Objectifs de la mesure

Il s'agit d'améliorer le cadre de vie des habitants et de revaloriser l'image des villes et agglomérations. L'objectif est de réintégrer ces quartiers qui se trouvent aujourd'hui durablement exclus, dans la dynamique de développement de la ville et de l'agglomération.

Au delà de ces quartiers, des efforts restent à mener pour une meilleure insertion des zones portuaires, de certaines zones industrielles et des constructions mal intégrées dans le tissu urbain.

La mesure peut également contribuer à lutter contre l'étalement urbain en favorisant la réutilisation de terrains qui ont perdu leurs fonctions urbaines antérieures.

Fiche mesure 10

Promouvoir la réhabilitation et le renouvellement urbain

• Commentaires sur la mesure 10

Le profil environnemental régional a fait ressortir un réel besoin en la matière correspondant à une forte demande sociale. L'action 1 de cette mesure présente cependant des risques pour la sauvegarde du patrimoine architectural et urbain, dans sa mise en œuvre. Il conviendra d'être attentif à ce que la restructuration des quartiers préserve le patrimoine culturel.

Le traitement des interfaces entre les villes, les ports et le fleuve apparaît comme une action primordiale au regard de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie, comme la réhabilitation des entrées de ville et d'agglomération.

Les opérations de réhabilitation de friches et de zones industrielles sont importantes et dispendieuses, mais elles ne concernent, a priori, que des surfaces limitées, d'où l'intérêt d'une telle politique globale de renouvellement urbain qui peut amener à « repenser la ville », afin de répondre davantage aux attentes sociales et en s'affranchissant un peu du « tout voiture ».

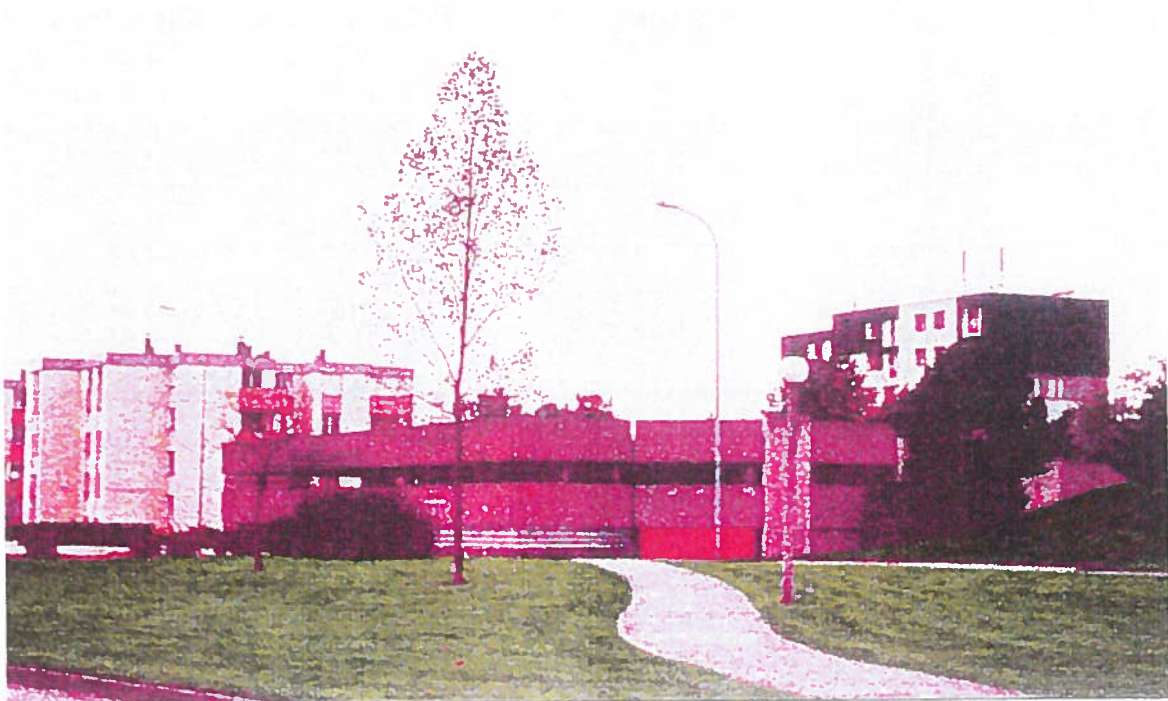
Respect des objectifs de référence :

La mesure devra être mise en œuvre en cohérence notamment avec l'action n° 39 du CPER 2000-2006 : « rendre compatibles les choix d'aménagement urbain avec un développement durable » et « Etablir un programme d'actions intégrant les différentes composantes de l'environnement urbain, les suivre et les évaluer ».

Proposition de critères environnementaux de sélection des projets :

- Favoriser les projets qui s'inscrivent dans une démarche contractuelle globale : contrat de ville ou autre contrat relevant de la politique de la ville, contrat d'agglomération ou contrat de pays.
- Favoriser les projets qui témoignent d'une approche globale et partenariale adossée à un diagnostic partagé avec les principaux acteurs et associant les habitants au processus d'élaboration du projet.

Annexe 12 : La charte d'évaluation de l'EPBS



Le parking Silo à Cléon

La Charte d'évaluation de l'EPBS

- *Une évaluation se justifie principalement par les décisions stratégiques qu'elle permet de prendre*
- *Les partenaires locaux ont des attentes en matière d'évaluation d'action dont l'EPBS était partie prenante*
- *L'évaluation sert avant tout à vérifier le bien fondé d'une politique publique et à en rendre compte aux citoyens*
- *Seuls les Directeurs ou Chefs de service peuvent représenter l'EPBS pour définir un mandat dans les évaluations partenariales*
- *La transparence en matière d'évaluation est nécessaire pour faire évoluer la culture politique et administrative française*
- *Le compte rendu d'évaluation ne doit pas être trop technique pour pouvoir intéresser les élus et alimenter les débats publics*
- *L'EPBS doit toujours associer les autorités publiques concernées à l'instance d'évaluation de ses propres actions*
- *Pour être véritablement démocratique, l'évaluation doit associer les représentants de la société civile*
- *Les évaluations propres à l'EPBS ayant un caractère stratégique doivent faire l'objet d'un mandat du Conseil d'Administration sur proposition de la Direction*
- *Les évaluations des modes opératoires de l'EPBS peuvent faire l'objet d'un mandat de l'exécutif*
- *L'EPBS doit inciter ses partenaires institutionnels à faire de l'évaluation*
- *Les évaluations, pour être crédibles, doivent être confiées à des professionnels qui ne sont pas partie prenante*
- *L'intérêt des évaluations stratégiques est de permettre des arbitrages budgétaires dans le cadre du Programme Pluriannuel d'Intervention*
- *Les recommandations pour être fiables doivent s'appuyer sur les éléments empiriques indispensables au jugement multicritère*

Annexe 13 : Liste des acteurs rencontrés dans le cadre de l'évaluation



Hangar n°3

Le hangar n°3 à Rouen

Liste des personnes rencontrées dans le cadre de l'évaluation

▪ **Acteurs de la politique :**

M. ANQUETIL, Directeur de l'Etablissement Public de la Basse Seine
M. MOULIN, Directeur Délégué de l'Equipement de Haute Normandie
Mme BAYNAUD, Direction Régionale de l'Equipement
M. VALENTON, Secrétariat Général à l'Action Régionale
Mme FOUCHAULT, Direction du Développement Economique du Conseil Régional de Haute Normandie

▪ **Acteurs de référence du territoire :**

M. BARDIN, Communauté d'agglomération de Rouen (CAR)
M. RUIZ, Agence d'Urbanisme de la Région Havraise (AURH)
M. BOULARD, Agence de Développement Economique de l'Agglomération Rouennaise
M. DEVE, Agence de Développement du département de la Seine Maritime (Seine Maritime Expansion)
Mme ALLAIRE, Société d'Economie Mixte du département de l'Eure (Eure Aménagement Développement)

▪ **Acteurs locaux des territoires concernés par une résorption de friche :**

M. GIRARD, Maire adjoint à l'urbanisme de la ville de Petit Couronne
M. MARTIN, Directeur du service urbanisme de la ville de Dieppe
M. GREAUME, Maire de la commune de Lanquetot
M. MANGE, Directeur des services techniques de la ville de Louviers
M. BLIN, Directeur des services techniques de la ville de Grand Quevilly
M. CARU, Maire de Caudebec les Elbeuf
Mme THOMAS-BRUYAS, Directrice du service de l'Aménagement de l'Espace Communautaire à la Communauté d'Agglomération d'Evreux (CAE)
M. PEROL, Directeur Général des services de la ville de Saint Aubin les Elbeuf
M. GUILLAUD, Directeur Général des services de la ville de Cléon
M. DORBANE, Directeur du PIC URBAN de la ville du Havre
M. BENET, Directeur du département des Grands Projets, de l'Aménagement urbain et de la Prospective à la ville du Havre
M. LEGER, Président de la Communauté de Communes Seine-Austreberthe
M. FOUCAULT, Maire de la commune de Duclair
M. MARION DE POCE, Direction des Acquisitions Foncières à la ville de Rouen

Annexe 14 : Aperçu des pondérations apportées par les acteurs aux critères d'évaluation proposés



Les bâtiments des Subsistances Militaires à Grand Quevilly

Aperçu des pondérations apportées par les acteurs de la politique aux critères d'évaluation proposés

Les entretiens réalisés avec les acteurs gestionnaires de la politique ont été l'occasion de leur soumettre une liste de critères d'évaluation concernant différents aspects de la politique. Il leur a été demandé de pondérer ces critères sur une échelle de 1 à 5.

Cet exercice a permis de mettre en évidence les différents systèmes de référence que possèdent les acteurs de cette politique partenariale.

Le tableau suivant retranscrit les différentes valeurs qui ont été données à chaque critère par les acteurs. Il ne s'agit pas ici d'une liste de critères exhaustive.

Cet exercice a été réalisé à titre expérimental et devra être réitéré lors de l'évaluation finale, d'autant plus que les critères proposés dans ce rapport le sont à titre indicatif et devront être approfondis et certainement modifiés.

Les pondérations obtenues devront servir à l'analyse multicritère. Elles permettront de réaliser un scénario de jugement final adapté à chaque acteur.

Critères présentés	1	2	3	4
<i>Contexte des réalisations :</i>				
L'opération s'inscrit dans un projet urbain à l'échelle communale	2	5	5	4
Réalisation d'une étude préalable pour déterminer la destination de la friche	2	5	-	4
L'opération est inscrite dans un contrat d'agglomération ou de Pays	2	2	4	2
L'opération répond à des objectifs nationaux d'aménagement (renouvellement urbain, développement urbain durable, mixité des fonctions)	5	5	-	4
L'opération est financée par le FEDER	2	3	-	3
<i>Réalisations après l'intervention :</i>				
Requalification de l'interface ville-port	5	5	-	2
Développement économique	2	3	-	2
Mixité des fonctions/usages	4	3	-	1
Amélioration de la qualité du cadre de vie	2	5	-	3
Développement social	2	3	-	3
<i>Impacts divers :</i>				
Amélioration de la qualité du cadre de vie (paysage urbain)	2	3	5	4
Renouvellement urbain/ Recyclage foncier	5	5	5	4
Diminution des pollutions et impacts sur l'environnement	2	2	-	2

Ce tableau montre que sur certains points, des consensus peuvent apparaître plus ou moins, mais que dans de nombreux cas, l'importance des critères est différente selon chaque acteur. Ce travail de pondération pourrait être rendu plus intéressant s'il n'était donné aucune échelle de valeur au départ. En effet, les « facteurs » choisis par les acteurs sont également un élément à prendre en compte.